

Jean-Marie LUFFIN

L'illusoir aux mensonges



Le Citoyen Veilleur

Jean-Marie Luffin

**L' illusoir
aux mensonges**

Ouvrage imprimé en janvier 2016

par Offset Service – Imprimerie digitale - 084/37 75 88

Pierre Lannoy, 10, rue de Malispré - 5580 Han-sur-Lesse

Illustration de couverture : *Premier essai de l'isoloir en Grande-Bretagne, en1903*

Du même auteur

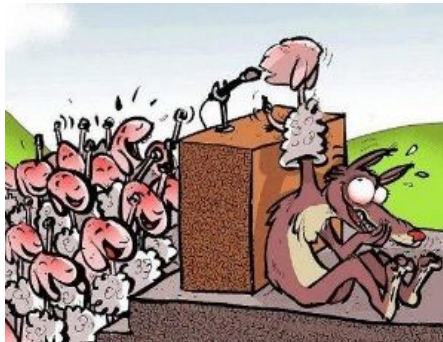
On ne méprise pas impunément la nature, 2014

De la démocratie avant toute chose, 2015

Premiers pas en (vraie) démocratie, 2016

librement téléchargeable sur les sites *lireligne.net* –
www.opinioncitoyenne.eklablog.fr

<http://www.fichier-pdf.fr> – <https://freeditorial.com>



(Je ne suis pas parvenu à déterminer l'auteur de l'illustration ci-dessus. Qu'il veuille néanmoins me pardonner de rendre ici hommage, en quelque sorte, à son esprit de synthèse graphique qui exprime si bien mon état d'esprit.)

NOTE AU LECTEUR

Le présent ouvrage peut-être considéré comme le complément de mon précédant titre *De la démocratie avant toute chose** achevé en 2015. L'érudit en matière politique peut immédiatement fermer ce livre car il n'y trouvera ni un argumentaire magistral, pas plus qu'une analyse scientifique de la chose démocratique. Par contre, le novice en la matière pourra méditer sur la petite collection de réflexions traduisant mon approche d'un sujet qui m'intéresse au plus haut degré et qui concerne tout particulièrement ce régime représentatif que l'on tient encore et toujours à nous présenter comme étant une « démocratie » alors qu'il n'en est rien.

Le résultat étant le théâtre politique des plus contestables que nous subissons, et qui n'a que trop duré. Depuis quelques années, alors que me situant très loin des experts en histoire et philosophie politique, je n'ai guère eu de difficulté pour découvrir que mon point de vue d'amateur anonyme rejoint les observations et les conclusions de nombreux chercheurs qualifiés dont font mention les bibliographies de mes deux ouvrages. En tant que *gentil virus* (voir le site gentilvirus.org) j'ai tenu à me faire

l'humble relais, en quelque sorte, de mes prédécesseurs, histoire de faire ma part et me rendre utile auprès de celles et ceux qui sentiraient naître, au terme de ma modeste implication, un intérêt croissant pour l'essor et la défense d'une démocratie attestée qui se donnerait les moyens de faire du peuple un ensemble de vrais citoyens, égaux et autonomes.

** Consultable et téléchargeable gratuitement, ainsi que ce volume, sur « Lireligne », ou encore, au choix, sur <http://www.fichier-pdf.fr> - <http://www.monbestseller.com> - www.opinioncitoyenne.eklablog.fr*

*La décadence d'une société commence quand
l'homme se demande « que va-t-il arriver ? »
au lieu de se demander « que puis-je faire ? »*

Denis de Rougemont

En guise d'introduction

« La grève des électeurs »

*Une chose m'étonne prodigieusement - j'oserai dire
qu'elle me stupéfie - c'est qu'à l'heure scientifique où
j'écris, après les innombrables expériences, après les
scandales journaliers, il puisse exister encore dans notre
chère France (comme ils disent à la Commission du
budget) un électeur, un seul électeur, cet animal irra-
tionnel, inorganique, hallucinant, qui consente à se
déranger de ses affaires, de ses rêves ou de ses plaisirs,
pour voter en faveur de quelqu'un ou de quelque chose.
Quand on réfléchit un seul instant, ce surprenant
phénomène n'est-il pas fait pour dérouter les philosophies
les plus subtiles et confondre la raison ? Où est-il le
Balzac qui nous donnera la physiologie de l'électeur
moderne ? et le Charcot qui nous expliquera l'anatomie et
les mentalités de cet incurable dément ? Nous l'attendons.
Je comprends qu'un escroc trouve toujours des actionnai-*

res, la Censure des défenseurs, l'Opéra-Comique des dilettanti, le Constitutionnel des abonnés, M. Carnot des peintres qui célèbrent sa triomphale et rigide entrée dans une cité languedocienne, je comprends Mr. Chantavoine s'obstinant à chercher des rimes, je comprends tout. Mais qu'un député, ou un sénateur, ou un président de République, ou n'importe lequel parmi tous les étranges farceurs qui réclament une fonction élective, quelle qu'elle soit, trouve un électeur, c'est-à-dire l'être irrêvé, le martyr improbable, qui vous nourrit de son pain, vous vêt de sa laine, vous engraisse de sa chair, vous enrichit de son argent, avec la seule perspective de recevoir, en échange de ces prodigalités, des coups de trique sur la nuque, des coups de pied au derrière, quand ce n'est pas des coups de fusil dans la poitrine, en vérité, cela dépasse les notions déjà pas mal pessimistes que je m'étais faites jusqu'ici de la sottise humaine, en général, et de la sottise française en particulier, notre chère et immortelle sottise, ô chauvin !

Il est bien entendu que je parle ici de l'électeur averti, convaincu, de l'électeur théoricien, de celui qui s'imagine, le pauvre diable, faire acte de citoyen libre, étaler sa souveraineté, exprimer ses opinions, imposer - ô folie admirable et déconcertante - des programmes politiques et des revendications sociales ; et non point de l'électeur « qui la connaît » et qui s'en moque, de celui qui ne voit dans « les résultats de sa toute-puissance » qu'une rigolade à la charcuterie monarchiste, ou une ribote au vin républicain. Sa souveraineté à celui-là, c'est de se pochar-der aux frais du suffrage universel. Il est dans le vrai, car

cela seul lui importe, et il n'a cure du reste. Il sait ce qu'il fait. Mais les autres ? Ah ! oui, les autres ! Les sérieux, les austères, les peuple souverain, ceux-là qui sentent une ivresse les gagner lorsqu'ils se regardent et se disent : « Je suis électeur ! Rien ne se fait que par moi. Je suis la base de la société moderne. Par ma volonté, Floque fait des lois auxquelles sont astreints trente-six millions d'hommes, et Baudry d'Asson aussi, et Pierre Alype également. » Comment y en a-t-il encore de cet acabit ? Comment, si entêtés, si orgueilleux, si paradoxaux qu'ils soient, n'ont-ils pas été, depuis longtemps, découragés et honteux de leur œuvre ?

Comment peut-il arriver qu'il se rencontre quelque part, même dans le fond des landes perdues de la Bretagne, même dans les inaccessibles cavernes des Cévennes et des Pyrénées, un bonhomme assez stupide, assez déraisonnable, assez aveugle à ce qui se voit, assez sourd à ce qui se dit, pour voter bleu, blanc ou rouge, sans que rien l'y oblige, sans qu'on le paye ou sans qu'on le soûle ?

À quel sentiment baroque, à quelle mystérieuse suggestion peut bien obéir ce bipède pensant, doué d'une volonté, à ce qu'on prétend, et qui s'en va, fier de son droit, assuré qu'il accomplit un devoir, déposer dans une boîte électorale quelconque un quelconque bulletin, peu importe le nom qu'il ait écrit dessus ?... Qu'est-ce qu'il doit bien se dire, en dedans de soi, qui justifie ou seulement qui explique cet acte extravagant ? Qu'est-ce qu'il espère ? Car enfin, pour consentir à se donner des maîtres avides qui le grugent et qui l'assomment, il faut qu'il se dise et

qu'il espère quelque chose d'extraordinaire que nous ne soupçonnons pas. Il faut que, par de puissantes déviations cérébrales, les idées de député correspondent en lui à des idées de science, de justice, de dévouement, de travail, de probité ; il faut que dans les noms seuls de Barbe et de Baihaut, non moins que dans ceux de Rouvier et de Wilson, il découvre une magie spéciale et qu'il voie, au travers d'un mirage, fleurir et s'épanouir dans Vergoin et dans Hubbard, des promesses de bonheur futur et de soulagement immédiat. Et c'est cela qui est véritablement effrayant. Rien ne lui sert de leçon, ni les comédies les plus burlesques, ni les plus sinistres tragédies.

Voilà pourtant de longs siècles que le monde dure, que les sociétés se déroulent et se succèdent, pareilles les unes aux autres, qu'un fait unique domine toutes les histoires : la protection aux grands, l'écrasement aux petits. Il ne peut arriver à comprendre qu'il n'a qu'une raison d'être historique, c'est de payer pour un tas de choses dont il ne jouira jamais, et de mourir pour des combinaisons politiques qui ne le regardent point. Que lui importe que ce soit Pierre ou Jean qui lui demande son argent et qui lui prenne la vie, puisqu'il est obligé de se dépouiller de l'un, et de donner l'autre ?

Eh bien, non. Entre ses voleurs et ses bourreaux, il a des préférences, et il vote pour les plus rapaces, les plus féroces. Il a voté hier, il votera demain, il votera toujours. Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne se disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera, et pour le bour-

geois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit.

Ô bon électeur, inexprimable imbécile, pauvre hère, si, au lieu de te laisser prendre aux rengaines absurdes que te débitent chaque matin, pour un sou, les journaux grands ou petits, bleus ou noirs, blancs ou rouges, et qui sont payés pour avoir ta peau, si, au lieu de croire aux chimériques flatteries dont on caresse ta vanité, dont on entoure ta lamentable souveraineté en guenilles, si, au lieu de t'arrêter, éternel badaud, devant les lourdes duperies des programmes, si tu lisais parfois, au coin du feu, Schopenhauer et Max Nordau, deux philosophes qui en savent long sur tes maîtres et sur toi, peut-être apprendrais-tu des choses étonnantes et utiles.

Peut-être aussi, après les avoir lus, serais-tu moins empressé à revêtir ton air grave et ta belle redingote, à courir ensuite vers les urnes homicides ou, quelque nom que tu mettes, tu mets d'avance le nom de ton plus mortel ennemi. Ils te diraient, en connaisseurs d'humanité, que la politique est un abominable mensonge, que tout y est à l'envers du bon sens, de la justice et du droit, et que tu n'as rien à y voir, toi dont le compte est réglé au grand livre des destinées humaines.

Rêve après cela, si tu veux, des paradis de lumières et de parfums, des fraternités impossibles, des bonheurs irréels. C'est bon de rêver, et cela calme la souffrance. Mais ne

mêle jamais l'homme à ton rêve, car là où est l'homme, là est la douleur, la haine et le meurtre. Surtout, souviens-toi que l'homme qui sollicite tes suffrages est, de ce fait, un malhonnête homme, parce qu'en échange de la situation et de la fortune où tu le pousses, il te promet un tas de choses merveilleuses qu'il ne te donnera pas et qu'il n'est pas d'ailleurs, en son pouvoir de te donner. L'homme que tu élèves ne représente ni ta misère, ni tes aspirations, ni rien de toi, il ne représente que ses propres passions et ses propres intérêts, lesquels sont contraires aux tiens.

Pour te reconforter et ranimer des espérances qui seraient vite déçues ne va pas t'imaginer que le spectacle navrant auquel tu assistes aujourd'hui est particulier à une époque ou à un régime, et que cela passera. Toutes les époques se valent, et aussi tous les régimes, c'est-à-dire qu'ils ne valent rien. Donc, rentre chez toi, bonhomme, et fais la grève du suffrage universel. Tu n'as rien à y perdre, je t'en réponds, et cela pourra t'amuser quelque temps. Sur le seuil de ta porte, fermée aux quémandeurs d'aumônes politiques, tu regarderas défilier la bagarre, en fumant silencieusement ta pipe. Et s'il existe, en un endroit ignoré, un honnête homme capable de te gouverner et de t'aimer, ne le regrette pas. Il serait trop jaloux de sa dignité pour se mêler à la lutte fangeuse des partis, trop fier pour tenir de toi un mandat que tu n'accordes jamais qu'à l'audace cynique, à l'insulte et au mensonge.

Je te l'ai dit, bonhomme, rentre chez toi et fais la grève.

La citoyenneté constitue l'atout majeur pour faire entendre notre voix, faire en sorte qu'elle soit utilisée honnêtement afin de construire une société démocratique, de partager équitablement le pouvoir, d'être à même de refuser, de réduire, voire d'éliminer l'inacceptable.

1

Que faisons-nous à nos enfants pour qu'ils grandissent si mal sur une planète en plein délabrement ? Nous ne leur disons rien de nos mensonges, ni de nos erreurs, ni de nos vices. Une fois en âge de comprendre et s'intéresser, plus ou moins, aux mécanismes politiques, le peuple, conquis ou non à ce devoir, est responsable en grande partie de ce qu'il endure et dont il se plaint à longueur d'année. D'ailleurs, ne dit-on pas qu'il a les élus qu'il mérite ? Et que le peuple se passionne ou non pour la chose politique, celle-ci décide pourtant de tout dans sa vie sans qu'il puisse « participer » autrement que par le suffrage universel qui n'est qu'un leurre. Que ce soit en France ou en Belgique, il faut bien admettre que depuis la dernière révolution, une fois la Constitution écrite par des acteurs politiques déjà détenteurs des

pleins pouvoirs, la population se trouve immédiatement cantonnée dans le rôle mineur d'électorat totalement soumis à un pouvoir qui perdure depuis plus de deux cents ans. Tout se joue-t-il dans l'isolement aux illusions ? Pas sûr. Mais la comédie devrait cesser ! Soyons convaincus que dans ce contexte politique frelaté, nul ne saurait y être citoyen puisque *le citoyen est celui qui participe à l'autorité souveraine*, ainsi que nous le confie J.-J. Rousseau, dans *Du contrat social*.

Et donc, un vrai citoyen vote lui-même ses lois. Autrement dit il n'obéit qu'aux lois auxquelles il *participe directement*, et cela autant de fois que nécessaire. Or le suffrage universel n'accorde rien de semblable. Par contre, les élus ont ravalé les citoyens au rang subalterne, méprisable, d'électeurs, contraints encore et encore d'élire des candidats choisis par les partis et dont les gagnants deviendront les maîtres du peuple durant toute la durée de leurs mandats. Ces élus cycliques n'auront, du fait de leurs mandats non impératifs, aucun compte à rendre aux électeurs mais uniquement à ceux d'entre les plus riches qui auront financés les campagnes électorales utiles aux grands groupes financiers, vrais tenants du pouvoir. Comprendre et reconnaître cela est avoir tout compris. Notre participation moutonnaire à des élections programmées tous les quatre ou cinq ans n'est en rien un pouvoir ni agir en tant que citoyens,

fussions-nous convaincus, ou plutôt conditionnés par une éducation falsifiée, conjointement au matraquage médiatique que nous participons ainsi au pouvoir. Un pouvoir dont nous restons bel et bien écartés, tel qu'il sied dans tout système oligarchique qui ne doit rien à la génération spontanée. Nous y pouvons tous quelque chose. Invariablement, c'est avec le concours d'une grande partie de la population, savamment bernée, que les régimes totalitaires, ploutocratiques, aristocratiques parviennent à conditionner la population, grâce au soutien des plus riches, des grands médias, des fonctionnaires et de tous ceux qui vouent un culte au pouvoir, ou qui en soutirent un quelconque privilège.

Ce processus s'établit de gré, grâce aux élections, ou alors de force, face à la révolte, les gens d'armes n'étant pas les derniers à offrir leurs services au premier régime despotique venu, l'armée s'assurant des effectifs grâce à l'offre du gîte et du couvert, ainsi que maintes possibilités de défoulements pervers sous couvert d'un confortable anonymat doublé d'une impunité non moins alléchante. Lorsqu'une insurrection vient à éclater, les « rebelles », les « terroristes » sont immédiatement conspués par la langue de bois pour légitimer tous les abus caractérisant un pouvoir totalitaire. L'indignation, puis l'agitation qui lui est associée, sont prestement jugulées par des élus qui détiennent la force armée entre leurs seules mains. Si

le désordre atteint un niveau critique mettant en jeu l'autorité suprême, celle-ci n'hésite jamais à faire massacrer ses propres électeurs, jusqu'à ce que le calme soit rétabli et le peuple remis à genoux. S'il peut sembler que, parfois, les élections modifient la donne, c'est uniquement parce que les dirigeants consentent à lâcher un peu de lest, afin de ne pas trop pousser le peuple dans les cordes. Un esclave fataliste fonctionne toujours mieux qu'un réfractaire brimé... Et si de petites concessions sont octroyées, elles ne se font jamais de plein gré mais à la suite de mouvements de foules contestataires, mous ou agités.

Il est bon de se souvenir que les réels bouleversements sociaux ont toujours eu une origine populaire. S'il y a un siècle d'ici la contestation ouvrière, le rapport de force pouvait encore espérer trouver une issue plus ou moins favorable - toujours au prix de maints sacrifices endurés par le peuple, aujourd'hui, avec l'appui d'une technologie au service de la répression, ce défi est voué à l'échec. Si la démocratie trouve gain de cause en certaines régions du monde, ce n'est pas par la violence, mais par le débat, la mise en pratique, l'exigence quotidienne de l'égalité politique, le bon sens et la vertu de celles et ceux qui revendiquent un système politique sain et une participation volontaire et désintéressée du plus grand nombre à l'édification de celui-ci.

Lorsque les élus clament que le système électoral procure au peuple l'occasion de participer au pouvoir décisionnel, c'est faux. Une fois le scrutin terminé, le peuple doit retourner à ses problèmes tandis que le pouvoir s'ingénie à nouer des pactes entre partis, ajournant la plupart des promesses proclamées - les mandats n'étant pas impératifs (encore une faiblesse, donc un avantage pour les élus ! de notre fausse Constitution) - ils peuvent tranquillement continuer leurs petites magouilles, faire bonne figure et conseiller de temps à autres au peuple de leur faire confiance. Et ce même peuple benêt ne cesse de subir tantôt l'inaptitude ou l'inefficacité, tantôt la corruption ou la mégalomanie de beaucoup de gouvernants, pour se voir contraint, comme toujours, de subir des mesures d'austérité à n'en plus finir et des réformes pour lesquelles la population n'est pas consultée. Les élus tiennent bon les commandes du régime : *Si l'on agissait selon sa propre fantaisie - ce que nous faisons en cachette de toute façon - il y aurait un chaos complet, et c'est d'ailleurs ce qui se produit. L'homme d'affaires, le politicien et presque chaque être humain poursuit, sous le couvert de la respectabilité, ses désirs secrets et ses appétits, et cela provoque un chaos dans le monde. Nous voulons camoufler cet état de choses avec des lois, des sanctions, etc. Cela n'est pas la liberté.**

* Krishnamurti, *La révolution du silence*, Stock, p. 95

La misère, le chômage, les krachs boursiers étant la signature-type de l'activité délirante des grands industriels, d'une masse d'actionnaires anonymes, avides de lucre facile, d'affairistes en tous genres, de nantis oisifs briguant un privilège quelconque, et bien entendu de politiciens corrompus qui n'ont jamais assez de ce pouvoir que procure l'argent, notamment celui de se placer au-dessus des lois, donc de nier la Constitution et toute égalité par rapport à la population. Implacablement, le peuple doit plier l'échine sous un déluge de mensonges, de décisions occultes entre les vrais tenants du pouvoir : les plus riches de la planète, soit 1 % de la grouillante humaine, dont les élus figurent en réalité les vrais représentants, autrement dit des marionnettes choisies par un électorat manipulé, parmi une série de candidats présélectionnés qui sont tenus, avant tout, de servir les intérêts de leurs pourvoyeurs de fonds dont ensuite il importe de pérenniser divers avantages de maintes façons.

Nous vivons - et c'est désormais chose admise tant elle crève les yeux - sous la botte d'un système étalonné par une aristocratie de magnats, de *grossiums* qui n'a que peu à voir avec l'égalité, la justice, l'honnêteté, la preuve ne doit en être faite. Dans les propos de nos représentants - nous devons le claironner ! - le mot démocratie est un contresens dont ils usent comme d'un miroir aux alouettes agité

par une multitude de pseudo-démocrates qui n'ont de cesse de clamer que le suffrage universel est le garant des sociétés démocratiques. Quoi d'étonnant puisqu'ils en tirent tout le bénéfice à leur seul avantage ! Or, pour ce qui est des décisions vitales (environnement, nucléaire, sécurité sociale, armement,...), les syndicats et les associations de défense des droits des citoyens ne sont jamais assez puissants pour se faire entendre, pour imposer leurs vues, la population ne parvenant pas à s'accorder au même diapason revendicatif et se débattant dans un torrent de conséquences.

Il s'ensuit que les manifestations, les grèves et les émeutes n'ont aucun effet sur les décisions prises par des élus qui ne sauraient craindre des banderoles, des tam-tams et quelques jets de pierres. Lorsque, toujours par calcul, une faveur est rétrocédée, elle se paie inmanquablement. Ce que le pouvoir donne d'une main, il se le réapproprie de l'autre, tôt ou tard et d'une manière ou d'une autre. Chaque fois qu'une concession est faite au peuple après qu'il soit monté au créneau, le pouvoir le lui fait payer. L'objectif étant que l'ordre tant chéri par la caste impérialiste libérale perdure. Ce cycle vicié fonctionne grâce à une participation plus ou moins enthousiaste, une morne constance, de la coercition, ou encore l'incroyable naïveté d'une grande partie de la population plus ou moins responsable (combien d'électeurs ne prennent-

ils pas pour argent comptant tout ce qu'ils entendent, voient ou lisent, sans jamais se donner la peine de *suspendre leur raisonnement* (Montaigne), se fiant aveuglément à une routine qui leur semble de bon aloi ou en passe de le devenir ? Ainsi ces électeurs prétendent-ils qu'en votant ils « font leur devoir », « détiennent une réelle faculté décisionnelle ». Malgré un frileux engouement populaire à l'adresse des candidats présentés au moment des campagnes électorales, chaque élection met en branle beaucoup de convaincus, d'indécis, de sceptiques, tous plus ou moins convaincus qu'*il faut absolument voter* et que ce qui ne fonctionne pas correctement dans le système capitaliste peut changer en glissant un vote dans l'urne, après avoir assisté aux frénétiques joutes verbales des candidats mis en avant pour satisfaire aux exigences d'un pouvoir occulte.

Or, le suffrage universel n'est qu'une douce illusion au réveil ô combien douloureux. Anesthésié par les discours convenus, le public prend à peine conscience de sa totale impuissance, ni de l'origine de celle-ci. Et si c'est effectivement le cas, il se contente de s'abstenir ou de « voter » blanc, alors que le combat doit être ailleurs, en amont, au niveau de la Constitution, et en reprenant d'abord le pouvoir au niveau local. Quant aux fervents, aux formatés qui s'empres- sent de courir aux urnes, ils le font parce qu'ils doivent faire allégeance à leur parti, ou pour « remer-

cier » un élu à la suite de l'une ou l'autre de ses faveurs. C'est un prêt pour un rendu. Mais qui se soucie de savoir que le but premier d'un parti n'est pas de bouleverser l'ordre des choses, mais d'exister d'abord pour lui-même, et ensuite d'obtenir le pouvoir ? Cela ne se peut qu'en y mettant le prix de la corruption, du clientélisme, en muselant un maximum de prétendants trop fougueux ou trop intègres, en exigeant des contreparties, en allant jusqu'à s'acoquiner avec d'autres factions politiques, fussent-elles douteuses, en imposant la soumission des membres, en assénant de généreuses proclamations, mille fois entendues, au moins autant que les incantations solennelles et autres déclarations destinées à galvaniser, à rassembler sous une même bannière un maximum d'enfumés de première :

(...) Tous les (...) systèmes électoraux et notamment le scrutin majoritaire, à un ou deux tours, provoquent des rassemblements artificiels, des ententes impossibles, voire des collusions et marchandages dangereux. Quand un scrutin oblige les écologistes et les communistes à s'allier avec les socialistes pour avoir des sièges de députés tout en passant leur temps à les critiquer avant et après les élections, quand un scrutin oblige un centriste européen, libéral et girondin à se retrouver dans le même camp qu'un gaulliste souverainiste, dirigiste et jacobin, quand un scrutin entraîne la droite à reprendre les thèmes et le vocabulaire de l'extrême

*droite pour attirer ses voix au second tour d'une élection, ce scrutin met en danger la démocratie.** Si l'on peut encore qualifier cet état de chose « démocratique ».

Et si, parfois, les élus eux-mêmes avouent leur impuissance (il y a des précédents !) à qui doivent-ils cette dernière sinon à ceux qui assument le budget pharaonique de leurs campagnes et qui ne tiennent pas à ce que leurs pantins prennent des décisions en faveur du peuple, donc à leur désavantage. CQFD. Où est la démocratie dans tout cela ? Les acquis sociaux n'ont jamais cessé de se dégrader au fil des décennies. La lutte inter et intra-partis n'a jamais cessé elle non plus. Les grèves, les manifestations, les pétitions n'ont guère d'effet sur un pouvoir qui ne tient plus compte de l'avis du peuple. Donc c'est en pure perte que nous tentons de réveiller un tant soit peu la vergogne de nos « représentants ». Il est clair que notre système politique est caduc, grippé, rongé de l'intérieur par une lèpre contagieuse qui a pour nom le pouvoir, celui de l'argent, l'un n'allant jamais sans l'autre. Un peu partout dans le monde, le déni de démocratie est effrayant, et l'ultime affront qui fut fait en son nom ne fut autre que l'invraisemblable Traité Constitutionnel Européen, qui a eu pour effet premier d'amputer les états membres de leurs souverainetés respectives,

* *Dominique Rousseau, Radicaliser la démocratie, Seuil, p. 216*

de les noyer dans un raz-de-marée de viols des lois et des droits élémentaires des nations qui n'ont vu ni compris - à l'exception de quelques-unes, que leurs gouvernements respectifs les menaient à l'équarrissage, ceints d'un linceul bleu piqueté d'étoiles et endettés jusqu'au cou.

Parallèlement au marasme ambiant, il n'y a que la minorité des riches pour avoir le culot de proclamer à la majorité des pauvres que les choses vont s'arranger, que bientôt, grâce aux délocalisations, grâce aux restrictions, grâce au crédit, à la flexibilité, au recul de l'âge de la retraite, grâce à la précocité scolaire, à l'austérité, à la chasse aux chômeurs, eh bien tout va s'arranger. Patience, et vive le capitalisme, puisque ce n'est jamais qu'une question d'argent, d'*économie*, se plaisent à nous seriner nos experts es-croissance. L'argent ne sert qu'à inciter ceux qui en détiennent déjà plus qu'assez à en amasser toujours plus et à le mettre à l'abri de ces encombrants, de ces pauvres qui n'ont que le mot économie à se mettre sous la dent, faute d'en percevoir les fruits. L'argent est bel et bien le culte chéri du pouvoir. Celui-ci racle dans tous les fonds de tiroirs, dans toutes les poches pour s'assurer le confort et la certitude de ne devoir qu'en céder une infime portion aux quémandeurs, et une plus grande aux disciples dignes de s'asseoir sur les marches du trône.

L'argent est un baume de longévité pour les élus. En endettant le peuple au maximum ils sont certains de le maintenir esclave durant de longs, de répétitifs et coûteux mandats. Mais le peuple a le nombre pour lui et peut devenir difficile à contenir. Alors, pour calmer les velléités révolutionnaires des plus turbulents, pour qu'ils acceptent sans trop renâcler d'infâmes réformes toujours plus sévères les unes que les autres, il faut faire en sorte que tout aille mal et que le peuple sente qu'il doit se soumettre, accepter sa pauvreté, sa faiblesse. C'est bien ce qui arrive aux plus pauvres. D'ailleurs, plus il y a de pauvres plus les riches sont riches, maîtres d'un monde de dociles miséreux qu'il est aisé de manipuler pour qu'ils acceptent toujours plus de tour de vis et ne puissent se rebeller. C'est pourquoi voter ne sert essentiellement qu'à maintenir nos maîtres au pouvoir, qu'à assurer la relève de celles et ceux qui n'agissent même pas en citoyens démocrates, mais en tant que membres d'une vaste famille qui couve ses œufs pourris et montre les dents dès qu'on lui parle de démocratie.

Ce n'est qu'une coterie d'intouchables qui fait tout et n'importe quoi pour obtenir une part du gâteau constitutionnel, de quoi leur assurer un joli train de vie, une carrière, une notoriété qui les mets à l'abri des contrôles, de la révocation, des sanctions, grâce aux généreux émoluments et autres pensions à vie non assujetties à l'impôt « pour éminents services ren-

« dus à la nation », probablement ! Et tant pis si des centaines de milliers de gens doivent survivre avec moins de 800 euros mensuels (contre 6.500 environ pour les fonctionnaires de Bruxelles... et pour quel résultat !). Ils n'avaient qu'à « bien étudier à l'école », sans doute ? Tant pis aussi si, avec le seul salaire d'un Verhofstad, 40 familles pourraient vivre durant un mois...

Avons-nous bien assimilé que les élus n'ont pas les mêmes droits que nous, électeurs ? Comprenons-nous bien que la politique qu'ils pratiquent n'est pas d'utilité publique, mais toxique, qu'elle a fait plus de torts que de bien et que sa fin doit être précipitée ? Savons-nous que le seul mot « démocratie » constitue un mensonge dont est coutumière la tribu politique qui prétend bercer la population dans la certitude qu'elle bénéficie de ses « immenses bienfaits » ? Avons-nous conscience que nous sommes constamment grugés lorsque nous est généreusement seriné que : « le symbole de la démocratie est tout entier contenu dans le suffrage universel », alors qu'il est tout le contraire du garant d'une liberté et d'une égalité effective pour tout citoyen et n'a absolument rien à voir avec la démocratie ?

Ce constat, qui n'émeut le moins du monde nos gouvernants, a pourtant tout pour nous faire prendre conscience que nous avons l'immense tort de ne pas

nous occuper plus de cette politique de manipulateurs, surtout pour y mettre un terme. En nous détournant des fondements d'une vraie démocratie, en nous adonnant à un ersatz de politique de la pire des manières, c'est-à-dire dans la norme classique traditionnelle, nous faisons sans cesse le jeu de celles et ceux dont nous faisons aveuglément, de manière répétitive, nos « supérieurs ». Pour que la politique serve à nouveau le peuple, pour que les élus en soient le plus possible les intègres serviteurs, les électeurs autant que leurs « chefs » d'un moment doivent réapprendre à craindre le ridicule, à saupoudrer d'une bonne dose de vergogne toute leur éducation, à réapprendre les termes, usages et finalité de la démocratie. Pourtant, aucuns élus ne nous la donneront de gré, car cela équivaldrait à mettre fin à leurs privilèges et à la carrière de la plupart...)

Donc, il nous faudra peu à peu l'établir nous-mêmes, cette démocratie à ciel ouvert, en faisant l'effort de redevenir coopératifs, imaginatifs, altruistes et mieux informés, dès l'enfance, en matière de démocratie. Au vu des habituelles intentions de votes, il faut bien convenir qu'une bonne partie des contribuables n'a pas conscience que l'apparente alternance des pouvoirs n'est jamais que le décor du sempiternel carrousel de la duperie sur lequel tournent, hilares, bouffis, vitupérants, odieux, incongrus et rarement vertueux, celles et ceux dont la première ambition -

même si elles/ils s'en défendent, est d'obtenir une once de pouvoir et ne plus le lâcher, afin de faire en sorte qu'ils en imposent, qu'on les admirent ou les craignent, bref qu'ils soient l'objet de toutes les attentions et vénération.

Lorsqu'on nous serine que la lutte qu'ils engagent s'accomplit au nom du bien général, est parée de tous les attributs de l'honnêteté et de la vertu, si c'est vraiment le cas au début cela change vite, car le pouvoir aime la durée dans ce que celle-ci procure comme moyens licites et illicites. Sans possibilité sérieuse de contrôle de sanction et d'éviction, alors que nous exigeons des politiciens intègres, des modèles de vertus et de savoir, nous tentons d'atteindre à ce qui est hors de portée. C'est comme si nous nous voulions immortels.

C'est évidemment impossible mais aussi grave, car exiger des responsables politiques irréprochables et compétents est proprement insensé. Il revient donc à tous ceux qui les acceptent un temps aux divers niveaux décisionnels de les inciter à fonctionner de la manière souhaitée par tous. Seulement, cela ne se peut qu'au premier de tous les moyens : une honnête Constitution. Car quiconque détient une parcelle de pouvoir espère invariablement que celle-ci grandira en force et durera le plus longtemps possible. Disons que c'est... humain. En la demeure, il importe que ce

penchant soit strictement jugulé, contrôlé, vérifié. Et surtout qu'il soit attribué en alternance, avec le moins de reconduction possible. Car sans rotation et stricte limitation des mandats il n'y a pas démocratie. Sans contrôle systématique et régulier, ni révocation immédiate, il n'y a pas démocratie. Sans tirage au sort, sans référendum, sans Constitution écrite par les citoyens non plus !

Alors il nous faut choisir : soit se satisfaire ou se soumettre avec fatalisme à une escroquerie et s'endormir en geignant, soit se réveiller et opter pour la liberté, l'autonomie, l'égalité, la participation de tous à la destinée collective. Et si nous vivons tout le contraire, pourquoi se plaindre ? Tenter de happer le pouvoir en prétendant en faire usage pour le bien collectif, mais en muselant et menottant le collectif - ce que font tous les élus - n'est pas faire de la politique mais du racket ! Nous savons que le corps oligarchique se complaît dans des rengaines qui font encore des millions de dupes, de dévots qui croient à l'efficacité des saintes élections, à l'utilité des partis, d'un ministre ou même d'un président.

Or, c'est en se désignant un chef d'état que le peuple délègue, ou plutôt abandonne, sa souveraineté à un être (et à ses courtisans), qui détiendra le pouvoir de déclarer une guerre, de ruiner le pays, de le ravager, de lui faire subir le nucléaire, de fermer les yeux sur

la pollution, de permettre la déforestation, d'infliger la pauvreté, de pratiquer le commerce des armes, de faire subir l'injustice, l'inégalité, la misère à une grande partie de la population durant des années, de fermer les yeux sur la pollution, l'hyperconsommation, le gaspillage, l'urbanisation folle, la surpopulation, les favoritismes en tous genres, les lois iniques.

C'est exactement ce que, pour la plupart, nous subissons tout au long de notre existence. Des millions de personnes ont été ignoblement sacrifiées lors de conflits mondiaux en croyant se battre pour l'essor d'une démocratie, d'une liberté et d'une égalité dignes de ce nom. Des millions de personnes vivent tout le contraire, face à quelques milliers de privilégiés apparemment semblables à toutes les autres, mais qui ne représentent pas du tout les électeurs parce qu'elles tirent les ficelles d'un jeu machiavélique dont le peuple est le tout premier responsable. En effet, nous participons tous à ce jeu maudit par notre façon d'agir, d'éduquer, de penser. Mais lorsque la pensée unique se mêle, en permanence, de nous conditionner à la distraction, faut-il s'étonner de ce qu'il advient ?

A force de voir tant de malheurs partout sur la planète nous devons croire que la normalité c'est cela. Qu'une vie doit forcément ressembler à ça. Et que nous devons nous estimer heureux si nous pouvons y

échapper, quitte à être égoïstes, rancuniers, tyranniques, odieux, violents, menteurs, escrocs. Ce qui fait le bonheur des nantis, c'est que nous avons peur du changement, peur de l'effort. Le long terme nous angoisse. Devoir patienter nous fout la trouille. Prendre nos devoirs à bras-le-corps nous enquiquine, et chose incroyable, nous craignons la liberté car elle implique que nous songions obligatoirement à la collectivité. Seulement, en parfait paresseux et égoïstes, nous cherchons un maximum de confort, d'efficacité, et surtout de rapidité, croyant ainsi atteindre le nirvana, de préférence en première classe. Les riches prétendent offrir cela, du moins à ceux qui peuvent se payer des foules d'esclaves, comme les libéraux, par exemple. Notre quête du bonheur, ils la connaissent sur le bout des doigts, puisqu'ils organisent nos jeux, nos manifestations prétendument culturelles, nos foires et nos Salons. Ils jonglent avec nos turpitudes, avec toutes les faiblesses que notre engouement, notre frénésie malade provoque... à leur avantage.

Ces hantises de perdre notre avoir mais pas notre être, ces fainéantises de gros suralimentés pourvoyeurs de déchets à la tonne, ces lancinantes quêtes de l'aisance néanmoins frustrée par la présence de ceux qui peuvent encore réfléchir, juguler leur cerveau reptilien, aimer le silence, la nature, la vie et la respecter vraiment, tout cela, et quantité d'autres tra-

vers nous font opter pour la désignation de dirigeants. Ainsi le système peut fonctionner et le peuple se plaindre, se révolter sans cesse, maudire ceux qui sont devenus leurs maîtres. Les plus vicieux des humains tentent de se placer à la barre pour se sortir du lot, pour avoir la main-mise sur la richesse et sur les hommes, pour être au-dessus des lois destinées aux autres, aux dominés une fois pour toutes. Octroyons du pouvoir à un imbécile ou à un vicieux, et observons la manière dont il en use...

Chez nombre de ces individus dotés d'un pouvoir quelconque, il nous est facile de constater le résultat de ce phénomène planétaire, tous les jours et à tout propos, que ce soit derrière un guichet, au volant sur les routes, avec un téléphone greffé à la main ou soudé à l'oreille, derrière une caisse enregistreuse ou à l'entrée d'une boîte de nuit. Sous le képi ou un quelconque uniforme, l'abruti bien formaté, sûr de son autorité supérieure, trône, se pavane. Notre système hiérarchique (diviser pour régner) fait que le moindre galonné s'y croit, mais craint aussi pour son grade, sa gamelle, et s'empresse de faire du zèle, d'aboyer depuis sa niche de petit chef. Les médias de masse, les fictions cinématographiques, les publicistes, les jeux télévisés, l'«humour» ne cessent de nous offrir en exemple cette agressivité délibérée qui dégouline en continu de tous les écrans. Ce qui ne peut qu'avoir une énorme responsabilité sur la dérai-

son ambiante et le comportement de tout un chacun. Tout est savamment conçu, 24 heures sur 24, pour activer notre servitude et notre certitude qu'en continuant à procéder vis-à-vis de nous-même et d'autrui tel que nous le faisons nous sommes dans le vrai, dans le bon, dans l'air du temps, et que nous avons raison de nous immerger dans des flots de bêtises médiatisées qui nous distraient de notre soumission à l'empire décervelant, bâti de toutes pièces par les tenants du pouvoir... avec notre consentement électoral.

Cette mentalité de valets conditionnés à la chaîne, nous la payons tous au prix fort. Mais à qui nous en plaindre, sinon auprès de ceux avec lesquels nous troquons notre statut de citoyen contre une tenue d'esclave ? Mais, comme dit un proverbe chinois : *Tu ne peux rien contre les oiseaux de malheur qui volent autour de ta tête. Mais tu peux les empêcher de construire leur nid dans tes cheveux.* « Ils » savent ce qui est bon pour nous ?... Eux seuls, en effet, détiennent les moyens et le pouvoir de mettre en place le décor et d'actionner la colossale machinerie contraignante d'une telle société dont le système politique fonctionne essentiellement afin que les cerveaux dirigeants demeurent les maîtres le plus longtemps possible. Est-ce une raison suffisante pour donner raison aux élus qui nous épient de haut et profèrent à l'attention des empêcheurs de dominer en

rond que le peuple serait de toute façon incapable de se gouverner lui-même pour cause d'inculture, de manque de temps, d'inexpérience politique ? Ne dirait-on pas que nos inestimables représentants, que nos « gloires » politiques savent ce qui est bon pour le peuple et surtout de quoi il est incapable ? L'élu d'aujourd'hui qui pense voir clair pour demain devrait apprendre à s'ôter le doigt de l'œil :

*La démocratie est le régime qui reconnaît qu'il n'y a pas de spécialistes des questions politiques. Ni le scientifique, ni le technicien, ni le politicien professionnel, ni l'économiste, ni le juriste, ni surtout le politologue n'ont de compétences politiques particulières qui les placeraient dans une position éminente par rapport au reste de la population. Les savoirs qu'ils maîtrisent ne donnent strictement aucune indications quant aux décisions politiques qu'il faut prendre, comme Max Weber l'a bien expliqué dans une fameuse conférence sur la profession de savant. (...) Personne ne maîtrise « véritablement » les dossiers politiques les plus complexes. (...) Dans le cas des affaires politiques, les personnes concernées sont toutes celles qui seront affectées par les lois et les décisions prises, c'est-à-dire au minimum l'ensemble des citoyens.**

* Antoine Chollet, *Défendre la démocratie directe*, Presses polytechniques et universitaires romandes, p. 76

Le changement ne devrait donc être attendu exclusivement des politiciens. Et puisque, comme trop souvent :

*(...) Les individus sont conformes au système et le système aux individus. Pour que la société change, il faut un changement radical dans les intérêts et les attitudes des êtres humains. La passion pour les objets de consommation doit être remplacée par la passion pour les affaires communes. (...) Il s'agit de rappeler aux hommes cette vérité élémentaire, qu'ils connaissent bien mais oublient régulièrement lorsqu'il s'agit d'affaires publiques : ni l'expansion de l'économie capitaliste, ni le gouvernement, ni les lois de l'histoire, le Parti ne travaillent pour eux. Leur destin sera ce qu'ils voudront et pourront en faire.**

Changer de politique ne peut se faire qu'avec de vrais citoyens. La démocratie ne peut nous donner encore plus de pouvoir qu'à la condition que nous la dynamisions, en exigeant que la Constitution soit pensée et écrite par les citoyens eux-mêmes, et en refusant qu'elle le soit par les riches qui l'utilisent pour se protéger des exigences et des contrôles du peuple. Changer de politique ne se peut qu'en participant activement à la vie citoyenne et aux affaires pu-

* *Cornélius Castoriadis, Une société à la dérive, Points, p. 27 et 188*

bliques, en créant des liens sociaux et solidaires, forts et constants, une répartition équitable des richesses et des investissements pour faire la différence entre la dictature oligarchique, son simulacre de démocratie et son exact contraire. La réalité quotidienne nous le prouve : le programme de base des régimes antidémocratiques et néanmoins présenté comme étant démocratiques consiste à cloisonner le citoyen, le modeler, lui refuser toute pensée personnelle, tout réel pouvoir de décision et de changement, le surveiller, l'abêtir, l'endoctriner, le réduire, l'utiliser, l'abrutir, le sacrifier... Disons-le, à outrance, à l'infini. L'originalité d'une vraie démocratie tient dans ce qu'elle n'attend pas le pire pour commencer à préparer l'avenir. Ce qui impose que ses acteurs veuillent défendre leur statut de citoyens et ne soient plus subordonnés à d'électeurs. Mieux que le vote est le tirage au sort sans candidats présélectionnés, ou la démocratie directe.

Mais s'abstenir de vouloir atteindre cette liberté fondamentale équivaut à abdiquer notre dignité, à nier notre aptitude au bon sens, à renoncer à notre capacité à changer un tant soit peu notre société pour cesser d'être les esclaves des riches et ravager nos vies à les enrichir. Pour y croire, il faut ouvrir les yeux sur le fonctionnement de notre fausse démocratie et nier la légitimité de leurs pouvoirs aux politiciens.

La ré-écriture de l'Histoire, l'absence de repères éthiques, civiques et d'apprentissages au respect entraîne nos enfants à imiter un monde en perpétuelle guerre - guerre politique, guerre militaire, guerre économique, guerre sociale - avec ses actes indignes, crapuleux, égoïstes, inhumains. Tous comportements qui leur semblent devoir être la seule réalité, *fatalement*, l'unique solution possible. Toujours ce sont des guerres de riches, gagnées par des riches et perdues d'avance par et pour les pauvres.

Parmi la plupart des politiciens, il est une multitude qui se prétend dévouée au bien commun se dissimulent une grande majorité de faux démocrates. Il est vrai aussi que les pacifistes hébergent de faux hommes de paix. Parfois on y trouve un humaniste désintéressé. Rien n'est parfait, soit. Mais toute civilisation à une fin. Toutes ont cru en des dieux différents et donc en un bonheur à court terme. Toutes ont misé sur la validité d'énormes sacrifices en vies humaines. Toutes ont espéré la pleine satisfaction des privilégiés, de ceux qu'un funeste sort n'a pas désignés, bref un bonheur total, l'entière béatitude et la sécurité à jamais, alors que ce genre de félicité n'est pas du monde des humains, ni dans aucune possession matérielle, aucun parti, aucun régime politique, aucune idéologie, aucun dogme. Toutes ont provoqué d'innombrables massacres et destructions. Toutes n'ont laissés d'elle-mêmes que

ruines et quelques pages dans nos encyclopédies. La nôtre, si tapageuse, si convaincue d'être vouée à un sort différent, basé sur des avancées technologiques permettant toutes les illusions, n'en est pas moins sur son déclin. Le temps du changement est venu. C'est pourquoi un système politique réinvesti par des citoyens est plus que jamais vital à la pérennité de la civilisation qui nous survivra. Celle-ci aura besoin de la méfiance, de la vigilance, de l'attention et de l'implication quotidienne, volontaire et enthousiaste de la plus grande partie de la population. Une saine démocratie - dont nous avons tout à réapprendre - permettrait au moins de cesser de rêver à un monde meilleur mais d'y participer réellement, réellement libre d'actions et de projets politiques communs. Toutes choses que ne veulent pas du tout nous accorder les professionnels du pouvoir qui régissent l'entièreté de notre existence.

Dans la vie de tous les jours, confieriez-vous votre destinée, celle de vos proches, de vos amis, aux mains d'une poignée d'hommes et de femmes - largement inconnus, toujours les mêmes, et dotés d'identiques intérêts personnels - tous individus dont vous ne connaissiez que les promesses, les trahisons, la corruption ? Élisons plutôt des femmes, des hommes sociaux qui ont fait leurs preuves, des gens de paix et de solidarité qui connaissent vraiment les réalités quotidiennes du peuple. Mais ne leur donnons plus ni

le temps ni les moyens, ni l'envie de se corrompre au contact du pouvoir pour faire en sorte d'en conserver les rênes, une vie durant. N'octroyons jamais de pouvoir à celles et ceux qui y aspirent corps et âme, qui font tout pour l'obtenir, *tout...* Pour changer de politique il y a, parmi bien d'autres, une condition incontournable : il faut changer les élus et réduire leur nombre. Mais il faut également bouleverser la mentalité du peuple. Si les idées sont faites pour être discutées, vient un temps pour reconnaître lesquelles mènent à vivre échec sur échec de la part des décideurs qui cumulent plus d'erreurs que de bonnes initiatives. Ceci dit, commettre une erreur n'est pas grave pour autant qu'elle s'avère formatrice. Dans une idée, en toute opinion, tout n'est jamais totalement bénéfique ou complètement faux. Mais lorsque la corruption, les conflits d'intérêt, la soif du pouvoir, le népotisme font force de loi comment ne pas s'en remettre à la fatalité ? Cette fatalité est la bouée de secours de ceux qui s'en remettent au sort, comme si celui-ci émanait d'une volonté divine. Nous ferions beaucoup mieux, sans passion ni colère d'apprendre à reconnaître l'ivraie pour ne conserver que le bon grain. Accepter le dialogue, soit, mais pour nous efforcer d'émerger des débats stériles, des conflits répétitifs pour préférer passer aux actes constructifs, et non pour chercher coûte que coûte à convaincre ou à faire la preuve d'une prétendue vérité économique

ou politique. D'ailleurs, aucune d'entre-elles n'est parvenue, jusqu'ici, à faire fonctionner la société occidentale de manière vraiment satisfaisante, à tous points de vue. Toujours il a fallu une guerre pour faire croire qu'*après* tout irait mieux. La réalité est loin d'être conforme, de toute manière, aux vœux des despotes qui ont ensanglanté le monde dans l'espoir délirant de le dominer. Comme si l'on pouvait réduire définitivement une planète entière à sa merci et régner à jamais sur un univers d'esclaves, de morts-vivants, de décérébrés.

Dès l'enfance, l'école se garde bien de nous apprendre à devenir de réels démocrates pacifistes, des adultes matures éduqués à l'humanisme, à la non-violence et à la solidarité. Son but n'est pas de faire de nous des êtres dont la première valeur serait le respect de la vie d'autrui et dans toutes ses formes. Elle s'attelle plutôt à faire de notre progéniture une masse moutonnaire de parfaits consommateurs stressés, de belles légions de comptables, des meutes de publicistes, des cohortes de techniciens, de fonctionnaires et d'efficaces ouvriers taillables et corvéables pour faire les beaux jours d'un système qui n'a comme finalité... que lui-même. Nous ferions mieux de faire de nos enfants des acteurs de vie, non des acteurs d'imbécillités et de mort. En politique comme en toute chose, mentir c'est perdre sa lumière. C'est faire d'un astre radieux une planète amère. C'est tout aussi

certainement porter atteinte au potentiel des possibles non destructeurs, non esclavagistes, non injustes. La démocratie ne peut avoir droit de cité qu'à la condition qu'elle devienne une volonté sincère, honnête et non une simple incantation. Pour qu'elle ait toute sa valeur, toute personne ayant mandat politique ne devrait pas pouvoir ni le cumuler ni le répéter à l'envi. De même, en cas de faute grave devrait-elle être instantanément révocable, passible de sanctions effectives et définitivement bannie de toute prétention ultérieure à la gestion des affaires d'état. Ce qui n'est jamais le cas au sein d'une « démocratie représentative », qui est avant tout un grave oxymore, un habile mensonge dont nous devons apprendre à décortiquer le but, dissimulé dans le langage politiquement indécent et révoltant de ceux à qui nous déléguons bêtement notre pouvoir de citoyens.

Qui veut que s'accomplisse ses rêves doit éveiller sa conscience. Cela étant, une révolution n'est efficace qu'à la condition qu'elle ne soit pas récupérée d'une manière ou d'une autre par ceux qui ont tout fait pour qu'elle naisse.

L'égalité vraie, dûment instituée, confère le pouvoir à tout citoyen de faire reconnaître la dignité et les droits de la personne humaine, pour la solidarité et le respect, pour une société de justice sociale.

2

La politique n'est ni une science, ni une profession et n'a pas à l'être. Soyons sérieux : attribueriez-vous une fonction à responsabilité à un individu que vous n'auriez pas choisi et qui, des années durant, déciderait absolument tout de votre vie sans que vous ayez jamais voix au chapitre, sans que vous puissiez y mettre fin à cette soumission, et sans aucun moyen de contrôle ? En votant c'est pourtant ce que nous faisons ! Au sein d'une démocratie, *l'isegoria*, soit le droit indéfectible de parole, doit régner en maître. Tout un chacun, quel qu'il soit, doit pouvoir s'exprimer, prendre une réelle part active aux décisions qui le concernent directement et au plus haut degré, cela chaque fois que la nécessité l'impose. En se désintéressant ou en se désinvestissant de la recherche de la cause initiale de son impuissance politique *le citoyen produit lui-même le droit auquel il*

consent. (Étienne Chouard) Ce seul principe n'a aucun point commun avec les élections, qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Ce « détail » élémentaire est à retenir. La politique n'est pas non plus un mode de gestion fixe des affaires de la cité. C'est dans la constance, que toute gouvernance doit être dirigeable, modulable, attribuée en alternance et méticuleusement contrôlée à tous les niveaux. C'est ce que coûte une vraie démocratie. Certes, c'est complexe, fastidieux même, mais n'oublions pas que ce n'est jamais qu'en nous imposant cette discipline librement consentie que nous pouvons prétendre limiter à tous les échelons les tentatives de corruption, de malfaçon délibérée, d'ingérence, d'arbitraire,...

Dans son acception la plus saine, la plus logique, une Constitution est un moyen de *protéger les citoyens* de celles et ceux qui auront, *sans avoir les pleins pouvoirs, sans possibilité de cumul, pour un laps de temps déterminé et non renouvelable, la charge des affaires intéressant la collectivité qui participera elle-même aux contrôles, pour être tour à tour gouvernante et gouvernée.* Au moment d'écrire ce texte le plus important de notre existence qu'est la Constitution, les élus sont inévitablement juges et parties, donc en conflit d'intérêt. Ces mêmes élus, que beaucoup parviennent encore à admirer, refusent le droit d'écrire la Constitution aux citoyens qu'ils sont censés

servir ! Leur premier prétexte étant que l'élection désigne « forcément les meilleurs » parmi une aristocratie, de titre, de savoir ou d'argent. Ce sont ceux-là qui décident et écrivent seuls, en toute liberté et à huis-clos, les règles qui institueront un maximum de pouvoir à leur intention, autrement dit au détriment d'une population (qui tôt ou tard ruera dans les brancards, mais cela aussi est prévu.) et instituera la faiblesse du peuple par le truchement d'un minimum de droits et d'un maximum de devoirs vis-à-vis du pouvoir, qui devra toujours être craint, impérial, seul maître à bord de la nation :

Aujourd'hui, on se moque bien des avis de la base. A rebours de ce qu'elle prétend, la classe politique ne l'entend ni ne l'écoute, mais tâche par ses consultations de lui donner l'illusion qu'elle escompte. En fait on la néglige, on la méprise et, en plus, on lui demande le silence. Les élections sont désormais une farce que singe l'idéal démocratique, elles laissent croire à la vérité d'un mécanisme pourtant cassé depuis longtemps. Elles sont des parodies qui se servent de grands mots - démocratie, peuple, nation, république, souveraineté, mais qui cachent mal le cynisme des gouvernants : il s'agit pour eux d'installer et de maintenir en place une tyrannie soft qui produit un homme unidimensionnel - le consommateur abruti et aliéné, comme jamais aucune dictature n'a réussi à en produire. Piège à cons, ces élections le sont, car on sait, bien avant les résultats, que

*l'on aura bientôt un président libéral. Peu importe qu'il provienne de la droite ou de la gauche : le libéralisme est toujours de droite. Quid, donc, des leçons de ces élections ? L'abstentionnisme considérable, le mépris des votes blancs ou nuls (soit, avec ces deux options, la moitié des électeurs...), la profusion de petits candidats protestataires, l'indigence de la plupart de leurs programmes, la démobilisation du second tour à cause du mépris pur et simple des désirs émis au premier, le désintérêt lorsqu'il ne reste plus qu'à choisir entre la peste et le choléra - voilà l'étendue des dégâts. Une fois le président élu, les hommes de parti, droite et gauche confondues, replieront dans leurs bagages de magicien cette machinerie électorale coûteuse, démagogique, méprisante et méprisable, ce théâtre qui absorbe l'énergie médiatique, intellectuelle, culturelle, politique pendant des mois et des mois. Une fois dégrisés, il nous restera à découvrir les conséquences de ces parodies électorales : l'impuissance des gouvernants crispés sur la seule gestion libérale du politique générera comme convenu les violences urbaines, les manifestations dans les rues, les revendications catégorielles, elle créera un boulevard pour les démagogues à même de cristalliser ces désespoirs. Situation idéale pour fomenter des guerres civiles ou des régimes autoritaires.**

* Michel Onfray, *La philosophie féroce*. Source : diktacratie.com, 12 août 2015

Choisir c'est renoncer ? Soit. Alors nous devons choisir : être électeur ou citoyen. Actif et responsables ou passifs et dominés. La différence est de taille, sur une planète sur laquelle sévissent les conflits meurtriers, les génocides depuis des millénaires ne fait pas de nous des êtres fiables, ni viables à long terme. Perpétuer ce scénario, de génération en génération, ne permet qu'aux nantis de survivre un peu, un tout petit peu plus, à ceux qu'ils écrasent. Régner sur des millions de pauvres est-ce si gratifiant ? Pour notre progéniture, inventons de nouveaux jeux de coopération, des stratégies sans perdants. Bannissons la démission devant les frustrations soi-disant ingérables. Parents, nous sommes les premiers vecteurs de compassion, d'entraide, d'altruisme dans le présent, pour le futur. Ce qui peut, ce qui doit s'assumer fièrement et courageusement, est et reste notre responsabilité vis-à-vis des générations à venir.

La haine et la violence toujours recommencées, l'apparente puissance des armes, ne résolvent jamais rien à long terme et ne sert que le système capitaliste, les boursiers, les industriels de l'armement, les illuminés du pouvoir, les fanatiques incapables de gérer leurs frustrations. Incapables de poursuivre une œuvre qui soit entièrement dirigée vers le respect et l'exaltation de la joie, de la beauté, de la vie et de sa protection en tant que première de toutes les valeurs. Une armée est une force qui cache mal son impuis-

sance à faire régner la paix. Elle se condamne à inciter partout ailleurs les prétextes à la réciprocité. Répondre à la violence *par la violence* ne sauve rien, ne venge rien, ne répare rien, ne construit rien et ne fait pas de nous des héros. Lorsqu'on ne sait plus faire autre chose que décimer et ravager pour prétendre avoir raison, pour légitimer une « vérité », pour avoir le dernier mot, pour avoir la paix, c'est qu'on est un tyran et que l'on s'est trompé d'ennemi. Et si nous n'intervenons pas pour faire cesser une violence, un conflit, nous en sommes dangereusement complices.

Nous n'avons pas tous la même couleur de peau, ni la même langue, ni les mêmes façons d'interpréter la réalité. Les hasards de la vie ne nous font pas égaux, c'est évident. Nous naissons à des époques, dans des familles, au sein d'une histoire, d'une culture, avec une langue, des traditions et en des lieux totalement indépendants de notre volonté. Cela fait, de nous tous, des êtres potentiellement conflictuels. Pourtant, nous pouvons partager un même idéal : vivre décemment, respecté et en paix. Cela peut commencer par une démocratie réellement dévouée au bien de la collectivité... ce que nous ne vivons manifestement pas, puisque nous sommes sous dictature européenne, selon les normes du vieux rêve américain. Depuis bien avant l'Antiquité, nos ancêtres rêvaient probablement d'une société régie par les citoyens. Ils ne pouvaient pas ne pas avoir remarqué

que la prétention mesquine au pouvoir fait souvent de certains fervents et authentiques démocrates les initiateurs de régimes totalitaires, de dictatures déguisées aux artisans le plus souvent impunis. Raison majeure pour laquelle le citoyen ne peut plus se contenter de voter pour des candidats présélectionnés et revenant invariablement, de père en fils, de copains en complices sur le carrousel de la comédie, de la trahison politique. Lorsque nous « plaçons » de l'argent, nous exigeons les meilleurs taux, nous spéculons et vérifions les comptes, nous attendons des résultats instantanés, mirobolants, et nous demeurons vigilants.

Pourquoi ne pas être aussi exigeants avant et après avoir voté ? Encore faudrait-il que cela ait un impact sur les gouvernants. Hélas, c'est impossible en dehors d'une vraie démocratie. Qui cracherait sur le confort que lui procurerait un régime politique qui octroierait, qui défendrait des libertés à des conditions équitables et honnêtes sans faire d'exclus ni de privilégiés ? Dans ce cas, pourquoi contester l'utilité de revoir notre système électoral, puisque celui-ci ne parvient pas à changer réellement notre système de société ? Tel que la majorité des accidents de la route sont prévisibles et parfaitement évitables, les conflits et les bévues politiques le sont tout autant. Dans l'atelier de sa vie, l'homme a les maîtres qu'il se forge. Et de même que la démocratie doit être capa-

ble d'avoir le courage et se donner les moyens de claquer la porte au nez de tout obscurantisme néolithique, le meilleur des mondes n'est pas dans la nostalgie, ni dans la fuite en avant, les yeux fermés et la mémoire occultée. Dans le renouveau politique, le citoyen n'est pas qu'un banal électeur, il est son propre maître. L'électeur jamais. Cela étant, comment ne pas avoir envie de répéter à l'oreille de tous les actuels européistes de base, que la révolution de 1789 fut une révolution non par le peuple, mais contre le peuple, et pour les bourgeois, qu'à chaque fois lorsque une révolution est à peine entamée elle est déjà récupérée au bénéfice des plus puissants, des banquiers et des militaires, afin que le système entier continue à les servir - comme avant la révolution ! C'est David contre Goliath. Raison pour laquelle il faut développer un projet commun afin de pouvoir contrer utilement le rapport de force.

Chaque révolution échoue lamentablement, parce que ceux qui la déclenchent ne s'accordent pas sur l'essentiel, sur ce qui leur éviterait de connaître ce que nous vivons depuis toutes les révolutions : la récupération immédiate du pouvoir par les plus riches, et l'écriture d'une Constitution qui les favorise toujours, au détriment du peuple qui s'est sacrifié. Mieux vaut préparer une lente insurrection qui enfle puissamment au fil du temps, surtout de manière constructive, diffuse, car à l'opposé, toute violence en-

traîne invariablement une répartition forcément inégale et destructrice du ferment novateur et créatif. Pour commencer, puisque l'élection ne change rien, il faut cesser de voter : à démocratie *nulle*, votes *nuls* ! Au mieux, l'abstention. Il faut cesser d'adhérer aveuglément à un parti, ancien ou nouveau, de le suivre comme un mouton pour en arriver à se désintéresser d'une démocratie digne de ce nom. Le temps est venu d'entamer un mouvement de masse déterminé et mettre un terme à la désignation de représentants, de présidents, jusqu'à l'effondrement institutionnel, la ruine de l'actuel système électoral, jusqu'à ce que vienne d'elle-même la conviction en chaque individu de la mascarade qu'ont toujours été les élections et qu'une insurrection ne doit plus systématiquement déboucher sur l'élection d'une nouvelle assemblée constituante, qui ne fait que réactiver le moteur polluant de la fausse démocratie.

Il n'est point besoin d'une vie entière ni de longues études pour apprendre et comprendre ce qu'un gamin de douze ans peut assimiler en quelques instants : nous n'avons rien à attendre des politiciens élus. La plupart sont irrécupérables. Par trop conditionnés, ils ne reviendront ni sur leur passion, ni sur leur carriérisme, pas plus que sur leurs méfaits ou leur soif de pouvoir et de privilèges. Ils n'admettront jamais leurs erreurs, ni leurs excès car ils se savent pratiquement immunisés grâce à *leur* justice, celle qui

fonctionne à deux vitesses, au moins, et politiquement soumise à divers intérêts personnels. A notre apprentissage démocratique nous devons impliquer notre entourage, nos collègues, surtout nos enfants. Quel que soit l'âge, le statut social ou la profession, chacun de nous peut faire un ou deux émules qui à leur tour feront de même dans toutes les couches de la société. Viendra un moment, même si c'est dans une époque reculée, où, grâce à nos efforts conjugués, le mouvement de masse enclenchera dans les esprits - fut-ce au sein de la classe politique, de la police, de l'armée - le besoin d'une vraie démocratie qui intéresse la plus grande partie d'un pays, avec les principes de fonctionnement qu'elle implique. Et il n'y aura plus besoin de descendre dans la rue, de hurler, de saccager ni de se colleter aux *robotcops* du pouvoir. Nous ne sommes pas assez nombreux ? Mais le nombre nous l'avons déjà pour nous, face aux quelques poignées d'ultra-riches qui nous mènent par l'anneau que nous avons dans le nez ! En cessant de fonctionner aveuglément, par peur, par habitude, nous pouvons, avec du temps, faire dérailler le train infernal de la domination politicienne représentative. Plutôt que de sombrer dans de la résignation, nous devons cesser de toutes les manières possibles d'enrichir ceux qui ne le sont que trop et nous pourrissent l'existence. Désormais, avant tout achat, réfléchissons à quatre fois et songeons à ce qu'il va

impliquer, tant au plan environnemental, éthique, social, égoïste. Si refuser le conditionnement, refuser de n'être que de mornes consommateurs fatalistes c'est déjà entrer en résistance, une lutte qui n'ignore pas ce que le boycott peut entraîner comme angoisse dans les rangs des riches. Arrêter d'adhérer aux faux besoins que créent les industriels, les publicistes et les banques, que soutiennent les grands médias à coups de messages conditionneurs, c'est déjà reprendre une bonne partie de l'immense pouvoir que nous leur offrons bêtement. Ne nous adonnons plus aux acquisitions superflues qui, de toute manière, ne contribuent ni à notre bonheur, ni à notre confiance en l'avenir.

Ne voulons-nous pas que le monde change ? Changeons nous-même ! Plutôt que d'être les actionnaires de multinationales, devenons les actionnaires d'une démocratie qui ne soit plus une forfaiture. Si la démocratie n'a pas pour finalité de nous offrir le bonheur « clef sur porte », elle peut toutefois nous aider à créer la plupart des éléments qui peuvent y contribuer. Le tout est de remettre à neuf notre système de valeurs, de nous détourner des médias à la solde des nantis, d'adhérer aux mouvements de décroissance, de simplicité volontaire, « Colibris » et autres ateliers constituants. Plutôt que de nous perdre dans des bavardages stériles, stupides, ne discouons plus de partis, de candidats politiques à choisir, de

« chefs » à désigner, mais devisons sur la qualité d'une véritable démocratie. Informons-nous davantage à partir des quelques médias encore indépendants, tant qu'il en reste, et tant que le pouvoir nous en laisse le loisir - preuve qu'il ne nous craint pas (pas encore, mais cela pourrait changer si nous nous y mettions tous, et le jeu en vaut largement la chandelle, puisque nous sommes des millions à être concernés, face à quelques milliers de profiteurs, d'escrocs, de menteurs, de traîtres, de corrompus.)

Dans notre intérêt nous devons faire table rase de nos vieux tics de raisonnement, pour retrouver le goût de l'apprentissage à tout âge, le goût de la lecture en découvrant les ouvrages qui traitent de l'histoire de la démocratie, de ce qui en est, de celle qui n'est pas une imposture. Entrons en étude constructive et collective, faisons de la démocratie l'un de nos loisirs premiers. Agissons en qualité de vrais citoyens. Cessons de rêver à un bonheur qui ne serait fait que d'apparence, de monnayable. Ne nous agitions plus en tant qu'êtres destructeurs qui ne se complaisent que dans l'oisiveté, dans l'absence de projets intéressant la collectivité.

Le jour finira bien par venir où une nouvelle génération de citoyens sera instruite de ce qu'est une Constitution, à quoi elle est destinée, comment en faire un texte qui serve le peuple et non plus les élus.

Ces vrais citoyens exigeront un référendum. Ils auront compris de quelle manière fonctionne la démocratie, et le pouvoir ne pourra plus être en mesure d'opposer les chars aux légitimes revendications d'un peuple uni. Pourquoi et comment ? Parce que la multitude, du militaire à l'avocat, du médecin au fonctionnaire, du chauffeur de taxi au mécanicien, de l'étudiant au policier, du maçon à l'ouvrier à la chaîne, du médecin à la ménagère, du scientifique au directeur d'entreprise que leur intérêt est exactement le même pour chacun d'entre-eux, quel qu'il soit, et que cet intérêt n'est plus dans un système entièrement dominé par l'oligarchie au service d'une minorité de plus en plus confrontée à une immense majorité qui finit toujours, tôt ou tard, par renverser les « chefs » injustes. Si le découragement nous guette, souvenons-nous qu'en nous résignant, nous faisons le lit de notre soumission, nous forgeons nous-mêmes nos propres fers.

En nous détournant de la politique, de la vraie, de celle qui nous regarde, qui concerne chaque individu et lui donne la légitimité de s'en mêler à tout instant et à tout propos, rien de juste, rien de vrai, rien de sain ne saurait changer ni se bâtir. Il faut comprendre que s'engager en politique doit se faire d'une toute autre manière et qu'il n'y a ni qualification ni âge pour pratiquer une quotidienne citoyenneté, dont un exemple parmi les plus instructifs fut mis en pratique

par les athéniens d'un autre temps, sans doute, mais qui fonctionnait. De nos jours, c'est incroyable, c'est dramatique, mais les athéniens l'ont totalement oublié, forcément à leurs dépens.

Il est temps de nous convaincre que l'on ne fait pas de la bonne politique - donc dans l'intérêt premier du peuple, pour obtenir le pouvoir, un statut privilégié, des « bonus » juteux, ni pour créer le droit *et* l'appliquer. Dans ce cas, ce n'est plus de politique dont il s'agit mais d'une pratique dévoyée, une stratégie de crapules déguisées en bons apôtres. N'oublions pas qu'il est plus que temps de nous réveiller, à l'heure où la France songe déjà à *mettre sur pieds une Fondation de droit privé qui aura pour charge d'alimenter un « bataillon de community managers de l'État » en outils de contre-propagande (comme en Chine !) pour s'opposer non seulement au djihadisme, mais plus largement aux discours dits « complotistes » qui peuvent miner la crédibilité donnée aux informations officielles de l'État, et donc indirectement alimenter les adversaires de la France.* (source : Le Cercle des Volontaires.) Un système qui ressemble comme deux gouttes d'eau, et comme par hasard, au Plan Minerva américain, dont nous parlerons plus loin.

Toute société qui prétend assurer aux hommes la liberté doit commencer par leur garantir l'existence.

Léon Blum

3

Le poids des riches, dans la balance démocratique est, à peu de chose près, de 1 % par rapport aux 99 % d'humains qui ne le sont pas. Qu'il le soit devenu par hasard, de père en fils, par effet d'acointances ou par magouillages, le riche se sent partout en terrain conquis. Il nourrit le sentiment qu'il peut s'imposer en tous lieux et en tous temps, qu'il peut tout acheter, puisque ce n'est jamais, pense-t-il, qu'une question de prix. Il aime ignorer les frontières, qui sont une sorte de frein à sa boulimie de suffisance et d'arrogance. Bien souvent, il se comporte hors de chez lui sans se soucier des autochtones, et donc, très souvent (on a pu le remarquer de la part des Hollandais, des Belges, des Français, des Espagnols, etc.) c'est de la graine de colon. Le riche *aimerait se sentir chez lui partout* (Régis Debray). On trouve de ces riches à tous les niveaux, et immanquablement parmi nos représentants. Mais pour conserver le pouvoir, il leur faut don-

ner le change, lâcher un peu de lest, histoire de s'assurer une facile réélection et par la même occasion la pérennité de privilèges certains. Donc, il y a les pauvres, les exclus, les « ratés » et puis il y a les autres...

(...) C'est à dire les banquiers, les dirigeants des multinationales, tous ces maîtres du monde qui orchestrent la globalisation capitaliste (la globocolonisation) ont eux aussi leurs propres valeurs. Ils sont disposés à se battre pour les sauvegarder, quitte à faire la guerre si cela est nécessaire. Ces trois grandes valeurs, que nous ne devons pas sous-estimer, se trouvent au cœur même de la civilisation actuelle et sont le dollar, l'euro et le yen. (...) Ensemble, ces valeurs incarnent l'un des divinités de la religion économique et libérale : la Monnaie ou, pour reprendre le nom par lequel on la désigne dans la Bible, Mammon. Les autres divinités sont le Marché et le Capital. Ces fétiches, ces idoles, font l'objet d'un culte fanatique et exclusif, intolérant et dogmatique. (...) Que signifie le mot « égalité » ? Dans les premières constitutions révolutionnaires, on a affirmé l'égalité des citoyens face à la loi. Celle-ci est absolument nécessaire, mais elle est loin de correspondre à la réalité et elle est, de plus, très insuffisante. Car le problème de fond est celui de la monstrueuse inégalité entre le Nord et le Sud de la planète et, à l'intérieur de chaque pays, entre les

*« élites » qui monopolisent le pouvoir économique et la majeure partie du peuple qui survit à la force de son poignet - lorsqu'elle ne se retrouve pas au chômage et exclue de la vie sociale. Les chiffres sont connus. Quatre citoyens des États-Unis : Bil Gates, Paul Allen, Warren Buffert et Larry Ellison possèdent à eux seuls une fortune équivalente au produit intérieur brut de quarante pays pauvres ayant une population cumulée de 600 millions d'habitants. Le poids de la dette, la logique du marché mondial et le pouvoir illimité du capital financier ont accentué cette inégalité, en particulier au cours des vingt dernières années.**

Mais que font-ils, ces gouvernants, de l'argent ponctionné sur les contribuables ? Que deviennent les « économies » opérées à grands coups de rabotages sur les services publics, les pensions, les soins de santé, les allocations de chômage, l'enseignement ? Un peu de tout, forcément, et de manière plus ou moins occulte selon la destination des finances. Les grasses pensions à vie de notre cinquantaine de ministres belges, le nombre invraisemblable de ses parlements et gouvernements, les quelque cinq ou six mille euros mensuels généreusement attribués aux 150 députés, sans parler du salaire des ministres, des sénateurs, le coût de la dotation royale, etc. cela doit

** Frei Betto, Les valeurs possibles d'une nouvelle civilisation, collectif, Danger public, p. 31, 32 et 37*

bien se trouver quelque part, non ? Sans oublier le reste, qui n'est pas moins triste, d'après ce que Ecolo-Groen a pu en révéler au terme d'une enquête à propos du portefeuille géré par la caisse de retraite de la haute assemblée : *Le fonds de pension du Sénat finance l'industrie de l'armement, des cigarettiers et des alcooliers, l'industrie pétrolière, l'agro-industrie, de grands pollueurs opposés aux accords climatiques mondiaux, des spéculateurs sur les matières premières alimentaires ou encore des producteurs d'OGM ou de produits nocifs pour la santé.*

Voilà pour ce qui surnage, pour le révélé. Pendant que ces messieurs-dames traficotent, se confectionnent de jolis bas de laine, ils clament haut et fort la nécessité d'une austérité toujours plus étouffante, tandis que des centaines, des milliers de citoyens consacrent de leur temps, parfois jusqu'à une grande partie de leur existence au sein d'associations et mouvements divers, luttant contre les conséquences provoquées par la gestion politique « citoyenne » et « démocratique » de leurs élus. Parmi cette « population » se trouvent de véritables génies capables de trouver les bonnes réponses aux problèmes que nos élus estiment insolubles autrement qu'à coups de « dettes », de privatisations, de délocalisations, etc. C'est en vain que Ecolo-Groen s'est efforcé de tenter de faire interdire le financement de certains secteurs chauds. Rien qu'en 2015 les Verts ont pu ainsi trouver

un total de 54 millions d'euros « problématiques » dans le lourd portefeuille du Sénat, et il y est question du...

(...) gaz de schiste via le "KBC-Energie", de l'agriculture intensive génétiquement modifiée (Monsanto via "Petercam Agrifood"), et des climato-sceptiques à travers "European Larges Caps". Le Fonds de pension du Sénat investit également dans des "tracks", placements collectifs avec index boursier aggloméré. Ecolo-Groen a notamment repéré le tracker "SPDR S&P 500 ETF" qui finance le nucléaire et la défense (Honey Well international INC), l'armement (Raytheon, Textron defense, Curtiss Wright COR, General Dynamics CORP (Lockheed Martin), fabricant du F16 actif dans les bombes à fragmentation ou United technologies CORP (UTC). (Source : Agence Belga/Rtl-info, 10 juin 2015)

Suite à cette enquête, l'un ou l'autre parmi les membres de ce « respectable » Sénat se devait de faire bonne figure : *Si des investissements contraires à l'éthique ont été réalisés - ce que je n'exclus pas (!), alors il faut les aborder (!!)*, dicit Bert Anciaux (sp.a), sur les ondes de la radio publique flamande Radio 1. Et d'ajouter, en gage de sa bonne foi : *Quand vous investissez pour 200 millions, il y a toujours un risque que des problèmes se présentent. Qui en aurait douté ? Mais qui lutte vraiment contre ce risque ? Le plus effarant est que cela fait plusieurs années que ce « so-*

cialiste » planche pour que ces investissements reprennent la blancheur de l'innocente colombe. Quand on vous dit que la politique belge n'a rien à envier aux frasques de la française ! Il n'y a pas à dire, notre régime représentatif est sur la pente savonneuse, et pas depuis hier, depuis ses débuts. Qu'à cela ne tienne, grâce aux efforts surmultipliés des partis, le peuple est convaincu que cela va s'arranger, qu'on y travaille, que bientôt nous verrons le bout du tunnel. Dame, nous avons affaire à des personnalités qui en imposent. Disons qu'ils se sont surtout accaparé les pleins pouvoirs.

Ainsi, la plupart des citoyens tombent dans ce panneau pour farces et attrapes. Il est temps que nous comprenions enfin que l'accumulation de pouvoir rend vraiment dangereux, fou. La dette que l'on doit à ceux qui financent votre campagne électorale vous assujettit à leurs impératifs en même temps qu'elle vous rend *de facto* disposé à tous les mensonges et promesses. C'est exactement ce que nous pouvons constater à partir de la manière dont nous sommes tous gouvernés, en Europe et dans le monde. Il est remarquable - et à déplorer - que l'être humain est ainsi fait que tout pouvoir, petit ou grand, imprime en lui la marque de l'excès, le principe de prédation, de compétition, de gloriole qui anesthésie complètement la vergogne, la justice, et osons le mot, le bon communisme (au sens anthropologique et non au

sens marxiste du terme, tel que le souligne Étienne Chouard). Car « communistes », eh bien oui, nous le sommes tous au moins un peu, que nous le voulions ou non, que nous en soyons conscients ou non. Car n'est-il pas évident que nous aimons tous à nous entraider, ne fut-ce que parce que c'est la meilleure manière de fonctionner en communauté, de « faire société » ? Il n'y a pas à sortir de là : tout le monde y trouve son content, même s'il ne veut pas admettre que l'on puisse appeler « cela » du nom vomé de communisme. C'est pourtant ce que nous faisons, au moins avec ceux que nous aimons, ceux auxquels nous voulons du bien ou que nous respectons. Le communisme unit, le libéralisme divise.

Ce communisme du partage, de l'entraide, que nous ne voulons ni voir ni nommer de ce nom fait cependant partie des plus belles qualités humaines. Il est dramatiquement mal compris ou dévoyé par tous ceux qui n'y voient qu'un autre moyen d'obtenir un pouvoir sur les masses populaires, afin d'en faire du bétail tout juste bon à produire des marchandises et à consommer de la pauvreté. Et c'est pourtant ce à quoi nous voue, d'année en année, à petit feu, l'Europe des riches, des oligarques. Les communistes français de la première heure l'avaient déjà parfaitement compris. A ceux qui en douteraient, voici quelques lignes édifiantes extraites de la Conclusion d'un livre collectif (*D. Debatisse, S. Dreyfus, G. Laprat et G. Streif*) :

Une nouvelle et grande bataille pour la France est engagée. Au-delà des illusions et des limites, de la technocratie et du juridisme, l'affaire est simple : va-t-on, au nom de l'Europe, accepter que se poursuive un inqualifiable gâchis de ressources matérielles et humaines de notre pays, laisser les bureaux bruxellois rayer d'un trait industries et régions entières, tolérer que les grandes options nationales soient décidées ailleurs qu'en France et que notre peuple se voit privé de la liberté de décider de son sort, bref, va-t-on laisser la France perdre sa substance, son âme, son identité ? Ou est-on déterminé à garantir à notre pays sa souveraineté politique et son intégrité économique, à lui donner la maîtrise de son développement, à reconnaître aux Français le droit inaliénable de choisir leur avenir, à faire de la France une grande nation indépendante et ouverte à la coopération amicale avec tous, à façonner une image progressiste de l'Europe ? Le choix, pour les communistes, ne souffre aucune ambiguïté. Une fois encore, et dès la première heure, ils ont manifesté leur ardent attachement à cette liberté essentielle qu'est l'indépendance nationale. Ils ont exigé, et obtenu, que la loi française interdise tout glissement supranational de la prochaine Assemblée européenne élue au suffrage universel. Ils ont combattu toute forme d'ingérence étrangère dans la vie politique française, y compris l'intrusion de l'argent européen dans le financement de la campagne électorale.

Ils se sont élevés contre l'établissement d'un super impôt européen, directement prélevé par les autorités européennes au mépris des assemblées élues françaises. Ils ont témoigné leur inlassable solidarité avec la paysannerie française qui, depuis des années, fait les frais des abandons giscardiens à Bruxelles. Ils n'ont cessé, avec les sidérurgistes de Lorraine comme du Nord, les ouvrières du textile des Vosges, les travailleurs des chantiers navals de la Ciotat, de dénoncer la responsabilité flagrante des choix européens du pouvoir dans le démantèlement de leurs industries. Ils ont rappelé combien l'alignement derrière les visées de Washington, l'alliance préférentielle et inégale avec la RFA, étaient synonymes pour la France d'abaissement national. Ils ont alerté, enfin, l'opinion française devant les conséquences d'un élargissement de la CEE aux trois pays méditerranéens, alibi pour un dessaisissement de la souveraineté politique de notre pays et l'accentuation du marasme économique et social.

Ceci était bon d'être rappelé. Quant à Maurice Thorez (secrétaire général du PCF, de 1930 à 1964, ministre de la fonction publique, de 1945 à 1947), celui-ci déclarait en juin 1947, à Strasbourg :

Les capitalistes américains ont en vue d'étendre leur hégémonie sur l'Europe et le monde entier... La recherche des débouchés pour leurs marchandises coïncide avec la volonté de s'assurer des bases politiques

à travers le monde.* On ne peut être plus lucide et prophétique... Face aux professionnels du retournement de veste et de la langue de bois, face aux mafieux en tous genres, l'individualisme de plus en plus mortifère des électeurs facilite immensément la tâche des gouvernants qui peuvent s'adonner à toutes sortes de magouilles dont le peuple fait les frais. Si de temps à autres l'on révèle tel ou tel scandale, le brouet refroidit vite et tombe dans l'oubli, les campagnes électorales se chargent de vidanger la population de sa mémoire. Einstein nous a pourtant dit que les problèmes engendrés par notre société ne peuvent être résolus avec les idées, les moyens et les personnes qui les ont suscités... « *Nous ne voulons que le bien des citoyens et des entreprises, en un mot nous sommes opposés à toute contrainte arbitraire qui restreindrait notre marge bénéficiaire, mettrait en péril le gain de nos actionnaires ou limiterait d'une quelconque manière la liberté d'action du développement économique de nos industries,...* » Que ne connaissons-nous pas cette antienne ! C'est à peu de choses près, de la part des affairistes, ce que peuvent entendre des millions de gens, ensevelis sous les diarrhées verbales que dispensent les ondes lénifiantes.

* *Europe, la France en jeu, éditions Sociales, 1979, pages 245 à 248 (Source : site de l'UPR)*

Imaginons leur angoisse face au hochet du chômage, au « péril » de la décroissance, aux manipulations des multinationales par le biais de lois estimées trop restrictives à l'encontre de ces dernières. Mais, par bonheur, l'imagination des super-patrons ne chôme pas, elle, qui vient au secours du bon peuple. Leur meilleure trouvaille contre les empêcheurs de consommer en rond consiste à pouvoir attaquer en justice tout gouvernement qui aurait l'audace, le mauvais goût, de mettre un frein à leurs prérogatives « économiques »... dévolues « à notre seul bien ». En d'autres termes : planer au-dessus des lois. Ce dont ne se privent guère pas mal de nos élus. Mais grâce à qui ?

Tandis que les médias nous bercent d'âneries *people*, pendant que la course aux achats inutiles bat son plein, pendant que l'on met à sac la planète, les grandes puissances de l'argent veulent en finir avec la justice du contribuable. Ils veulent une justice totalement à eux, qui leur laissent les coudées franches en tout temps, une justice privée ou partielle (le résultat ne diffère guère !) capable de se mettre en travers de tout empêcheur de consommer en rond et qui n'adhérerait pas à la pensée unique, pouvant ainsi être taxé de « terrorisme » économique, politique, social. Exit la justice souveraine. Une fois de plus, ne chagrinons pas nos remerciements à l'égard de l'Oncle Sam de veiller ainsi à notre avenir. Et que l'on ne se

méprenne plus, *l'Europe ne procède pas d'un mouvement démocratique. Elle s'est faite en suivant une méthode que l'on pourrait définir du terme de « despotisme éclairé »* (T. Padoa-Schioppa).

De tout ce qui précède on peut déjà déduire au moins une chose, parmi d'autres, c'est que l'Europe n'est pas démocratique, puisqu'elle procède d'un principe de colonisation, de dépossession des souverainetés et de négation de toute indépendance d'action. Cela commence toujours par l'imposition d'une monnaie unique, puis d'une langue unique ce qui permet d'imposer les valeurs, la culture du pays qui les met en place, à savoir le gouvernement des États-Unis. Un projet qui naissait déjà dès 1965... Pour se convaincre de l'inéluctable démantèlement de la monnaie unique censée « faciliter » les choses, « réunir » les peuples, etc., il suffit de se pencher sur l'histoire des monnaies à travers le monde. Quant au principe démocratique, il est bien entendu qu'il s'agit d'une grossière comédie, d'une escroquerie éhontée que l'on nous ressert autant que nous le voulons, à tout propos. Dans les attaché-case des européistes, il n'y a jamais eu de projet destiné à instituer une Europe sociale, égalitaire, démocratique, jamais. Aucun de ses organes, du Parlement, jusqu'au Conseil de l'Europe en passant par la Commission ne fonctionne - c'est flagrant et le résultat en fait foi, sur bases des principes et valeurs élémentaires qui fondent les Droits de

l'Homme, le bien collectif et une démocratie digne de ce nom...

(...) La rédaction des actes législatifs - le travail préparatoire - n'est pas réalisée par les ministres eux-mêmes mais par des fonctionnaires et des représentants spéciaux liés à la Commission européenne. Ceux-ci recrutent et placent du personnel dans de nombreux groupes de travail situés dans le quartier général de l'UE (dans le robuste bâtiment bruxellois Justus Lipsius) pour préparer et discuter les propositions de loi de la Commission. Ils se réunissent à huis-clos bien qu'un représentant de la Commission soit toujours présent.

Ils sont aussi une proie facile pour les lobbyistes. « L'appareil de pouvoir occulte » de l'UE, c'est ainsi que Hans-Peter Martin (député au Parlement européen) nomme cet orchestre de fonctionnaires, de lobbyistes et d'ambassadeurs permanents, tous non élus.

(...) Le Parlement devrait logiquement faire les lois. C'est après tout le seul organe de l'UE directement élu par la population. Le fait que le Parlement européen ne puisse prendre aucune initiative pour élaborer de nouvelles lois est donc une méconnaissance flagrante des principes démocratiques. Ce Parlement peut quand même « faire des suggestions appropriées ». Mais il ne peut contraindre la Commission à soumettre une proposition de loi. Il est par conséquent pieds et poings

*liés à ce que propose la Commission. Un Parlement qui ne peut proposer lui-même des lois n'est pas un Parlement démocratique.**

Qui en douterait encore ! Tel est le mode de fonctionnement « démocratique » que nous propose, avec « toujours plus d'Europe » cette fausse Union dans laquelle nous nous ensablons petit à petit. Raf Jaspers nous rappelle une notion fondamentale largement perdue de vue au rond-point Schumann, à Bruxelles :

La séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire est un principe de base de l'état de droit. Selon ce principe, le Parlement le gouvernement et la justice doivent fonctionner de manière indépendante les uns des autres. La séparation des pouvoirs doit faire en sorte que des despotes ne concentrent pas tout le pouvoir entre leurs mains. L'UE fait bien pire. Des institutions faisant partie du pouvoir exécutif - le Conseil européen, le Conseil et la Commission européenne - sont les acteurs les plus importants du processus législatif. Des groupes de lobbying sont officiellement impliqués dans ce processus. Le pouvoir exécutif prend le contrôle du pouvoir législatif de l'UE. Montesquieu avait déjà mis en garde 300 ans auparavant : « Si ces trois pouvoirs

** Raf Jaspers, Souriez, vous êtes fichés - Big Brother en Europe, Couleur Livres, p.152 -*

*ne sont pas séparés, s'ils ne sont pas détenus par des personnes ou des institutions différentes, la liberté des citoyens est en danger. » (De l'esprit des lois, XI, chapitre VI)**

Cette Europe américanisée ne cesse de nous prouver sa goinfrerie en matière de libre-échange colonisateur. C'est une impasse, un piège qui nous livre pieds et poings liés aux caprices des plus riches d'entre les riches. Déjà que l'on a scandaleusement outrepassé l'avis des citoyens par rapport à la Constitution européenne, les multinationales se coalisent en douce pour achever l'humanité. Ils pensent « justice partielle », « gains illimités », « liberté totale d'action », ce qui ne peut qu'accroître encore et toujours plus le désastre écologique, social, politique, humain. Ouvrons les yeux ! L'homme stupide, cupide, cruel, va toujours jusqu'au bout de ses pires erreurs ou horreurs. C'est cet homme-là qu'il faut débusquer en nous, qu'il faut traquer, dénoncer. Il a des complices partout, dans sa famille, parmi ses amis, ses voisins, ses collègues. Informons-nous quant à la signification du « PTP » (partenariat transpacifique), quant au *novus ordo seclorum*** figurant sur les billets de banque américains et soyons convaincus que si nous préférons nous en moquer, le projet de domination suivra son cours.

* *Ibid.* p. 153 - ** *Le nouvel ordre des siècles.*

Puisque ne trouvant devant lui aucun obstacle politique ou autre, il poursuivra l'étendue de son emprise mondiale, cela *aussi* grâce à notre passivité, notre indifférence ou notre fatalisme. Alors que nous avons intérêt à émerger de notre inertie, à nous émanciper, nous avons autant intérêt à cesser de fonctionner comme nous le faisons depuis la fin de notre révolution, cesser de donner du pouvoir aux élus et aux banques. Nous devons nous regrouper entre voisins et collègues, amis, nous associer entre proches de la meilleure espèce pour penser un nouveau projet de société, démanteler l'Europe, quitter l'euro, rejeter les chaînes du bloc américain, exiger la réécriture de notre Constitution, l'instauration d'une véritable démocratie, de notre souveraineté nationale, du tirage au sort d'une Assemblée constituante. Tout ce que les riches abhorrent, en somme.

Mais cela ne pourra se faire qu'à la condition que nous fassions corps, que nous nous massions autour d'un projet créatif pro-démocratique. Pour autant que, comme le prétendent beaucoup d'entre-nous, nous ne voulions pas du « progrès », de l'hypocrite cadeau sociétal, du plan de soumission planétaire concocté depuis la révolution américaine, d'un monde orwellien dans lequel nous baignerions, uniformisés, absurdes et déshumanisés, « pacifiés » par le grand marché mondial pendant que de voraces impérialistes, pétris de leur suffisance et de leur bon droit

jouent aux gendarmes du monde. Ainsi auront-ils pensés à *tout* pour nous, « pour notre bien », puisque que leur devise ne sera plus que « *In MONEY we trust* ». Notre inertie, ou notre enthousiasme, c'est selon, équivaut à un acquiescement aveugle face à cette soif dévorante de pouvoir, d'unification sous une même bannière, une même pensée, un même régime. Mais vivre ce n'est certainement pas subir, c'est avant et surtout résister. Et résister, c'est vouloir rester humain, prétendre à un avenir digne de ce nom. Cela peut commencer par une instruction citoyenne qui choisit en toute lucidité d'abandonner les autoroutes de la désinformation, du décervelage et de la manipulation. La corruption, l'appât compulsif du gain est un cancer. Dans la politique, ce type de pathologie devrait radicalement être éradiqué. Seulement, une fois que le mal est en place :

(...) C'est rageant. Ça confirme (s'il en était besoin) combien CE N'EST PAS AUX HOMMES AU POUVOIR D'ÉCRIRE LES RÈGLES DU POUVOIR. C'est à se dire que les professionnels de la politique sont ontologiquement, dans leur être même, par nature et pour toujours, forcément, des ennemis du peuple. On se retient de penser cela, on se force à ne pas généraliser, mais cette pensée revient sans cesse, comme une évidence criante. Je pense de plus en plus profondément qu'il n'y a pas de démocratie sans tirage au sort. L'élection est profondément anti-démocratique, car elle conduit mécanique-

*ment, fatalement, à la professionnalisation de la politique, professionnalisation qui est précisément le fléau que la démocratie (la vraie) cherche à tout prix à éviter.**

Autrement dit, il faut faire le ménage, devenir créatif, sans perdre de vue les bourdes d'un passé qui nous a prouvé qu'une démocratie cela peut vraiment fonctionner, à condition que l'électorat se sente concerné par sa finalité vraie, pour passer du système de gestion vertical actuel à un système politique horizontal, pour prôner les valeurs démocratiques que sont la liberté, l'autonomie, la justice, une effective égalité, la participation du plus grand nombre de gens décidés à obtenir leur autonomie politique. Quelque chose qui - sans pour autant idéaliser la Cité grecque antique, mais néanmoins en reconnaissant qu'elle était la plus politisée (dans le meilleur sens du terme), la plus intéressée aux affaires concernant le peuple entier - ressemblerait à ce que les grecs de jadis, il y a 25 siècles, mirent au point et vécurent durant près de deux cents ans. La fin de cette démocratie-là - que nos politiciens n'ont jamais plus voulu expérimenter depuis, pour des raisons que l'on ne peut ignorer, a donné suite à des régimes indésirables, une totale déliquescence de la

** Étienne Chouard (blog du Plan C, l'article + vidéo consacrée à Larry Lessig.)*

richesse politique d'antan. Comme quoi, si les pires anti-démocraties sévissent encore et toujours, c'est essentiellement parce que la vraie est honnie des nantis, des tordus, des mégalomanes. Mais aussi parce que le peuple est doté d'une mémoire étrangement courte et se laisse aisément embobiner. Pour prétendre enthousiasmer la collectivité, celle-ci devrait connaître et protéger un sentiment d'appropriation du pouvoir qui ne fasse fi, ni des luttes passées, ni des erreurs à ne plus répéter, ni des moyens nouveaux à disposition et l'immense potentiel créatif inexploité qu'elle recèle en son sein. Hélas, nos institutions ne nous donnent pas à vivre un sentiment d'appartenance à une nation, sans doute en grande partie parce que les droits et devoirs sont très inégalement partagés entre les tenants du pouvoir et leurs administrés, mais aussi parce que les gens n'y sont qu'électeurs, démunis du pouvoir d'intervenir et d'exiger, notamment des référendums sur les graves sujets d'actualité.

Est-ce pour autant à désespérer ? Certainement pas. Plusieurs pays mettent en pratique la démocratie directe : l'Italie, la Suisse, le Liechtenstein et Saint Marin, sans oublier près de quinze pays de l'ex-Union soviétique. Outre-atlantique, ce type de démocratie se pratique au Canada, au Venezuela, en Colombie et, étonnamment, aux États-Unis, mais nulle part au sein de l'Union Européenne.

Parallèlement, il semble qu'ailleurs tout soit fait pour que l'électeur se préoccupe le moins possible de cette ano-malie. Dès lors comment s'étonner qu'au vu de ce que les peuples réunis sous la bannière bleue étoilée sentent monter en eux une légitime frustration, qui en conduit une part croissante à mieux s'informer, à découvrir ce qui cause et ce qui se dissimule derrière cette propagande supranationale, ce véritable enfièvrement euro-atlantistes depuis les années 2005 ? D'où la montée en puissance, aujourd'hui, d'interpellants bien documentés, de conférences, d'ouvrages traitant de la constitution, de la démocratie directe, de la manipulation des masses par les élus ou non élus, tous sujets qui, auparavant, n'enthousiasmaient guère les foules puisque celles-ci se croyaient naïvement démocratisées.

Toutefois, il ne fait plus aucun doute qu'un nombre croissant d'électeurs a l'intime conviction que la démocratie qu'on lui donne à gober est de plus en plus autoritaire, de plus en plus éloignée des préoccupations du peuple. Et pourtant, on retrouve, à peu de choses près, toujours les mêmes têtes, durant des années et des années, à la tête du pouvoir. L'électeur serait-il à ce point abruti, inconscient, irresponsable, décervelé, formaté pour préférer conserver celles et ceux qui ne lui apportent rien de ce qu'il souhaite, quitte à en souffrir ?

C'est à la base, au socle de notre système politique que quelque chose ne va pas. Sans craindre de nous égarer beaucoup nous pouvons estimer notre régime représentatif comme engagé dans une phase de régression, penchant nettement vers la dictature. Mais tout continue de fonctionner, malgré tout, mais très mal, c'est flagrant. On se penche toujours de la même manière sur les problèmes qui ne font que croître un peu partout, sans que cela ne remue quoi que ce soit de puissant au sein d'une population qui subit, qui persiste à ne songer qu'à son pouvoir d'achat, à ses vacances, à ses petites manies de consommation, à lutter pour conquérir un ou deux centimes, une heure de travail en moins, un jour de congé en plus.

On sait que rien ne va mais on s'en fout, en somme. Voilà d'ailleurs quelques années que l'on n'hésite plus à déclarer que les élections ne sont qu'un leurre, qu'elles ne peuvent en rien modifier le paysage politique en profondeur, ni atteindre les attentes réelles de la population, ce qui est un fait incontestable. Cela explique sans doute l'intérêt marqué par quelques rares élus pour la démocratie directe telle qu'elle se pratique en Suisse. Mais rien, globalement, ne change pour autant, et les élus ne s'en émeuvent pas le moins du monde (sauf hypocritement, devant les caméras), de ces timides sursauts, puisqu'ils n'ont rien à craindre.

Les élus ont tort de prendre leurs administrés pour un ramassis d'imbéciles. La grogne populaire, lorsqu'elle se lâche, met rapidement le doigt exactement là où siège le mal : depuis les coalitions indésirables, en passant par la malhonnêteté et les injustices criantes, le manque de crédibilité, les affaires de corruptions, l'injustice galopante, jusqu'à l'incapacité de proposer des solutions efficaces, une part grandissante des contribuables attribue une mauvaise cote aux partis politiques. On pourrait y voir l'origine du désinvestissement des belges, autant que des français, à l'égard d'une politique à bout de souffle, hyperdirigiste, dévoreuse de liberté et d'argent. Il n'y a pas à en sortir, les votants portent une très grande part de responsabilité dans le choix de leurs élus. Et que ces derniers soient en quelque sorte « imposés » (puisque présélectionnés) n'y change que peu. Tout aussi injuste serait de négliger la part de responsabilité du système électoral, l'énorme part manipulatrice qui incombe aux médias et l'origine du fléau qui assure son fonctionnement dans notre système oligarchique.

Pour Dominique Rousseau, juriste et professeur de droit constitutionnel à la Sorbonne : *L'implication citoyenne de l'électeur ne devrait pas pouvoir s'arrêter au terme des élections, mais se poursuivre dans la participation à l'élaboration des lois et non pas seulement dans la contestation, le vote de protestation, l'abstention, les grèves ou les manifestations. Ce devoir*

pourrait également se prolonger par la création d'une Assemblée sociale, qui tout en représentant les citoyens de manière concrète serait le pendant de l'Assemblée nationale qui, elle, représente les citoyens de manière abstraite.

Mais il est évident qu'avant toute chose, seule une honnête Constitution pensée par des citoyens, dûment contrôlés, pourrait agencer les rouages d'un système fiable qui leur serait entièrement dévolu. Or, ce statut de véritables citoyens ne fait partie d'aucun programme d'aucun parti, les élus et les candidats à la gouvernance préférant que nous leur déléguions notre pouvoir décisionnel afin qu'ils donnent toute les apparences de s'exprimer à notre place... mais pas forcément en notre nom ! En mars 2015, Paolo Batista, membre brésilien du FMI, affirmait, sur une chaîne de télévision grecque, que la majeure partie de l'argent qui avait été prêté à Athènes l'avait été pour secourir des créanciers privés, et pas du tout pour aider le pays : « La Grèce a reçu des sommes énormes, mais cet argent a été principalement utilisé pour permettre le désengagement, par exemple, des banques françaises ou allemandes. » Aussi révoltantes que soient les affaires de corruption, les électeurs semblent perdre la mémoire, une fois confiné dans le ridicule isoloir qui doit avoir un fâcheux effet lobotomisant :

L'observation des flux d'argent dans l'économie révèle que sa distribution est fortement hétérogène dans l'environnement humain. En effet, l'argent a tendance à se concentrer entre les mains d'une minorité d'individus. Ce phénomène n'est pas le résultat d'une extrême capacité d'innovation de ces individus, mais plutôt de l'usage bête de stratégies financières et d'exploitation des failles législatives et légales pour accumuler cet argent. Il ne s'agit nullement d'innovation puisque rien de valable n'a été inventé ! Par opposition, la valeur novatrice d'un individu est relativement plus homogène dans l'environnement social et ne peut être influencée qu'en restreignant l'accès à l'information et à l'éducation. Cela figure d'ailleurs dans l'arsenal stratégique des politiciens qui entretiennent religieusement une culture de l'ignorance et du langage vide.

Le contrôle stratégique et financier des médias permet également de filtrer et de contrôler les informations, ce qui se fait insidieusement malgré l'éthique médiatique. La concentration de l'argent entre les mains d'une minorité d'individus correspond donc à une interaction comportementale entre la nature humaine et l'argent : le besoin de contrôle qui est artificiellement assouvi par le pouvoir qu'accorde l'argent en sa capacité d'acheter l'opinion par diverses techniques de corruption idéologique comme la publicité et le lobbying afin d'user de stratégies dans l'unique but de posséder encore plus

d'argent. (IRASD <http://4emesinge.com/largent-et-ses-interactions-nefastes-sur-la-societe-humaine>)

L'Europe des riches est un piège manifeste. Une fois enfermé, on y tourne en rond, on s'y renvoie la patate chaude de la dette, on y débat sur une obligatoire et commune austérité. La situation y est hautement incitatrice à fuir cette Europe qui veut que tous ses membres oublient à jamais le goût de l'indépendance, oublient qu'une vie est possible hors de l'Union. Pour éviter la panique, une clique de spéculateurs nous disent que quitter l'Europe serait catastrophique. Pour qui ? Pour les riches, pardi ! Confrontés comme nous le sommes aux exigences du Traité Constitutionnel Européen, il nous est aujourd'hui aisé de faire de nombreux constats : le flagrant désintérêt d'une grande majorité de la population vis-à-vis des fondements d'une démocratie digne de ce nom.

L'absence, partout en Europe, de contrôle efficace du pouvoir par les électeurs, lesquels ne détiennent qu'un minimum de droits et un maximum de devoirs, à l'inverse des élus. La loi électorale n'assure aucun réel changement à l'avantage de la population, pas plus que dans la situation politique sociale et économique internationale. Les élections ne constituent en aucune façon un contre-pouvoir suffisant dont pourrait régulièrement et de pleins droits user le peuple : mis à part la grève, la manifestation et les

pétitions, ce dernier ne dispose d'aucune procédure crédible, efficace, de contestation ou d'abrogation d'une loi. Les électeurs ne disposent d'aucun pouvoir de sanction et de révocation des responsables, ce qui serait possible dans une vraie démocratie qui instaurerait la rotation des charges. Quant au référendum d'initiative populaire, il est extrêmement limité voire refusé au peuple. Si celui-ci l'exige du gouvernement, ce dernier parle immédiatement de « populisme », ainsi que nous le précise Antoine Chollet :

On accuse aussi le populisme de dresser le peuple contre les élites, de diviser la communauté nationale et d'attiser le ressentiment de classe. Mais parler au peuple plutôt qu'aux « grands », pour reprendre les catégories de Machiavel, c'est précisément jouer le jeu de la démocratie contre celui de l'oligarchie. Parler au peuple cela ne signifie pas « s'abaisser » à un niveau inférieur de réflexion, ni flatter ses « sombres instincts », mais articuler un discours politique qui s'adresse véritablement à l'ensemble des citoyens et qui soit audible par tous. Et si un tel discours contient une opposition entre le peuple et les élites, le problème ne réside assurément pas dans le principe même de cette opposition, mais dans le fait qu'elle soit elle-même possible, c'est-à-dire que des inégalités suffisamment importantes existent dans la société pour donner sens à cette distinction chez certains membres, en particulier ceux

*qui sont les plus fortement victimes de ces inégalités.**

*D'autre part : la notion de populisme est faite pour amalgamer toutes les formes de politiques qui s'opposent au pouvoir des compétences auto-proclamées et pour ramener ces résistances à une même image : celle du peuple arriéré et ignorant, voire haineux et brutal.***

Grâce au système des élections, les élus accaparent non seulement la totale souveraineté de décision et d'action, mais cumulent allègrement les mandats tout en s'attribuant des salaires qui n'atteignent qui n'ont aucun rapport avec leur honnêteté ou leur dévouement. Ces élus sont toujours les mêmes - soit les plus riches, faisant tout pour obtenir le pouvoir et le conserver à tout prix, et qui constituent une tribu oligarchique qui accapare injustement le pouvoir dans son seul intérêt. Si de grands pouvoirs impliquent de grandes responsabilités, ce ne sont pas forcément les « meilleurs » - qui gouvernent, mais les mêmes, qui se passent de main en main les commandes du pays, durant de trop longues années.

** Antoine Chollet, Défendre la démocratie directe, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2011, p.79*

*** Jacques Rancière, l'élection, ce n'est pas la démocratie, Le Nouvel Observateur, 28 mai 2012*

Nous savons que les grands médias sont à la solde des puissants industriels (grâce à l'avidité complice de leurs légions d'actionnaires !) et personnalités du monde de la finance et de la politique. Les partis bénéficient d'une considérable influence qui entre pour beaucoup dans l'exercice quotidien de la manipulation, de la désinformation et l'entretien de la confusion générale. Répétons tant et plus ce qui ne doit plus quitter notre esprit : les élus ne représentent en aucune manière le peuple. Si celui-ci est tout à fait capable de mettre en place une réelle démocratie, cette aptitude est niée par les politiciens professionnels qui craignent à juste titre la démocratie puisque celle-ci mettrait un terme net et tranchant à leur hégémonie. Ils n'ignorent pas plus que la démocratie ne saurait être établie par des élus en conflits d'intérêts lorsque ceux-ci s'arrogent le droit d'écrire eux-mêmes la Constitution.

Tout est conçu et complexifié afin que nous demeurions maintenus dans l'ignorance, conditionnés et convaincus de la nécessité des élections. Alors que dans une vraie démocratie, la Constitution *est toujours écrite par des citoyens tirés au sort, dans le but de se protéger des responsables politiques, dûment contrôlés à tous les niveaux de pouvoir, et qui ne sont que très momentanément gestionnaires* des affaires de l'État. Cette Constitution-là représente le rempart élémentaire, fondamental, l'unique protection efficace

que doit impérativement s'attribuer tout peuple qui entend raisonnablement lutter efficacement contre toutes formes de corruption et tous types d'abus de pouvoir. N'importe qui est à même de constater que dans tout régime représentatif, la Constitution est toujours écrite par des élus qui se proclament ainsi maîtres « légaux » du pays. Cette fausse Constitution est donc une escroquerie. Les principales lois qui en découlent ne sont pas des lois, puisque les citoyens n'ont jamais été consultés.

Ainsi notre anti-Constitution n'offre pratiquement aucune limite au pouvoir des dirigeants et donc elle n'est pas du tout destinée à protéger les citoyens, mais à les rendre politiquement impuissants, à les asservir au bénéfice de ceux qu'ils auront le régulier (et obligatoire, notamment en Belgique) « devoir », le « privilège » d'élire. Et ne craignons pas la répétition dans le grave cas qui nous occupe ici, car en réalité, ce que l'on nous donne à gober, ce qui passe pour un régime démocratique n'est tout simplement qu'un infect trucage verbal, un système pervers qui fonctionne en circuit fermé, à l'avantage des acteurs politiques qui ne sont pas au service du peuple mais s'évertuent à donner le change. Selon leur conception de la vie politique, c'est au peuple à se soumettre aux élus, les véritables maîtres, que les esclaves désignent eux-mêmes. Cela nous ne pouvons plus le nier ni l'ignorer, parce que cette réalité est nôtre depuis plus

de deux cent ans ! En conséquence, point n'est besoin d'être historien pour conclure que les élus, anciens ou modernes, *ne veulent pas* de la démocratie, et donc ne la donneront pas au peuple, bien qu'ils usent de ce terme autant qu'ils le peuvent, dans leur intérêt, puisqu'un sain régime démocratique ruinerait leur carriérisme politique, leurs prérogatives arbitraires et leurs privilèges abusifs.

Ainsi, sans aucune vergogne, les élus abusent tout un chacun en lui faisant croire que le régime instauré avec l'assentiment, spontané ou contraint de tous ceux qui s'imaginent benoîtement être des citoyens, est démocratique, alors qu'il s'agit d'une vaste usurpation oligarchique. La perspective des élections françaises de décembre 2016, puis de 2017 s'annonçant aussi pitoyable que les précédentes, il faut toutefois reconnaître un phénomène évident : tant que les électeurs persisteront à déléguer, ainsi qu'ils le font depuis plus de deux siècles, les pleins pouvoirs à l'ensemble du corps politique, tant qu'ils s'obstineront à croire et à se satisfaire du mirage que constitue le processus électoral - ce leurre d'appellation « démocratique » très contrôlée, rien ne changera sur le plan politique, sinon à très court terme, du moins pour ce qui est du réel bien collectif. Les deux derniers siècles écoulés devraient nous avoir fait entendre raison. Apparemment non. Nous n'avons rien appris, rien retenu de notre histoire et de la suc-

cession infinie de nos erreurs et malheurs. Pour nous alerter, nous éduquer à la reconnaissance du traquenard dans lequel nous sommes tombés, il faut des hommes peu ordinaires. En France s'est créé en 2007 un parti qui sort vraiment de l'ordinaire, l'UPR (Union Populaire Républicaine). Défini officiellement par le ministère de l'Intérieur comme n'étant « ni de gauche ni de droite », et pas plus centriste pour autant. Doté de moins de 50 adhérents contre 10.000 fin décembre 2015, cet accroissement, toujours en progression de semaine en semaine, témoigne d'un intérêt grandissant des gens à son égard. François Asselineau, son président, s'est engagé en lice pour le pouvoir, avec, nous l'aurons dorénavant mieux appréhendé à la lecture de ce qui précède, ce que cela peut impliquer comme conséquences multiples au sein d'une démocratie de papier. Lorsque l'on prend le temps de s'intéresser à ce parti, on comprend rapidement que son caractère (qui n'est pas « mono-sujet », tel que certains critiques tentent de le faire admettre) est unique en son genre. Que l'on soit pour ou contre, le contenu de son programme ne laisse indifférent que ceux et celles qui ne souhaitent pas tirer les leçons de l'Histoire ou qui doutent d'emblée de tout ce qui pourrait en être dit. Ce serait ne pas vouloir se remettre en question, ni voir le piège vers lesquels l'Union européenne et l'Otan les mènent, eux avec quelque 580 millions d'autres personnes. Et c'est la

raison majeure, pour l'UPR, de figurer l'unique parti à prôner le retrait de cette Union européenne indésirée, ainsi que de son euro en phase terminale, et, dans la foulée, de quitter l'Otan sous gouverne totalitaire américaine.

Il n'est pas question ici de ternir l'impressionnant investissement, ni le courage de François Asselineau, qui conserve mon entier respect eu égard à son indéniable expérience en matière politique et historique. Le fait est que la qualité de son engagement en fait un élément très dérangeant sur la scène politique, au point qu'il en est censuré par les médias de masse. Ce qui, tout de même, devrait nous faire dresser l'oreille... L'UPR s'est investi dans une action d'éducation populaire par le biais de conférences que tout un chacun aurait intérêt à mettre en balance ou compléter avec celles de feu Henri Guillemin ou encore d'Étienne Chouard. Les révélations dispensées par ces travaux sérieux ne peuvent que nous interpeller, voire remettre en question bien de nos *a priori* quant aux origines et aux conséquences de nos problèmes financiers, économiques, politiques, industriels, diplomatiques et militaires présents et à venir.

Au vu et au su de ce qui nous est commenté dans les interventions de François Asselineau, on ne peut qu'admettre la pertinence de ses propos et de la plu-

part de ses intentions. Mais, avec des réserves. Car en effet, en cas d'élection, resterait-il incorruptible, contrôlable, immunisé contre la Justice ainsi que le furent, entre autres escrocs, Chirac et Sarkozy ? L'intérêt de son vaste programme est que celui-ci se fonde essentiellement sur le retrait de la France de l'UE et de la zone euro ainsi que de l'Otan. Cependant, il ne faut pas oublier que tout parti se doit d'accroître le nombre de ses membres et d'être capable de financer ses prétentions à une élection présidentielle, qui coûte une fortune. Fortune dont on suppose aisément l'origine pour la plupart des partis « traditionnels », ce qui devrait nous inciter, déjà, à la prudence.

Pour l'heure, nous savons que le budget de l'UPR est loin d'assurer une campagne à hauteur de celle des partis dominants, et pour cause, nous avons encore affaire à un parti intègre. Mais combien de temps cela durera-t-il ? Qui peut nous certifier qu'une fois au pouvoir, l'UPR parviendra aux objectifs cités dans sa profession de foi, face à une Union européenne d'autant plus déterminée qu'elle doit obéir aux ordres de la Commission européenne largement « conseillée » par les USA ? Qui peut nous certifier qu'un financement « intéressé » ne surgira pas, le jour où l'audience de l'UPR, qui ne cesse de croître auprès des contribuables, ne pourra plus être évincée des médias parce que de plus en plus de français aspireront à une

autre forme de politique ? En admettant que les buts visés soient atteints, qu'en sera-t-il de la démocratie qui ne devrait plus tolérer le moindre simulacre, la moindre esquivé ? Celle qui, somme toute, ne figure pas *vraiment* au programme ? Et une charte ne constitue pas une garantie de mise en pratique effective d'une démocratie qui n'en demeurerait pas qu'aux mots...

Asselineau nous dit que *le sens de la politique, s'est de définir l'avenir collectif d'un peuple. Un homme politique pense à la prochaine, un homme d'état pense à la prochaine génération.* Fort bien. Par conséquent, nul ne doute qu'il souhaite plus qu'ardemment être un jour à la tête de la France. Dans ce cas, et dans l'hypothèse où cette dernière aurait recouvré son indépendance, qu'advierait-il de la suite, notamment en ce qui concerne le régime représentatif, par essence totalement assez éloigné de la démocratie, et qui serait néanmoins toujours en vigueur ?

Puisque, selon ses propres paroles, *l'alternance des pouvoirs représentés par la gauche ou la droite ne change rien, sur le fond,* nous pouvons en déduire qu'il nous rejoint lorsqu'il sous-entend qu'il faut en finir avec ce type de pouvoir électoraliste, oligarchique, et dont nous connaissons tous les travers. Pourtant, il est à déplorer que le chef de file de l'UPR ne s'épanche pas plus puissamment ni sur la cause initia-

le de l'oligarchie dont nous subissons les effets au jour le jour, ni sur ses solutions émanant réellement du peuple, non par la voie électorale mais par la voie de la démocratie directe, par exemple. Dans son programme, aucune mention n'est faite concernant le projet du Revenu de Base (alors qu'il s'agit d'un objectif crucial pour les années à venir et dont on parle cependant de plus en plus, y compris en France). De même, il n'est guère question de rendre au peuple la légitimité de son pouvoir décisionnel. Il n'est pas plus question d'en venir au tirage au sort (jugé « abracadabrant » par Monsieur Asselineau), aux mandats courts et non renouvelables, à la suppression du népotisme, etc., bref aux fondements d'une démocratie qui protégerait le peuple d'avoir à continuer à voter pour ses maîtres et qui impliquerait un mode de gouvernance populaire. Voilà qui limiterait grandement l'influence, et pour tout dire l'importance et les excès des partis politiques. (à ce sujet on lira avec grand intérêt l'ouvrage de Simone Weil : *Note sur la suppression générale des partis politiques*, éditions de l'Herne)

Très démarqué - et c'est ce qui fait son intérêt par rapport aux proclamations creuses de la gauche comme de la droite, le projet de l'UPR n'est cependant pas encore suffisamment à la mesure du désastre capitaliste antidémocratique. Car on nous parle et l'on fait mention depuis longtemps des droits de l'homme,

on cite et l'on abuse dans les trois-quarts des articles politiques, dans la Constitution, dans le verbiage des élus et des mouvements et autres réseaux associatifs du mot « démocratie ». On dénonce les manœuvres impérialistes des États-Unis et les risques qu'ils font courir au monde entier, etc. Mais nos élus sont loin de se décider à faire appliquer à la lettre leurs belles déclarations. Aussi le peuple est-il en droit de se poser la question de savoir quand réaffirmera-t-on le droit souverain des citoyens à s'autogérer ?

Il semble qu'en France s'accomplisse le timide premier pas d'un ensemble de pratiques innovantes citoyennes susceptibles d'ébranler dans ses bases le système politique pénitentiaire actuel qui ne profite, bien évidemment, qu'à la classe capitaliste. Après le constat de l'évolution de l'Union depuis 2005, les sorties de l'Europe, de l'euro et de l'Otan semblent effectivement souhaitable. Pour autant, un retour à l'autonomie demeurerait-elle suffisant à réinstaurer un idéal démocratique dont nous aimons à nous gargariser ? Rien n'est moins sûr, fut-ce sous la coupe d'un président de la république de l'envergure d'un Asselineau.

Autant dire que les conditions de son éventuel avènement, étroitement associé aux modalités de son maintien au pouvoir, siègeraient toujours dans une Constitution inchangée sur la question de l'émancipa-

tion politique du peuple, mis à part l'accès au référendum. Le texte fondateur du droit serait, comme toujours, immanquablement en faveur des oligarques, leur garantissant, comme d'habitude, que le peuple n'aurait jamais le dernier mot en matière de gouvernance. Évidemment, de ce sujet ô combien crucial rien ne transparaît dans les projets de l'UPR, ni d'aucun autre parti d'ailleurs ! Ce « hic », dans son programme est, à mon sens, une grave lacune qui affaiblit quelque peu sa portée. L'UPR prétend respecter l'intelligence de la population, d'accord, mais jusqu'à quel degré ? Cette ombre au tableau est d'autant plus regrettable que son initiateur a le don de nous alerter sur maints sujets brûlants, tel le Plan Minerva. « Délectons-nous », si l'on peut dire... :

Le 12 juin 2014, The Guardian a publié sur son site Internet un article de Nafeez Ahmed, universitaire et journaliste spécialiste de la sécurité internationale. Cet article révèle au grand public l'existence d'un programme - « l'initiative de recherche Minerva » - lancé par le ministère américain de la Défense, qui consiste à mettre les sciences sociales et les recherches anthropologiques au service opérationnel des militaires américains. Parmi les objectifs clairement annoncés figure celui d'amener l'armée américaine à étudier la façon dont apparaissent les mouvements de protestation populaire (impliquant plus de 1.000 participants en activité de façon durable) dans 58 pays (dont les

États-Unis eux-mêmes), et de la préparer à neutraliser ces mouvements. L'un des programmes de recherche a ainsi organisé des exercices militaires dans lesquels les participants étaient chargés de repérer ceux qui « causaient les problèmes », ceux qui « résolvaient les problèmes » et le reste de la population. L'objectif opérationnel était de définir une campagne « d'informations » permettant de déplacer le centre de gravité de l'opinion vers cet ensemble de valeurs et de points de vue qui constituait « l'état final désiré » de la stratégie de l'armée. Il ne s'agit pas de suppositions «conspirationnistes », mais de faits établis. Et il ne s'agit pas d'opérations anecdotiques. L'initiative de recherche Minerva doit bénéficier de 75 millions de dollars sur cinq ans, et a bénéficié pour cette seule année d'une dotation de 17,8 millions de dollars votée par le Congrès américain. Pour mémoire, le budget alloué par le Congrès à la Commission d'enquête sur le 11 septembre a été de 14 millions de dollars... A bon entendeur...*

Devant ce type de menace, il faut rester vigilants, et quoi qu'il advienne, nous défier de la course au pouvoir, fut-ce sous les arguments les plus convain-

*[http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jun/12/pentagon-mass-civil-breakdown?](http://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2014/jun/12/pentagon-mass-civil-breakdown?CMP=twf)
CMP=twf

cants. Surtout souvenons-nous que les intentions de l'UPR, au stade actuel, qui se veulent sincèrement salvatrices, n'en doutons pas, ne sont jamais que le résultat des conséquences du déni de démocratie qui sévit partout en Europe depuis trop longtemps, associé également à la soif américaine de domination du monde. Dans le programme de l'UPR, il n'est nulle part question de rendre au peuple le pouvoir légitime de votation des lois, de contrôle des mandats, de révocation des élus, de l'élaboration et de l'écriture de la Constitution par une assemblée constituante tirée au sort, etc.

Si une lutte doit être engagée coûte que coûte, c'est l'évidence même, et pourquoi pas durant un temps aux côtés de l'UPR, elle doit cibler quatre objectifs amenés à s'étendre, il est vrai, sur plusieurs fronts simultanés : contre l'UE, contre l'euro, contre l'Otan et contre une fausse démocratie dont ne se départirait l'UPR, ni plus ni moins que tout autre parti, l'être humain étant ce qu'il est, une fois parvenu au pouvoir. Indépendamment de la prudence qui s'impose vis-à-vis de tout personnage politique qui cherche - immanquablement sous couvert des meilleures intentions du monde - à obtenir le plus de pouvoir possible afin de prétendre modifier en profondeur l'état financier, social et politique de son pays, et indépendamment du fait que nous ne pouvons plus croire à l'efficacité des élections, je nourris

le sentiment que, au stade actuel, l'UPR représente un parti qui atteint un niveau de crédibilité méritant que l'on s'y attarde. Ne fut-ce qu'à titre de formation historique. Depuis sa création, l'UPR n'a eu de cesse de monter le même cheval de bataille, ce qui est tout de même rare dans un monde politique peu apte à faire taire toute équivoque dans ses proclamations. De plus, l'injuste, l'ignoble censure dont il fait l'objet (même pas de page sur Wikipédia) suffit à elle seule à nous démontrer, s'il le fallait encore, que nous ne sommes plus en démocratie, et que celle-ci est carrément niée par tous les autres partis qui ne trouvent rien à y redire, pas plus que la grande majorité des journalistes des grands médias. C'est très grave.

Voilà un parti de libération nationale - le seul - qui n'a aucune accointance avec le FN ou toute autre mouvance du même acabit, qui s'efforce de nous plonger le nez dans des évidences qui nous sont sciemment occultées par les partis « traditionnels », un parti qui tient à nous faire comprendre comment et pourquoi le projet d'une UE de tous les dangers n'est qu'une vaste entreprise, de longue date, d'asservissement des peuples européens par les États-Unis, un parti qui a le courage de dénoncer sans haine l'action méthodique US, savamment planifiée à long terme. Qui consiste en quoi ? A encercler peu à peu le vieil ennemi communiste, pour ensuite s'impo-

ser en dominant impérialiste, à tout prix. Ce qui veut dire fut-ce au prix de la multiplication de conflits plus sanglants et meurtriers les uns que les autres, sous les prétextes les plus mensongers. Nous en avons déjà eu divers avant-goûts de grande ampleur avec les événements qui ne cessent d'ébranler l'Irak, la Libye, la Syrie, etc.

Dans ce contexte, l'UE est décidément un essaim trop turbulent, un tonneau de poudre qui n'attend qu'une étincelle. Ce qui se trame derrière cette effroyable scène guerrière n'est que la continuité d'un objectif rêvé dès l'indépendance des États-Unis, puis par la majorité des dirigeants américains successifs au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ce qui peut se résumer par la lente vassalisation de l'Europe entière, en déclenchant et attisant sans cesse de multiples guerres, notamment et surtout dans le monde arabo-musulman, ainsi que dans de nombreux autres endroits du monde.

Cette vaste machination qui n'apparaît évidemment pas immédiatement aux yeux des peuples européens, s'exprime, entre autres manœuvres perverses, par le financement de groupes terroristes de toutes natures afin de déstabiliser la planète, mais également dans le but d'appauvrir et de réduire à l'impuissance les populations d'Europe de manière à apparaître comme une puissance incontournable et salvatrice à laquelle

il conviendrait de se soumettre définitivement. Ne soyons donc plus étonné que le Plan Minerva aille évidemment dans ce sens, sous couvert de l'habituel prétexte de la « lutte contre le terrorisme ». Ne soyons pas dupes, il en va de la réduction éhontée de toutes nos libertés et d'une haine viscérale de la démocratie, ni plus ni moins.

N'en déplaise aux « bons pères » de l'Europe, Monnet et Schuman, si cette Europe « de la paix », « de la croissance », « de la démocratie » se révèle une fausse union, c'est qu'il s'agit en réalité d'une vraie colonie américaine, afin d'affirmer une dictature de plus en plus puissante sur l'ensemble du vieux continent (d'où son insistance pour que la Turquie rejoigne les 28 vassaux actuels. Une tactique géopolitique additionnée aux efforts boursiers consentis par les banques pour que nul état membre ne quitte l'Union). Cela, jusqu'à ce que l'Europe soit enfin mûre. Mûre pour comprendre que le « choc des civilisations » *dont les USA sont les instigateurs* doit, à terme, convaincre les états membres considérablement affaiblis dans leurs prérogatives, puisque ayant abandonné toute souveraineté et n'ayant plus aucun pouvoir légitime, qu'il faut entamer un nouveau conflit mondial qui « résoudra » tous les problèmes, non seulement le danger vis-à-vis du communisme, et vis-à-vis de l'« axe du mal », avec toutes les retombées classiques, telles que la relance de la sainte croissance. Le sac ca-

pitaliste étant toujours assez vaste pour contenir les pires mensonges et forfaits. Les deux guerres mondiales passées devraient nous avoir depuis longtemps éclairés à ce sujet. Puisque ce n'est pas le cas, c'est ce à quoi s'attelle notamment l'Union populaire républicaine.

Voilà pourquoi l'UPR est le bienvenu sur la scène politique, puisqu'il peut avoir une incidence non négligeable sur l'avenir de l'Europe, et par conséquent de ce qui restera de la Belgique - disons plutôt la Wallonie, d'ici quelques années. Voilà pourquoi, répétons-le, ce parti mérite toute notre attention, bien plus que les FN, PS, LR et autres EELV. Il ne craint pas de nous expliquer qu'une fois embarqués dans l'incohérence politique, dans un contexte économique, financier dévastateur et de moins en moins gérable - ce qui est voulu - un conflit international peut, finalement, être habilement présenté comme LA solution. Les gouvernements européens à bout de souffle et sentant la menace d'une révolte généralisée seraient capables (ils l'ont déjà fait !) de faire en sorte que soit désigné aux populations un « ennemi » incarnant la responsabilité de leurs malheurs, au besoin en provoquant un attentat bidon préparant le terrain pour la conviction envers l'incontournable fatalité d'un nouveau carnage planétaire. C'est la voie qu'emprunte actuellement l'Union européenne, soumise aux ordres et aux délires despotiques du gouver-

nement américain. Pour amener cette dramatique situation à bonne température, les nations membres de l'Union seront peu à peu et hypocritement mises à genoux (le principe en est déjà bien entamé avec la Grèce). Ainsi, cette « Europe de la paix » fera trinquer massivement les états membres. Lorsqu'on apprend que ce rêve malsain couvait dès la guerre d'indépendance américaine de 1775 on ne s'étonne plus de rien et l'on comprend bien des choses.

C'est vers ce gouffre que notre bon sens et notre raison n'ont cessé d'être poussés depuis des siècles. De la part d'un pays qui parvient à trouver et à investir annuellement, sans difficultés ni remords, 892 milliards de dollars pour la défense de son territoire, on peut - ON DOIT - s'attendre à tout, notamment à ce qu'il alloue encore beaucoup d'autres millions destinés à faciliter ses plus ou moins discrètes ingérences dans la plupart des affaires européennes, qui ne devraient en toute logique concerner que l'Europe, mais qui l'arrangent formidablement bien dans la recherche de prétextes à son interminable guerre contre « le terrorisme ». Une guerre qui est parvenue à corrompre, à confondre les gouvernants européens qui ne voient même pas (ou qui y trouvent leur bonheur momentané !) combien ils ne sont que des laquais sommés d'obéir à tout et n'importe quoi.

S'il ne fallait encore qu'un dernier exemple, songeons aux effets catastrophiques, pour les pays européens, du Tafta... C'est encore cela que tente de faire comprendre l'UPR, qui tente d'ouvrir les yeux et éveiller les consciences de millions de pseudo citoyens français et européens, bottés aux fesses pour leur manque d'enthousiasme à l'égard d'une UE esclavagiste, guerrière, dictatoriale, pourvoyeuse de misère, de mensonges et de désespoir. L'Europe, c'est la peau d'un fruit terriblement amer que nous devons avaler, de gré ou de force. C'est une hydre qui ne tient plus compte de la volonté des peuples qui seront sacrifiés à sa folie.

Ce n'est pas autrement qu'après avoir scandaleusement outrepassé le NON des français au Traité constitutionnel (qui n'est pas une constitution, faut-il le souligner), l'Europe n'a cessé de perdre ses étoiles au Guide de la Démocratie. En désignant des boucs émissaires, en mettant à l'avant-plan des médias l'un ou l'autre parti d'extrême droite, en faisant des amalgames aussi grossiers que manipulateurs, en imposant toujours plus d'austérité et d'« économies », les pro-atlantistes mettent en place l'échiquier sur lequel des exterminations de masse auront lieu si nous n'y prenons garde. Le passé devrait nous avoir appris au moins quelques leçons de prudence. Sous le slogan « L'Europe c'est la paix », il faut bel et bien entendre *c'est la peau* des électeurs-moutons. Nous le

voyons chaque jour un peu plus que cette Europe c'est surtout la guerre industrielle, pourvoyeuse de sommes colossales et de massacres abominables - qui ne font qu'envenimer les choses et enclencher le cycle infernal de la vengeance - au bénéfice de dangereux psychopathes auxquels des millions de benêts délèguent leur pouvoir, sans jamais chercher la cause initiale de tous les effets qui se succèdent de conflits en conflits. Et il ne faut nullement être stupidement amalgamé de l'infecte expression fourre-tout « extrême droite » ou « catastrophiste » pour s'en rendre compte. L'UPR ne prône pas du tout le repli de la France sur elle-même, mais tient à sa légitime souveraineté, à son indépendance. Cette nuance n'est évidemment jamais soulignée par les détracteurs de tous poils. Asselineau ne fait jamais que des constats, que dresser le portrait d'une vaste et terrible machination, que de jouer en quelque sorte le rôle de miroir d'une société qui, entre autres défauts majeurs, refuse de s'y mirer, devient de plus en plus paranoïaque et incapable de faire la différence entre l'extrême droite et ceux qui s'évertuent à la dénoncer. Un comble. Et comme d'habitude, des centaines de milliers de gens voteront, PS ou FN aux prochaines élections présidentielles, c'est couru. C'est presque normal puisque ces partis ne cessent de faire « la une », d'être visibles, accueillis sur les plateaux de télévision, partout en France. Et comme d'habitude,

le FN se prendra un bouillon, et le pouvoir sera remis entre les mains d'élus présélectionnés, dont soixante pour cent au moins de la population n'en veulent aucun et l'« expriment » par leurs votes blancs. Se passionnant pour le programme de « gauche » du PS ou, pire, celui du FN à la xénophobie ravageuse, une partie de la population la plus vulnérable, la moins bien informée, la plus ébranlée dans ses instincts par des médias manipulateurs, demeure convaincue par les propos outranciers, provocateurs et inexacts censés leur ouvrir la voie vers la souveraineté, vers le « nettoyage » ethnique, etc., qu'il faut absolument voter, en pantoufles et surtout comme d'habitude, à savoir sans réfléchir, sans rien remettre en question. Plus on activera médiatiquement les propos du Front national (ce qui se passe, de manière évidente et calculée) plus son image « salvatrice » s'ancrera dans les esprits les plus aisément formatables : *Marine Le Pen doit avoir raison, puisque on ne cesse de la voir, de l'entendre sur les ondes et sur les écrans... Le PS doit avoir raison, puisque, etc.* Le taux d'audience de Marine Le Pen, son invitation chez Obama, et le fait qu'elle puisse effectivement mettre le doigt sur certaines vérités (d'autant plus dérangeantes qu'elles sont affirmées par des acteurs politiques que l'on n'apprécie guère. Mais pourquoi ne pas reconnaître, sinon par hypocrisie, par calcul, qu'une idée émanant d'un parti, fut-il du FN, est systématiquement fausse,

imbuvable ? Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'on soit d'extrême droite ni que l'on souscrit au programme de ce parti ! Souvenons-nous que dans la Grèce antique les indésirables subissaient l'ostracisme. Voilà une autre qualité de la démocratie dont les meilleurs principes ne recueillent aujourd'hui que de la méfiance, de la peur, du mépris ou des sourires crispés. Toujours est-il que dans notre actuel système, les idées les plus immondes, les convictions les plus infantiles, les plus suicidaires, emportent l'adhésion des esprits les moins dévoués aux intérêts et demandes de la collectivité. Quoi d'étonnant, au sein d'un régime représentatif truffé de guignolos et une population qui se contente de gober ce que les téléviseurs ou quotidiens lui offrent en pâture ? En attendant, bien peu comprennent, ou veulent admettre en toute bonne foi, que nous sommes sous domination américaine, et ce depuis bien avant la conclusion du dernier conflit mondial ? Qui a conscience et se soucie du fait que nos élus n'ont quasiment plus de pouvoir au niveau national, au sein de cette « merveilleuse Europe » ? Cette Europe qui *n'est pas notre* Europe ! Alors, voter ? Gardons-nous des belles tentations. Toute médaille a son revers et l'UPR a la sienne. Y adhérer oui, en tant que sympathisant. Quant à voter, cela ne ferait que conforter le système électoral dans ce qu'il a de plus pernicieux, de pire et ne peut, à terme, qu'entraîner le

cycle infernal à poursuivre sa course. A tout problème, même au sein de notre civilisation sur le déclin, maintes solutions existent. On peut se gausser du tirage au sort, mais c'est d'autant plus inconséquent que toutes les oppositions à celui-ci ont trouvé - martelons-le - une parade pleine de bon sens, de faisabilité. Toutes, y compris la plupart des objections émises par François Asselineau. Hors de la mêlée, il importe de conserver notre sang-froid, de prendre le temps d'étudier les projets, les solutions les plus lucides, les plus honnêtes, puis les comparer sans verser dans l'émotionnel ou la panique, sans passion ni partis-pris. Cela exige du temps, de la volonté, de la patience. Cela implique que nous réapprenions tous, dès le plus jeune âge, à nous occuper de politique, que nous nous soucions réellement, non plus de ricaner, d'insulter ou vitupérer mais de porter au meilleur niveau d'intelligence, de bonne foi et de bon sens toutes nos divergences pour en filtrer ce qui leur est commun : la cause des causes, pour le bien des générations à venir.

Toute tentative de carriérisme, toute recherche du pouvoir ou de lucre devraient être systématiquement dénoncés, traqués, sanctionnés et bannis. Ce dont nous avons besoin c'est d'une idée-force qui nous mettrait tous d'accord, un accord global au moins sur l'absolue nécessité d'écrire nous-même notre Constitution et d'instaurer le tirage au sort. Ce ne sont ni la

haine, ni l'agressivité, ni les violences verbales, ni le fondamentalisme politique qui nous font défaut - la coupe en est pleine ! Par contre nous sommes misérablement pauvres d'implication adulte, mûrement et sereinement réfléchi. Beaucoup trop de gens en meurent. Le changement que TOUS nous appelons de nos vœux n'aura lieu qu'à partir de notre implication, soutenue autour d'un désir d'honnêteté, de loyauté, d'intérêt commun. Une flamme vigilante et impartiale à la lumière de laquelle nous pourrions analyser nos problèmes sur seule base des faits non enlaidit, non enjolivés, ni exagérés ou amoindris.

A quoi riment des élections dont les trois-quarts de la population se détourne ? Et aussi, quelle valeur encore accorder aux résultats ? D'année en année, les sondages ne cessent de montrer le mécontentement, voire le refus des français et des belges (entre autres) réunis de force sous la coupe de cette Europe de tous les dangers. L'abstention aux élections en est le signe le plus marquant, qui révèle le désintérêt croissant pour toute forme de politique européenne, étant donné que l'Europe ne se préoccupe plus de l'avis des populations et outrepassé tout ce envers quoi elles pourraient s'insurger. La conséquence en est l'apparition de trop rares mouvements qui revendiquent le retrait de la France de l'Union européenne, de l'euro et de l'Otan, tel que l'UPR le proclame en figurant l'unique parti politique à oser aborder le sujet, et le

seul à se positionner en lanceur d'alerte digne d'intérêt parmi la meute politicarde :

Pour autant, la bataille contre l'oligarchie, l'injustice et la destruction du vivant n'est pas encore gagnée. L'imaginaire collectif reste largement colonisé par l'idéologie de la croissance et de la consommation. Bien qu'ils soient plus nombreux chaque jour, le cadre dans lequel les projets alternatifs évoluent ne leur est pas favorable. D'une part ces initiatives courent le risque d'être banalisées et récupérées par un capitalisme qui peut très bien s'accommoder de quelques entreprises autogérées, de jardins partagés et de circuits courts. D'autre part, elles sont dépendantes du bon vouloir des pouvoirs publics phagocytés par des intérêts privés et qui peuvent décider de freiner l'expansion de ce mouvement (par le jeu des subventions, des aides sociales, des réglementations et de la répression). Les puissants d'aujourd'hui ne se laisseront pas dépouiller de leurs privilèges sans livrer bataille. Tout l'enjeu réside dans le rapport de force que les utopistes sauront créer pour démocratiser les institutions actuelles - ou s'en affranchir en créant leurs propres institutions, pour les plus radicaux d'entre-eux. Comme le disait Cornélius Castoriadis, lors d'une conférence à Porto Alegre en 1991 : « Il ne pourra y avoir d'issue que si les hommes et les femmes partout se réveillent et décident de prendre leur sort entre leurs mains, et c'est cela même qu'est

*le projet d'autonomie. Rien ne garantit qu'ils le feront. Mais rien ne garantit non plus qu'ils ne le feront pas et nous ne pouvons rien faire d'autre que de travailler pour qu'ils se réveillent, qu'ils se réveillent de l'apathie, et qu'ils se réveillent de l'abrutissement des super-marchés et de la télévision. »**

* *Emmanuel Daniel, Le tour de France des alternatives, Seuil, p. 130 et 131*

Quand le pillage devient un moyen d'existence pour un groupe d'hommes qui vit au sein de la société, ce groupe finit par créer, pour lui-même, tout un système juridique qui autorise le pillage et un code moral qui le glorifie.

Frédéric Bastiat, économiste politique

4

Perte de crédibilité, déficit d'honnêteté, panne d'imagination, absence ou peu de projets,... Il faut reconnaître et accepter le fait que les partis politiques - et donc la plupart de nos mandatés, quelle que soit leur obédience ou niveau de pouvoir, ne sont plus du tout en phase avec les attentes de leurs membres, ni du public, en général désabusé. On peut traduire cela par une grave perte du sens du peuple. Dès lors, à quoi bon s'investir en politique lorsque l'électeur sait pertinemment que sa voix ne sera ni entendue ni relayée ? Qu'en dehors des périodes électorales le contribuable n'a aucun pouvoir de changer quoi que ce soit dans les décisions post-scrutin prises sans aucune consultation populaire, sans accès à un référendum ? A quoi bon se tourner vers des institutions qui ne sont plus démocratiques puisqu'elles ne

défendent pas les requêtes les plus légitimes de la population ? L'accélération, pour ne pas dire l'emballlement des propositions de lois, la montée en fièvre du niveau de surveillance et les démonstrations répressives du pouvoir, la désinformation, la manipulation des informations est le résultat d'une monstrueuse machinerie qui prend la forme d'une dictature peu apparente mais cependant bien présente. Dans le brouet médiatique de la surinformation, l'électeur a de quoi être complètement déboussolé, catapulté sur de fausses pistes, incité à la surenchère la plus gratuite. Mais qu'il se rassure, dans une Europe ultralibérale qui prône la compétition, la privatisation à tour de bras, les délocalisations, le mépris d'autrui et des acquis sociaux, l'heure sonne juste à la montre des riches.

Branchés sur la galaxie internautique, de plus en plus de connectés pensent avoir tout compris, s'imaginent tout maîtriser de la situation politique, nationale ou mondiale alors qu'ils sont surtout guidés par leurs propres préjugés, convictions ou tendances partisans. A qui pouvons-nous encore faire confiance aujourd'hui ? Quels sont les médias encore indépendants ? Ils doivent se compter sur les doigts d'une main. Pourtant, ils sont des millions, chaque jour, à se laisser décerveler devant le journal télévisé ou en feuilletant les quotidiens et revues de presse. Le lendemain ils vivent comme si de rien n'était.

De la société-spectacle, de l'exaltation du sensationnalisme, en passant par les préoccupations futiles jusqu'aux distractions infantiles et autres tombereaux de faits divers dénués du moindre intérêt dont se gavent des nuées d'amateurs de fonds de poubelles, ils passent alternativement de l'ironie facile, du règlement de compte sarcastique au crêpage de chignon et à l'insulte meurtrière. Ce type de divertissements ou d' « informations » étant censés correspondre aux attentes du public. La dépendance au tout consommable a ainsi abouti au *rien* populaire. Désormais, dans une société où l'on a tout osé par manque d'*humanité*, par défaut d'imagination constructive, sur quoi pouvons-nous nous appuyer, nous faire une opinion qui ne soit pas faussée, puisque tout a été déconstruit, depuis la morale jusqu'à la vergogne en passant par l'honnêteté, la retenue, la discrétion, le respect par le tout-à-l'égout consumériste ?

Pourtant, ce ne sont pas les initiatives intelligentes qui manquent. Mais il faut admettre qu'elles manquent encore de poids pour se rallier les centaines de relais fiables qui pourraient se trouver parmi les centaines de milliers de pressés, de stressés, d'obnubilés par le temps, par l'argent, par le flot grouillant des chômeurs, des réfugiés, de laissés-pour-comptes, d'égoïstes je-m'en-foutistes,... Nombreux sont celles et ceux qui se plaisent à voir des gourous,

des fascistes, des comploteurs ou des imposteurs partout. Que ce soit en matière de politique, de philosophie ou autre, nos convictions sont essentiellement fonction de nos valeurs, de notre éducation, de notre formation, mais également de l'influence du temps, soit celui que les médias ont sur nous, nourrissant nos craintes, ébranlant nos expériences, minant nos espoirs, fondés ou non, le tout alourdit de nos rancunes, jalousies et frustrations, mais encore de notre volonté à progresser dans un sens que nous aimons à supposer juste, propre à concerner la société entière. Nous pouvons constater, surtout dans le domaine politique, que critiquer pour détruire, pour tenter de gommer virtuellement telle ou telle personnalité de l'espace public, et qui au demeurant présente une attitude digne, une pensée évolutive capable de se remettre en question, bref qui ne justifie aucunement une haine à ciel ouvert, est misérablement mesquin. Ceci n'est normal que chez les faussaires, puisque la calomnie et l'irrévérence figurent parmi leurs armes préférées.

En tout et pour tout nous abondons dans le sentiment de détenir la vérité, nous croyons tous avoir raison, nous avons toutes et tous des raisons d'adhérer ou non à tel ou tel programme ou projet politique. Mais le désaccord doit-il nécessairement conduire à ces attitudes grotesques, des pitreries, des joutes verbales arrogantes, truffées de mauvaise foi, de violence, de

rage, de grossièretés qui se généralisent, deviennent une norme dont les médias nous offrent volontiers le pathétique spectacle ? Les colonnes des journaux, des magazines ou des sites dissidents, « indépendants » ou autoproclamés tels en font également un généreux usage qui ne fait que troubler le raisonnement, brouiller les tentatives de réflexions constructives, noyer dans le mépris, la rancune, l'injure, la mauvaise volonté ou le parti pris l'engagement de personnes au demeurant respectables, qui ne se croient pas obligées, ni devant une caméra ou une page blanche, ni en public ou devant un micro de se conduire de manière dégradante, puérole.

Poursuivant leur tâche d'éducation populaire, les personnes qui se sont peu à peu démarquées, qui sont parvenues à éveiller la conscience d'une part grandissante de certaines populations qui savent encore écouter, s'informer et réfléchir, ne cherchent pas à s'imposer comme des lumignons de vérité, ni à incarner, en tant que « gourous », une juste et salvatrice voie à suivre. Parmi les gens les plus raisonnables qui, manifestement, ne sont guère légion - et qui se démarquent clairement de la pensée unique, du cancanage médiatique décervelant, volontiers mensonger, partisan - leur attitude, leurs travaux les rendent automatiquement suspects, alors qu'il n'y a chez ces derniers pas plus de complotistes que d'imposteurs : il n'y a que des penseurs au service

de la quête de solutions politiques viables, qui *intiment toujours à leur public de penser, de s'instruire et de mieux s'informer de façon choisie, autonome...* Autrement dit, d'effectuer sa propre quête, ses propres efforts en restant le plus attentif, le plus critique et observateur possible et en se défiant des réflexes de masse, du sensationnalisme, des médias et des élus.

De toute manière, qui que l'on soit et quoi que l'on fasse, nous n'emportons jamais dans notre sillage l'unanimité, puisque petites ou grandes nous commettons tous des erreurs qui ne sont pas pour autant de volontaires falsifications de la vérité. Qui n'a pas la sienne, d'ailleurs ? Mais quelle importance, si l'erreur est vectrice de progression, de changement ? Un dicton prétend que seuls les imbéciles ne changent pas d'avis. Ceux-ci sont immédiatement reconnaissables parmi les corbeaux imbus de leurs convictions (qui ne valent que par leur talent à les faire passer pour plus sensées, plus convaincantes), se plaisent à saisir la première occasion pour souiller peu ou prou l'image de personnes telles que Pierre Rabhi, Étienne Chouard ou encore François Asselineau tout en laissant entendre qu'il vaudrait mieux les prendre pour de doux rêveurs. La provocation, la critique vulgaire, rampante, voire la grossièreté est toujours facile, et les arguments pour y parvenir établissent d'eux-mêmes la vacuité spirituelle

des adeptes de l'injure et du persiflage. Les innombrables amateurs du genre, qui sévissent sur les sites Internet, trouvent, de la pire, de la plus exécration des manières, à légitimer sous-entendus, moqueries ou accusations face à des tentatives de mise en place de projets réellement destinés au bien collectif, dans le plus grand respect des classes sociales, des cultures, des tendances politiques.

Que nous nous prenions, à tort ou à raison, pour des experts (quoi que nul ne puisse prétendre l'être à cent pour cent), et affirmions avoir tout compris de la chose philosophique, politico-historique, sociologique, que nous soyons candidat, représenté à l'Assemblée ou non, ou que nous soyons simple quidam anonyme ne peut nous empêcher de nous faire une opinion sur tel ou tel citoyen qui sort de la mêlée pour nous éclairer l'esprit, sans malveillance, sans intention de faire passer son discours pour autre chose qu'un appel au bon sens, au réveil de notre conscience.

En tout mouvement politique, il y a très probablement une once de vérité qui se niche. A nous d'avoir le courage, l'honnêteté et la patience d'apprendre à les déceler, à les collecter sans jeter l'anathème sur quiconque semble commettre des erreurs, sur quiconque s'approche de l'« ennemi ». Le pire n'étant jamais que de croire que l'on détient la vérité suprême... celle qui n'a d'existence que dans les

déviances, les emportement aveugles, sans scrupules, sans vergogne. Dans ce qui nous intéresse, il s'agit seulement de donner à la minorité agissante, *celle qui fait l'Histoire*, face à la majorité qui subit et suit, les moyens de penser comment vivre ensemble, en paix, sainement, en se défendant d'user de l'aversion, de la détestation, de l'invective vis-à-vis de tout qui ne partage pas un projet humaniste dans nos normes personnelles. Nulle part - ou si peu, on ne voit poindre au sein de la classe dirigeante l'aube d'une probité, d'une bonne foi susceptible de réunir, de rassembler, plutôt que diviser. Ce n'est pourtant pas faute de citoyens capables de faire pencher la balance des riches du côté des pauvres par le biais de modes de vie totalement à l'opposé de ce qui se fait un peu partout dans le monde. C'est donc que le plateau du pouvoir est toujours plus pesant, dans la balance « démocratique ». Il est manifeste que l'on n'y tient pas à cette démocratie. C'est donc que ses objectifs sont viscéralement englués sur des questions de pouvoir, de réélections, de privilèges, de carrières.

Depuis le temps que l'on nous dit et répète que cette civilisation du profit et de la technologie se saborde consciencieusement, même si nous nous en moquons, elle va néanmoins sur sa fin. C'est le sprint final, désespéré de la décadence, qui annonce le terme des vaines agitations et de nouveaux bouleversements. Au-delà s'amorcera l'ère post-pétrochimique qui nous

touchera tous, sans exception. Il faut s'y préparer intelligemment. Nos enfants en tout premier lieu, auront à réapprendre les anciennes valeurs tournées en dérision par leurs « adultes » prédécesseurs. En attendant, aucun parti ne semble se soucier de nous conduire vers de nouveaux principes de vie qui permettraient de faire face aux innombrables problèmes qui surgiront à l'occasion du tarissement des puits pétroliers. Une civilisation meurt, une autre naît. Inutile de hurler à la catastrophe. Pas question pour autant de sombrer dans le désespoir :

*Il faut savoir être un citoyen, c'est-à-dire faire de la politique. Certes en faire c'est courir le risque de se tromper, mais ne pas en faire c'est être sûr de se tromper. **

Comme bien souvent, c'est au cœur du mouvement associatif que les plus inventifs, les plus raisonnables d'entre-nous constituent le terreau d'où émerge déjà un foisonnement d'idées, de solutions à beaucoup de nos problèmes sociaux, politiques, économiques, environnementaux actuels, mais dont ne se soucient guère - ou que craignent - nos élus qui aiment à conserver toute initiative, le prestige des réformes salutaires et la possibilité de renvoyer l'ascenseur à

* *Albert Jacquard, Petite philosophie à l'usage des non-philosophes, Poche, p. 89*

ceux qui font en sorte de les maintenir au commande du pays. Depuis le développement des réseaux informatifs et communicationnels, de plus en plus d'internautes prennent part, chaque jour et durant des heures, aux interminables joutes verbales, aux règlements de compte que suscite tel ou tel événement qui fait la une des médias, cela jusqu'à la nausée. De l'insulte à la rage, en passant par la haine, une proportion croissante de commentateurs use de l'invective ou de l'ironie comme d'une preuve tangible de l'objectivité de leur approche personnelle d'une situation, d'un phénomène donné. Ce qui ne manque pas d'alimenter aussitôt de nouvelles marées de commentaires roulant leurs vagues en circuit aussi fermé que vicieux et d'où toutes lentes et mûres réflexions sont bannies.

La désinformation, ou l'absence d'information (sachant ce que l'on sait sur l'objectivité et l'honnêteté des médias de masse aujourd'hui, peut-on encore considérer que ceux qui n'ont que la télévision comme « repère » *s'informent* ?) voire la surinformation entraîne la perte des repères, du bon sens et de la bonne foi. Mais dans ce grouillement on perçoit également le signe d'une grande vitalité de gens qui s'intéressent, ne fut-ce que de loin, à ce que la politique est, n'est pas ou pourrait devenir par le biais de procédures de transition économique, sociale et environnementale, basées notamment sur une indis-

pensable révision de la Constitution. On peut ainsi remarquer que depuis quelques années déjà ont lieu des actions novatrices dans de nombreux domaines, qui nous permettent de découvrir, ou redécouvrir, des pratiques agroalimentaires biologiques que nous avons délibérément gommées du paysage alimentaire, par goût de la production massive, de l'industrialisation, de la facilité et de la frénésie du profit. Notre courte mémoire nous fait ainsi prendre pour de nouvelles et bonnes résolutions ce qui était en usage il y a déjà plus d'un siècle, sans problème, tout naturellement.

Pendant ce temps, les discours des élus et de leurs partis sont en contradiction avec ce que de plus en plus d'électeurs souhaitent depuis des lustres : gérer de manière autonome leur destin. Mais nos piètres représentants préfèrent nous abreuver de terrorisme, de guerres « pacificatrices » ou « épuratives », de ventes d'armes, de frasques financières, comme si le primordial concernait avant tout l'aspect spectaculaire de la stupidité politique, du délire militaire ou financier. Aveuglé par un notoire complexe de supériorité, l'homme politique élu se prend pour le centre du monde. Tandis que l'électeur de base, toujours prêt à recommencer et subir les effets de ses erreurs précédentes ne s'offusque pas de revoir les mêmes mafieux avoir le culot de se présenter encore et encore aux élections, de revoir les mêmes truands

ambitionner le pouvoir alors que la justice a mis en évidence leurs malhonnêtes manigances. Les humains aiment-ils à se point souffrir ? L'esclave apprécie-t-il à ce point son maître ? Changer le fusil d'épaule, voire carrément le briser contre les colonnes du temple dédié à l'argent ferait perdre trop d'avantages à ceux qui tiennent entre leurs mains les fortunes du monde. Mais, manifestement, on voudrait nous faire croire que l'on ne fait de bonne politique qu'avec d'ambitieux corrompus assoiffés de gloire et de prestige, seuls dépositaires des clés du pouvoir total sur des millions d'individus. A ce propos, en parlant de loups, parions que cet autocrate, cet arriviste de Valls, ce héraut de la restriction et de la répression ajoutée, brigade d'ores et déjà, le coup est classique, le trône présidentiel. C'est cousu de fil blanc sur la traîne d'hermine du monarque Hollande, copie conforme de son prédécesseur.

Si aucun bouleversement citoyen notoire ne met sur le grill le système politique délité actuel, aussitôt que l'inquiétant Valls aura coiffé sa couronne, le peuple français devra se préparer à nourrir de nouveaux remords, comme à chaque fois qu'il délègue sa souveraineté. Sous sa fêrule, menton bloqué sur la jugulaire, maître Valls pourra en toute quiétude vociférer ses lois, décider qui devra s'aplatir, qui devra être sanctionné, qui aura l'honneur de faire partie de ses courtisans, ou être radié des vivants. Le

pseudo-citoyen n'aura plus qu'à courber l'échine devant le sceptre autorisant tous les abus, bourdes, sacrifices obligés, répressions en tous genres, dont le peuple ne se lasse pas. Pour preuve : il remet à chaque fois le couvert pour une nouvelle partie de grincements de dents. Puisqu'il paraît que *la vigilance est le prix de la liberté**, dans ce cas, nous devons être diantrement assoupis car, au vu du mécontentement généralisé, nous devrions en toute logique être à deux doigts d'un soulèvement populaire. Or, rien ne semble devoir se déclencher, malgré les scandales de corruption, malgré les attentats, l'escalade du chômage, comme si nous étions anesthésiés, entravés par la gabegie qu'entretiennent les gouvernants pour mieux nous engluer dans la conviction que les prochaines élections feront basculer la donne à notre avantage. De la sorte mène-t-on l'électeur docile par le bout du mirage électoral. En somme, ne devrions-nous pas continuer à prêter une oreille naïve aux rodomontades de nos indébouillonnables élus, comme si, de surcroît, nous devrions encore et toujours croire au père Noël, autrement dit à tel nouveau premier ministre, tel nouveau président qui parviendrait à remettre à l'heure la pendule démocratique qui mettrait tout le monde d'accord ? Plus que jamais nous devons apprendre à nous défier

* *Mineurs de Tower Colliery*

des rhéteurs, quels qu'ils soient. L'art de bien parler ne doit pas empêcher de développer l'art de bien penser. Désormais, avec ou sans le fétiche Valls dont s'enticheront inévitablement les opportunistes, nous savons que faire partie de la zone euro équivaut à faire totale allégeance à son système mafieux ouvertement arbitraire et impérialiste. Toute contestation du peuple y est formellement indésirable. Et, bien entendu, plus question de référendum :

Le référendum est donc le maudit de l'euro. Quoi d'étonnant : l'oligarchie européenne supporte très mal que les peuples donnent leur avis sur les questions de souveraineté. C'est ainsi qu'on fit revoter deux fois les Irlandais, en 2001 (traité de Nice) et en 2008 et en 2009 (traité de Lisbonne), et qu'en France en 2008, on convoqua en congrès le Parlement français pour que les représentants du peuple approuvent (traité de Lisbonne) ce que le même peuple avait nettement refusé en 2005, lors du vote sur le traité constitutionnel européen, dans une position assez similaire à celle de Alexis Tsipras aujourd'hui, qui avait aussi voulu vérifier par un vote qu'il avait bien l'assentiment de ces concitoyens. En 2011, le Premier ministre social-démocrate grec George Papandreou, fut débarqué par un quasi coup d'État fomenté par la BCE, Berlin et Paris qui obtinrent des députés grecs la nomination d'un homme lige, ex-vice président de la BCE, Loukas

*Papademos. Résumons l'incroyable glissement institutionnel : Dans les années 2005, lorsqu'un peuple disait « non » par référendum, on le faisait soit revoter, ou on le faisait représenter par des élus censément plus « responsables ». En 2011, à l'annonce d'un référendum, on débarque le gouvernement du pays. En 2015, à l'annonce d'un référendum, on exclut le pays tout entier ! Quelle sera la prochaine étape ? La dictature déclarée et appliquée !**

Et nous y voilà. Dans cette Europe du mensonge, de la trahison, dès le début de sa création il n'a jamais été question de démocratie. Cela devrait se savoir et être évident pour tout le monde. Si les populations s'endorment sur ce constat, tant pis pour elles, la voie de la dictature franche leur est grande ouverte. En effet, la manœuvre fut prestement appliquée : si le peuple ne voulait pas d'un Traité, on n'avait qu'à le lui imposer. Le mépris intégral s'en est chargé ! D'ailleurs on se demande comment les populations ont pu accepter sans broncher d'être flouées à ce point. On s'est révolté pour moins que ça. Nos nouveaux dictateurs jouent avec le feu, car si d'une manière ou d'une autre la Grèce parvient un jour à s'échapper du club ultralibéral, d'autres états membres auront certainement envie de l'imiter.

* *Hervé Nathan, Marianne, 29 juin 2015*

Pour maints observateurs, l'heure de la débandade devrait bientôt sonner, alors que ces messieurs les experts spéculateurs s'imaginent que cette abomination durera encore longtemps. Sachant ce qu'il en est, quitter de plein gré ou non cette Europe n'équivaudrait-il pas une forme de libération ? User, pour ce faire, d'une révolution n'est peut-être pas nécessaire, mais on ne sait jamais. Toutes les précédentes révolutions, avec leurs cortèges d'injustices, d'excès et d'atrocités n'ont réussi qu'à nous mener d'échec en échec jusqu'à aujourd'hui, emportant des millions de gens en quête d'une introuvable démocratie, faute d'y être sérieusement préparés. Aucun de ces soulèvements populaires n'a eu pour objet premier d'obtenir le droit souverain de revoir les termes de la Constitution par le peuple, et c'est le défaut majeur de tous les soulèvements. Bien sûr, des modifications constitutionnelles sont apportées, de temps à autres, toujours sans l'avis des électeurs et la plupart du temps dans l'intérêt des tenants du pouvoir, qui ne concèdent jamais que des miettes, histoire que la « populace » reste calme. Ne nous leurrions pas, les oligarques savent très bien que les clés de la souveraineté populaire ne se trouvent nulle part ailleurs que dans la Constitution. C'est justement la raison pour laquelle ils se l'accaparent jalousement. A ce sujet, comparons un instant les Constitutions Suisse et Française pour nous rendre compte de leurs

énormes différences et des conséquences que celles-ci engendrent :

France : Art. 3 - *La population ne peut pas intervenir directement de son propre chef dans la gestion du pays. Elle ne peut s'exprimer que par l'intermédiaire de ses représentants via leurs élections.*

Suisse : Art.2 - *La souveraineté réside dans le peuple, qui l'exerce directement ou par voie d'élection. Tous les pouvoirs politiques et toutes les fonctions publiques ne sont qu'une délégation de sa suprême autorité.*

France : Art. 11 - *Mais il peut arriver que l'avis de la population soit demandé. Un référendum (texte de loi proposé amenant comme réponse de la population : « pour » ou « contre ») est alors organisé à l'initiative soit du Président de la République, soit d'au moins 20% du Parlement soutenu par au moins 10% des électeurs inscrits sur les listes électorales.*

Suisse : Art. 136 - *La population peut intervenir directement de son propre chef dans la gestion du pays via référendum. Elle peut s'exprimer par l'intermédiaire de ses représentants via leurs élections.*

Art. 138 et 139 Référendum d'initiative populaire : *La population peut déclencher un référendum pour modifier la Constitution. Pour ce faire, une pétition devra récolter au moins 100.000 signatures en l'espace de 18 mois.*

Art. 140 Référendum obligatoire : *Pour toute modification de la Constitution, ou toute adhésion aux organismes internationaux à l'initiative des représentants, une double majorité de la population et des cantons doit être réunie.*

Art. 141 Référendum facultatif : *Via pétition, les citoyens suisses, à condition de réunir 50.000 signatures dans les 100 jours suivant l'adoption d'une loi, peuvent déclencher un référendum pour la faire rejeter.*
(Source : Bruce Bourguignon)

Cet exemple est suffisamment édifiant, non ? A titre de comparaison, le référendum n'a été utilisé en France que 9 fois depuis 1958, tandis que sur la même période les Suisses se sont exprimés près de... 400 fois ! Mais que font les électeurs ? Où en est l'état d'éveil de leur conscience ? A zéro pour la majorité d'entre-eux. Pour quelques dizaines de milliers d'autres, leur lucidité est suffisamment alerte pour comprendre beaucoup de choses et surtout pour être capable de s'engager dans un constat éclairant. Pour la grande masse des autres, on peut se référer, sans y trouver la moindre exagération, à une brève réflexion (1936) du visionnaire Aldous Huxley, qui conserve une brûlante actualité. Ce qui fit des faiblesses humaines une leçon - une de plus, à méditer, et qui a dû très certainement inspirer certains spécimens de bipèdes parmi les plus nocifs pour leurs contempo-

rains : Pour étouffer par avance toute révolte, il ne faut pas s'y prendre de manière violente. Il suffit de créer un conditionnement collectif si puissant que l'idée même de révolte ne viendra même plus à l'esprit des hommes. L'idéal serait de formater les individus dès la naissance en limitant leurs aptitudes biologiques innées. Ensuite on poursuivrait le conditionnement en réduisant de manière drastique l'éducation, pour la ramener à une forme d'insertion professionnelle. Un individu inculte n'a qu'un horizon de pensée limité, et plus sa pensée est bornée à des préoccupations médiocres, moins il peut se révolter.

Il faut faire en sorte que l'accès au savoir devienne de plus en plus difficile et élitiste, que le fossé se creuse entre le peuple et la science, que l'information destinée au grand public soit soit anesthésiée de tout contenu à caractère subversif. Surtout pas de philosophie. Là encore il faut user de persuasion et non de violence directe : on diffusera massivement, via la télévision, des informations et des divertissements flattant toujours l'émotionnel ou l'instinctif. On occupera les esprits avec ce qui est futile et ludique. Il est bon, dans un bavardage et une musique incessante, d'empêcher l'esprit de penser.

On mettra la sexualité au premier rang des intérêts humains. Comme tranquillisant social, il n'y a rien de mieux. En général, on fera en sorte de bannir le sérieux

de l'existence, de tourner en dérision tout ce qui a une valeur élevée, d'entretenir une constante apologie de la légèreté, de sorte que l'euphorie de la publicité devienne le standard du bonheur humain et le modèle de la liberté.

Voilà le portrait tout craché du type de société à laquelle aspirent des millions de gens lorsqu'ils imaginent que l'Occident est un Eldorado et ne rêvent que d'y migrer. Et que l'on opte pour une monarchie ou une république, ce piège fonctionne tout aussi bien... *La République garantit le pouvoir par la corruption. Celui qui détiendrait l'argent aurait donc tous les pouvoirs, si les nations adoptaient la République.* (Nicolas Machiavel)

*L'obsolescence programmée ne devrait
concerner qu'un seul domaine des activités
humaines : le carriérisme politique, premier
ingrédient de pollution massive de toute
fausse démocratie*

J-M.L.

5

Marianne est devenue manchote, depuis que la gouvernance ne lui a plus laissé qu'une fausse gauche au pouvoir. Le cauchemar orwellien est à nos portes ? Non, il est déjà dans nos murs, dans nos vies ! Il est clair qu'après l'emprisonnement ou l'exil des lanceurs d'alertes, après la justice privée pour les grands industriels, après le brevetage du vivant, la privatisation des banques, après de multiples décisions politiques infondées, la vidéo et cyber surveillance, après la manipulation des médias par l'industrie agrochimique (entre autres), l'obstination au maintien du nucléaire civil et militaire, la participation à des conflits meurtriers et la réduction au jour le jour de la liberté d'expression, le pouvoir est entré en guerre contre ce qui reste d'une liberté de vivre, d'être

et bientôt de penser (n'oubliez pas « Minerva »!). Ce n'est pas autrement qu'une oligarchie finit toujours pas devenir une dictature. Merci les élections ! Soixante millions de français sont menés à l'abattoir par le minuscule pour cent qu'elle élit. La France a désormais des ennemis français. Les élus qui se prennent à rêver à un pays neuf, propre, ressemblant trait pour trait à ce qui se fait « de mieux » aux states, tels les Le Pen, Sarkozy, Valls, Dupont-Aignan, Mélanchon et tous ceux qui gravitent et officient dans leur ombre, profitent du sillage des coalitions, des attentats, des conflits armés illégaux, tous devraient savoir pourtant comment finissent tôt ou tard les dictatures. Et dire que tout cela a débuté, il y a déjà bien longtemps, bien avant que l'on nous vante les charmes de l'*idéal européen*. Mais sans une radicale révision du TCE impliquant d'office un référendum (qui serait automatiquement refusé !) il ne peut y avoir d'idéal européen, contrairement à l'opinion de Anne Rosencher* à l'occasion de son véhément appel à « Sauver la Grèce, c'est sauver l'Europe ! ». Sauver quelle Europe, d'abord ? Celle qui a fait preuve, jusqu'ici, avec ses quelques centaines d'élus et non élus, de ses plus déplorables intentions ? Celle qui entraîne ses pays membres économiquement à assumer des dettes impossible à rembourser, tout en prô-

* voir le site *Marianne*

nant une austérité allant dans le sens d'un véritable outrage aux besoins sociaux les plus élémentaires ? Et le cas de la Grèce, soyons-en sûr, n'est que la petite partie émergée de ce qui pend au nez de tout État réticent, carrément réfractaire aux quotas financiers de cette Europe. Ce n'est ni l'argent « introuvable » - ou plutôt volé à la Grèce qu'il faut sauver, ni les privilèges des mandatés bien décidés à museler tous les membres de cette Union ratée, comme le sont les mariages forcés où ne sévit que la loi de l'intérêt pour l'argent et la domination.

Il n'y a pas à « changer » d'Europe, il y a à réveiller le peuple, lui faire comprendre que sa souveraineté peut redevenir une réalité, qu'il existe toujours un autre système politique, une voie parfaitement praticable, sans doute avec l'une ou l'autre variante adaptée à notre époque et au contexte européen actuel, qui est celle de la démocratie « à la Grèce antique ». Or, cet esprit de liberté et d'égalité qui fonde la vraie démocratie, nos « élites » n'en veulent pas. *Sauver la Grèce*, comme il en était question en juillet 2015, reviendrait à les conforter dans leur rôle infâme, à légitimer toutes leurs décisions alors qu'ils sont dans la fraude, le mensonge, la corruption et la trahison depuis le début de cette Europe créée de toutes pièces à leur seul usage et dans leur seul intérêt.

Il est puéril de vouloir sauver ou changer l'Europe en conservant les mêmes machinistes aux commandes et imposer une refonte complète, cette fois par les peuples, du Traité. Cela contribuerait à les maintenir plus que jamais aux galères. Que la sortie de l'Union commence avec la Grèce, l'Italie ou le Portugal peu importe. Le premier qui fera le pas entraînera à sa suite d'autres candidats au retour à la souveraineté économique, sociale, politique. Par simple effet domino. Il est clair que cela se fera avec des difficultés, on s'en doute, avec peut-être des réticences de la part des européistes qui verraient ainsi fondre leur beau rêve d'hégémonie. D'où leur panique, d'où leurs exhortations à une « solidarité » des autres membres qui ne ferait qu'enrayer encore plus le principe ingérable qu'est cette Europe-panier de crabes qui n'a rien à voir avec l'espoir que nourrissaient les enthousiastes adeptes de la création de l'Europe. Une Europe discrètement poussée dans le dos par le gouvernement US. Et si nous persistons à le nier, revisitons de toute urgence l'Histoire... des États-Unis, notamment.

Ce qui se voit comme le nez au milieu du visage, dans cette Europe américanisée - à laquelle on voudrait nous faire faire la respiration artificielle - c'est qu'il y a une certaine Belgique où, simple et banal exemple parmi tant d'autres, la corruption, et l'addiction au pouvoir par des élus qui ne cessent de l'être alors que

tout le monde s'en plaint depuis des années, comme partout ailleurs où n'existe pas la démocratie...

Le ministre des télécommunications Alexander De Croo (Open Vld) a annoncé sa volonté de supprimer le tarif social dont bénéficient 18.300 abonnés belges pour réduire leur facture de GSM. Il s'agit principalement de chômeurs, d'allocataires émargeant au CPAS, de personnes handicapées ou encore d'isolés précaires de plus de 65 ans. De Croo avait dans un premier temps manifesté son intention de moderniser le système. Mais ce mardi, il a affirmé en Commission de la Chambre qu'il n'y aurait désormais « plus de place pour un tarif social ». Il s'agit d'une victoire, pour des opérateurs comme Mobistar et Base qui contestaient ce mécanisme de financement. « Les tarifs de téléphonie mobile sont déjà bas et le simulateur de tarifs meilleur tarif.be renseigne parfois des tarifs inférieurs aux tarifs sociaux », a conclu le ministre. (source : Sud Presse, 25 juin 2015) Magnifique « victoire », en effet, pour l'élite belge qui récupérera de la sorte quelques billets grands formats. Pas de pitié pour les démunis. Du moment qu'ils se soumettent à l'obligation de voter, c'est l'essentiel. Et donc, l'État belge aurait de moins en moins d'argent pour rendre la vie des précarisés la plus confortable possible. Quelques semaines plus tard, suite à la tuerie perpétrée en Tunisie, on nous annonce que le sieur Reynders débloque soudain 40 millions d'euros destinés à la lutte contre le terroris-

me... Et bien non, décidément, *je ne suis pas Europe*. Pas plus que *belgicain*. On aura compris que j'aspire à la sortie de la Belgique de l'Union européenne, autant que l'UPR le clame, à l'unisson d'une grande partie des pays membres de l'Union. Cet événement entraînerait inmanquablement des conséquences, d'abord parce que d'autres pays ne tarderaient pas à imiter le premier à prendre la tangente. Ce pourrait être la Suède, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Tchéquie, la Pologne, la Grèce, le Portugal,... Ensuite cela occasionnerait de gros problèmes pour le reliquat d'UE qui accuserait de la sorte un sérieux manque à gagner, du fait de la perte de recettes budgétaires qu'octroie obligatoirement chaque nation à l'Union. Il devient alors évident que plus le nombre de pays se décidant à quitter cette Europe serait important, plus les membres restant dans l'Union auraient à assumer une augmentation de leurs contributions respectives. On voit d'ici le problème, même si, pour réduire son déficit, l'UE se décidait à réduire de manière drastique ses dépenses et donc une partie de son personnel. Par exemple, la France quittant la zone euro, et la Belgique préférant continuer à s'y enliser, parallèlement toujours en butte au farouche désir d'indépendance d'une Flandre déterminée, voilà une option qui ne serait guère viable pour la Wallonie. La très grande probabilité de la non pérennité de cette UE qui finira, à moyen ou plus ou moins long terme,

par se dissoudre, entraînera une grave problématique pour la partie francophone de Belgique. Ne parlons plus, dans ce cas, de la Flandre qui, obsédée par son indépendance, ne manquera pas de sauter sur l'occasion pour en finir avec la Belgique. Bon débarras et sans regrets ! La « nation » belge, amputée de quelque cinq millions de ses ressortissants aura alors à mettre sur la table le projet de rattachement à la France. Un projet qui n'a rien de neuf puisque les options et modalités de rattachement à la France ont été étudiées depuis longtemps. Certains élus y sont favorables mais n'osent l'avouer publiquement, de peur de perdre leurs prérogatives et leur ascendant sur leur électorat ! C'est tout dire de leur courage et de leur faculté d'anticipation de l'avenir...

Confrontés au désir d'abandonner ce qui resterait du radeau Belgique, les francophones auraient tout intérêt à renouer avec leur vaste pays voisin, dont ils firent jadis partie intégrante et qu'ils n'ont quitté que sous l'emprise de spéculations extraterritoriales dont le peuple entier fut écarté, comme toujours. Que l'on adhère ou non à l'échéance probable d'une réunion de la Belgique à la France, il sera de toute manière impossible à une Wallonie réduite à un mouchoir de poche de figurer un « État » crédible et viable dans l'état de sérieux délabrement social et économique qui est le sien, et qui ne pourra alors que s'accroître. Il ne faut pas perdre de vue que dans le cas du rattachement-

ment, les provinces wallonnes bénéficieraient d'un statut particulier similaire à celui de l'Alsace, par exemple. Il est donc inutile de paniquer à l'idée de rejoindre une nation dont nous partageons depuis des siècles l'histoire, la culture, la langue,... A ce propos, en janvier 2011 je m'épanchai quelque peu sur ce thème, avec le texte *Et si notre jour de gloire était français ?* que j'estime opportun de restituer ici dans son intégralité et quelque peu revu au goût du jour :

La Belgique a beau ne pas être très vieille, il apparaît qu'elle risque fort de ne jamais connaître le bel âge de la maturité. C'est qu'au fil de son histoire, son destin était déjà tout tracé, dès l'instant même où elle décidait courageusement d'une révolution pour échapper à la dépendance face à l'envahisseur. Ce fut sans doute aussi l'un des rares moments où elle fut, plus ou moins dans son ensemble, unie et prête à se construire un avenir placé sous les fragiles ailes d'une liberté durement gagnée. Mais c'était sans compter les tractations diplomatiques et la dure confrontation des intérêts particuliers des gouvernants de l'époque, qui ne se préoccupèrent aucunement de faire de ce pays un exemple de démocratie. C'est dire que la révolution fut habilement récupérée, comme à chaque fois qu'un peuple s'imagine qu'il suffit de descendre dans la rue pour tout fracasser et laisser sur le carreau des sacrifiés qui ne connaîtrons jamais rien du résultat de l'entreprise. Depuis, les générations de conflits à répétition

entre gens du nord et du sud n'ont eu de cesse de faire se craqueler le beau vernis sous lequel une certaine Brabançonne tente, vaille que vaille, de conserver haut les cœurs des patriotes prêts à défendre et à honorer « leur patrie ». L'eau a ainsi coulé sous les ponts jusqu'à ce que la Belgique finisse par être cisailée en deux par une symbolique frontière traduisant l'incompatibilité notoire de deux peuples réunis en un mariage forcé.

La compromission, la mollesse sidérante de nos élus, le carrousel des sempiternelles mêmes têtes hissées aux niveaux décisionnels, l'infect népotisme, la corruption scandaleuse de maintes personnalités placées aux plus hauts postes par une population naïve, dupée ou conformiste dans ses choix et aspirations ont conduit le pays à ne plus être que le champ d'action de spéculateurs, d'industriels, de promoteurs immobiliers, de magouilles politiques ou militaires. Pour quel résultat ? Une représentation prétentieuse d'un pays géré par une majorité néerlandophone revancharde. Un pays qui ne signifie plus grand-chose sur le plan des potentiels, qui se trouve dilapidé, morcelé, vendu aux plus offrants, et qui ne cesse de basculer vers l'inéluctable, croulant sous le poids d'une volonté séparatiste qui le décrédibilise vis-à-vis de l'étranger. Son adhésion à l'Union européenne - sans avoir sollicité l'opinion de la population, belle preuve d'anti-démocratie ! - l'entraîne dans le marécage de la mondi-

alisation, du libre échange, de la libre circulation des capitaux et par conséquent de la privatisation débridée, de la compétitivité esclavagiste, de l'austérité et de la pauvreté. Tout comme en France. Est-ce vraiment une Belgique semblable, ce « pays de Cocagne » (pour le blanchiment d'argent et la fraude fiscale, sans doute...) qu'il nous faut aimer et défendre ? Le moment n'est-il pas venu, pour les francophones de Wallonie de refuser la pacotille, pour devenir enfin demandeurs de quelque chose plutôt que de se faire passer pour passifs, « profiteurs » ou indifférents ? Pour devenir demandeurs de bon sens, de vérité, de justice, par exemple ? Parmi la gente politique, nombreux sont celles et ceux qui ont accepté de réfléchir, de mettre une sourdine à leurs préjugés, de cesser de se bercer d'illusions pour en venir à admettre que la Wallonie n'a pas d'avenir tangible dans un tel contexte. Reste sans doute, pour concrétiser un nouveau projet d'avenir - qui se doit d'être commun et unificateur - à rassembler toutes les volontés, à ne pas s'attarder sur les sanglots de certains passéistes qui, inévitablement, gémiront sur leur ex-mère chérie. Qu'on se le dise, il s'agit moins d'identité que de faire table rase d'une comédie, d'une pseudo unité qui a fait long feu et ne mènera de toute manière à rien de fructueux si les francophones persistent à se cantonner dans l'apathie et à se retrancher frileusement derrière un drapeau qui ressemble de plus en plus à un linceul, croyant de la sorte s'assurer une postérité à tou-

te épreuve et « comme il se doit ». Le pugilat linguistique qui sévit en Belgique depuis le point final mis à l'écriture de sa fausse Constitution n'aura de cesse que lorsque les francophones se ressaisiront pour entamer pacifiquement, mais de manière déterminée, leur insurrection, soit pour établir une vraie démocratie, soit pour obtenir leur rattachement à la France.

Ces dernières années, écoulées sous le sceau de la mal, voire de la non gouvernance (il y eut un pathétique précédent), ne nous ont laissé aucun bon souvenir. L'entité francophone belge connaît, pour un si petit pays, une somme invraisemblable de problèmes à tous les niveaux. Il semble qu'au lieu de s'acharner sur un patient moribond - les chiffres éloquents sont là pour le prouver à ceux toujours prompts à nier l'évidence, il faille plutôt se préoccuper de procurer, une fois pour toutes, un vrai avenir à la Wallonie, qui ne compte ni sur les délocalisations, ni sur les louches marchandages effectués par certains des onéreux membres de la famille royale, à laquelle on n'en demande pas tant et dont on se passera aisément. Je songe particulièrement au roi Philippe, à l'époque où celui-ci n'avait pas encore succédé à son père, et qui se mêlait déjà de passer des contrats avec un pays tel que la Chine, rien de moins.

La Chine, voilà bien un pays où la démocratie est foncièrement honnie, condamnée, féroce ment traquée, un pays dans lequel l'auteur de ces lignes obtiendrait

dans les plus brefs délais le privilège d'une pension à vie dans un camp de reformatage politique, un pays hyper pollué dans lequel l'humain n'est rien, où l'on y sacrifie des millions de gens pour la construction d'un barrage, un pays qui infeste la planète de sa camelote, une zone du monde ultra autoritaire, fanatique, militarisée, au sein duquel la liberté d'expression est impitoyablement réprimée et qui applique la peine de mort, pratiquée tellement allègrement qu'elle ressemble à une exécution sommaire, un pays où sévissent les camps et la torture,...

Tous ces faits sont connus du monde entier et suscitent la réprobation de nombreux gouvernements occidentaux. Alors, que l'on soit monarque ou simple contribuable, si l'on ferme pudiquement, diplomatiquement (autrement dit hypocritement) les yeux sur ce sinistre tableau et que l'on ne songe, « au nom des belges » (!) mais bel et bien dans leurs dos, qu'à des manœuvres prétendument économiques dans l'intérêt des deux parties, j'estime que cela revient à s'afficher ignoblement complice, ouvertement consentant à l'égard d'un pays qui pratique avec le sourire l'injustice, les sévices moraux et corporels, le mépris des gens, bref toute la panoplie du totalitarisme. A l'égard de ce genre d'individu qui prétend représenter la nation, je n'éprouve qu'un respect mitigé, glacial, pour tout dire protocolaire et donc une clémence diplomatique, tout en

ne lui accordant aucune circonstance atténuante. Plutôt mourir que d'accepter d'être le « sujet » de ce genre de personnage. D'ailleurs la Belgique ne m'intéresse plus du tout depuis longtemps. Je n'aurai aucun remords d'avouer que jamais je ne me suis « senti » belge. Je considère que mes ancêtres furent parmi les Francs. Par conséquent j'estime normal d'accorder toute mon attention à la France. Fut-elle imparfaite et critiquable, je ne m'en sentirais pas moins proche et plus solidaire que jamais.

Ceci étant dit, pour entamer la transition vers l'autonomie, ou à tout le moins un changement de cap revitalisant, il importe de purger la Wallonie de certains édiles devenus par trop indésirables, tant maints d'entre-eux ont prouvé à suffisance qu'ils n'ont réussi, coûte que coûte, qu'à assurer leur propre pouvoir, leurs privilèges, un électorat dévoué et aussi, par conséquent, le maintien d'un mirage démocratique auquel se laissent encore et toujours prendre quantité d'électeurs de bonne foi. Or, l'autosatisfaction et le pouvoir pour lui-même n'engendrent rien de durable, ni de constructif ni d'honnête. Ces pratiques anticonstitutionnelles sont pourtant coutumières de nos maîtres. Si le contraire se révélait patent, la santé politique de la Belgique, tout comme celle de la France, serait tout autre. Notre brève histoire a mis en lumière que la Belgique a toujours été un malade qui s'ignore.

Il est aujourd'hui vain de persister à se laisser leurrer avec le « réchauffé » que nous proposent nos coûteux parlementaires. Derrière la pathologie qu'a développé le pays depuis son origine, se trouvent sciemment occultés des éléments que le citoyen commun ne soupçonne pas. Depuis des lustres nous devrions être français, et ce serait effectivement le cas si certains faits politiques n'étaient survenus pour contrer l'un ou l'autre projet politique en faveur du rattachement.

La France n'a pas toujours eu la configuration que l'on connaît, pas plus que la Belgique, qui fut française durant un temps et était destinée à le rester. Ceux qui font l'Histoire à l'écart du peuple en ont décidé autrement. Ce qui n'empêche pas que notre passé d'avant 1830 faisait des wallons de vrais français dans l'âme, tandis que couvaient en Flandre les germes d'un nationalisme aujourd'hui exacerbé. La Belgique n'est plus un pays uni depuis les prémices de ses problèmes linguistiques. Mais il en est d'autres qui activent la fibre indépendantiste de la Flandre, et d'ailleurs, comment l'en blâmer totalement ? N'évoquons que la politique d'immigration, la subvention des cultes (alors que nous sommes sensés être un pays laïque !), un taux de chômage alarmant qui sévit dans toute l'Europe, surtout en Wallonie, une intégration des immigrés ratée, une douteuse répression du grand banditisme et du terrorisme, une justice partielle, une pauvreté crois-

sante, un démantèlement de l'armée, des absences et des chutes de gouvernements à répétition, des compromis douteux en faveur de certains dogmes, une ombre noire et jaune qui rampe derrière chaque administration, des « affaires » scandaleuses, dont les coupables sont à peine inquiétés, la déliquescence de notre patrimoine, véritablement colonisé par la Flandre, une économie et un état des routes lamentables, et la liste est loin d'être close. Pour une si « belle et brave Belgique » c'est beaucoup. C'est trop.

C'est assez pour en faire une galère vermoulue qui ne sait où donner de la rame. Ce que nous vivons n'est rien d'autre qu'une mauvaise union, un mariage forcé et donc raté qui périlite, mais dont les partenaires s'obstinent à nier l'évidence, à coups de belgicisme populaire du côté francophone, à coups de brimades, de réformes et d'exigences sans cesse accrues du côté flamand. Face à cette comédie, le sursaut wallon n'a de chance de se réaliser que si les francophones cessent d'adorer leurs idoles que sont PS, CDH, Ecolo, PRL. Il est évident que la nature profonde des partis « traditionnels » n'est plus ce qu'elle a été. Ils marinent dans une mélasse d'incompétence, de trahisons, de dénis de démocratie qui donne surtout envie de vomir la politique en général. Et le taux d'abstention en fait foi. Nous constatons à longueur d'année et de tracasseries politicardes, des flots de mensonges, une pléthore de

scandales, une lourde inaptitude, un prosélytisme douteux qui font que beaucoup de prétentions politiques ne rencontrent absolument pas les attentes du peuple qui vote cependant obstinément, de manière incompréhensible, pour des partis dont la responsabilité dans la situation du pays est immense. Ce peuple n'a toujours pas compris que ses « représentants » ne font que SE représenter EUX et leurs commanditaires.

Il est pourtant clair que, tant que ces partis seront au pouvoir ou ne daigneront changer leur fusil d'épaule, tant que les électeurs n'exigeront pas une forme de politique plus saine et plus démocratique promouvant une réelle égalité et liberté (la Wallonie n'est-elle pas, par essence, le lieu où la langue française doit pouvoir s'épanouir librement, au contraire de ce qui en est, au Nord, sitôt que l'on franchit la « frontière linguistique » de Bruxelles ?) tant que sur le plan de leurs convictions les électeurs persisteront à ne rien changer dans leurs habitudes électorales, à ne rien remettre en question, à ne pas mieux s'informer, aucun d'eux ne peut se plaindre de quoi que ce soit. Car le problème, pour le répéter, n'est pas que d'argent, de langue ou de culture, il est aussi d'intérêts particuliers et de déni de démocratie.

Voilà donc un palmarès qui a de quoi creuser encore plus profondément le fossé qui nous sépare de la Flandre, avec laquelle notre culture latine n'a que peu,

voire pas du tout, de points communs, il est bon de le rappeler. Une Wallonie indépendante, comme certains l'envisagent, qui serait réduite à une peau de chagrin (ce qu'elle est déjà de toute manière) s'effondrerait rapidement. Elle n'a pas d'avenir sous le « label » belge qui ne fait que semer derrière lui les graines du ridicule, de la rancœur, de l'insécurité. L'unité parmi les francophones doit prendre corps au sein du mouvement associatif et s'intensifier au sud autant qu'elle le fait au nord. Les « wallons » ont l'urgente et vaste tâche d'œuvrer à leur avenir, non pour prétendre à une autonomie économique intenable mais pour se tourner vers d'autres horizons, revoir leur copie de fond en comble. Autrement dit ils doivent se tourner vers un pays proche qui partage une langue similaire, une identique culture et une même histoire, tel que cela est avec la France. Cette perspective engendre évidemment chez certains le sarcasme, le mépris, la colère ou l'insulte. Et pourtant, l'Histoire a largement de quoi mettre une sourdine aux débordements du cerveau reptilien. Encore faut-il avoir le courage de se pencher sur le passé pour reconnaître de bonne foi où le présent nous mène...

La crainte du changement doit certainement être pour beaucoup dans l'affolement, dans le rejet du projet de réunion à la France. Peur de « perdre » la Wallonie ? Grottesque, puisqu'elle demeurerait toujours la Wallonie

même en cas d'union à un autre pays ! Peur de perdre des repères ? Il faut un temps de probation pour tout. D'ailleurs, il faut retenir que la France, en matière « identitaire », culturelle, reconnaît pour siens les particularismes de l'ensemble de ses régions comme de ses citoyens. On ne peut faire fi de la légitime appréhension de vivre une situation qui pourrait se révéler pire que ce qui est vécu aujourd'hui en Wallonie. Cela serait des plus improbables au sein d'un pays puissant disposant de moyens autrement plus crédibles que ceux de la Wallonie actuelle. Il y a encore la peur de ne savoir que faire de nos pauvres ou de certains immigrés que la Flandre risquerait de refouler ?

A la différence de la Belgique, la France est attentive à développer une politique migratoire plus énergique. Mais, encore une fois, le but n'est pas de rêver béatement à des accords territoriaux, législatifs, économiques ou sociaux paradisiaques. Une fois français, les wallons seraient toujours chez eux, mais simplement entourés de limites territoriales nouvelles, avec des méthodes, des principes que le temps leur permettrait d'assimiler. L'aspect purement pratique de la séparation, s'il peut légitimement inquiéter une frange de la population, de deux maux il faut choisir le moindre. Il est évident que ce genre d'accommodement ne pourrait se concevoir sans difficultés ni grincements de dents. Il faudra du courage et de la bonne volonté de

la part de chaque citoyen wallon. Ceci dit, français dans l'âme nous l'avons toujours été, de par un passé qui nous a intégrés à la France à diverses reprises. Dans le fond, nous sommes des français qui se sont quelque peu oubliés, ou que l'on a conditionnés à une belgitude factice. On ne manquera pas de nous dire que le « Guignol's show » français n'a rien à envier au nôtre. C'est exact, ils se valent bien ! L'Hexagone n'a rien d'idyllique sur certains plans, c'est la vérité, mais guère plus qu'en Belgique. Cependant il offre malgré tout des perspectives que ne pourrait de toute manière pas développer une Wallonie exsangue, laissée pour compte par une Flandre voguant vers la création de son nouveau empire, format dé à coudre.

Rien qu'au niveau de la superficie, la France est un pays vaut dix-sept fois la surface de notre minuscule territoire. C'est dire qu'il offre tout de même des opportunités d'emplois autrement supérieures et diversifiées qu'au sein d'une nation minime qui frise à présent son demi-million de chômeurs. Il est même quantité de métiers qui existent en France qui ne sauraient avoir cours en terre wallonne. Avec qui aurions-nous le plus de chances de revivre « chez nous », en terre française, latine ? En France, évidemment, car une fois française, la Wallonie serait encore et toujours wallonne. D'autre part, se retrouver sous la gouvernance d'un président, serait-il un sort

moins enviable que sous celui d'une monarchie à l'utilité discutable, doublée d'une légion de ministres (en double exemplaire !), de députés, de sénateurs lesquels s'adjoignent les services d'une incroyable clique de fonctionnaires à l'effcience tout aussi suspecte et dont l'agitation est inversement proportionnelle aux résultats engrangés ? L'ensemble constituant un gouffre extrêmement coûteux pour les caisses régulièrement trouées de l'État. Là encore les organismes qui prônent le rattachement mettent à notre disposition un riche potentiel de solutions, aussi réalistes que dignes, pour chaque problème qui serait inévitablement soulevé dans le cadre du rattachement. Il faut se faire une raison : une mauvaise union ne fait jamais la force. Croire en une espèce de « Bruxowallonie », c'est vouloir se complaire à trois ou quatre millions juché sur un îlot dont les flancs seraient battus par vents et marées. Le panel politique qui caractérise notre pays cumule trop de défauts, manque trop d'envergure, de vision à long terme. La consultation citoyenne lui fait peur, et pour cause, il tient à ses dispendieuses prérogatives. Il a tort de croire (ou de faire semblant d'y croire) que son assujettissement à la Flandre garantira sa survie. Cette Flandre hautaine, intransigeante, au fronton de laquelle luit son objectif déclaré : parvenir tôt ou tard à l'indépendance. Ce projet est entamé depuis des décennies et est par essence incompatible avec l'esprit d'une nation qui aime à se prétendre, à se vouloir, unie.

Ce n'est plus un secret, la Flandre se considère d'ores et déjà comme une nation, elle le clame haut et fort à qui veut l'entendre, souvenons-nous-en ! Un adage bien connu ne prétend-il pas, avec une justesse certaine, que « qui se ressemble s'assemble » ? Vrai, il est des incompatibilités invivables qu'il vaut mieux fuir. Si nous devons avoir une quelconque fierté, ce ne serait certainement pas d'être belge ou français, ni même wallon, mais avoir celle d'appartenir à un État capable de reconnaître pour sien un avenir et une culture partagés sur des bases historiques par tous ses ressortissants.

Cette Belgique a manifestement fait son temps. Plutôt que de hurler à la trahison, pensons au contraire que c'est faire honneur à ceux et à celles qui naguère se sont engagés politiquement pour une Wallonie crédible - un reliquat d'ancienne France - à laquelle nous devons désormais offrir autre chose que son marasme actuel. Tout a été fait pour nous amener à comprendre que l'union belge est l'une de ses erreurs de la politique dès lors que le peuple n'est pas consulté. Oui, la Belgique offre l'image d'une union contre nature. Ce n'est pas l'actualité qui nous contredira, même si le pouvoir en place fait tout ce qui lui convient pour institutionnaliser la mauvaise foi et dorer un blason auquel seuls les passésistes et autres attardés croient encore. Les sceptiques doivent encore être instruit de ce qu'il est avéré que

la France ne refuserait pas un rattachement de la Wallonie. Pour mémoire, rappelons qu'en 2009, la réunion à la France a été plébiscitée à 74,4 %. (Jules Gheude, Le Soir, 28/01/10). Dans cette perspective qui s'avère autrement plus stimulante que l'horizon belge bouché par son marasme et l'entêtement de la caste politique, unir les volontés et les voix demeure l'objectif majeur pour changer d'avenir, avec de nouvelles femmes et hommes d'action, avec d'autres projets et ambitions. Fort des exemples quotidiens que nous livre la presse belge à propos de la détermination indépendantiste flamande, que nous le voulions ou non, notre sort est d'ores et déjà engagé sur de nouveaux rails.

Rejoindre une « nation sœur » peut rediriger la Wallonie vers une nouvelle histoire constructive. Nous n'aurions aucune difficulté à nous joindre à la France, dans laquelle nous pouvons aisément nous reconnaître en tant que francophones débarrassés du joug flamand. Cette noble ambition ne sera pas freinée par les critiques grossières, les attaques haineuses nées de l'incompréhension, de l'ignorance ou de la peur. Cette vision des choses, débarrassée de toute passion parasite, s'adresse à toute personne de bonne volonté qui souhaite que sonne l'heure, afin que les temps à venir nous fassent connaître le sentiment de nous retrouver tous grandis, grâce à un projet novateur éminemment

honorable et citoyen. Pour conclure : dès l'activation de la séparation linguistique en Belgique, la Flandre entamait, lentement mais sûrement, le processus séparatiste qui prend fermement corps aujourd'hui. Personne ne l'avait vu venir, nul n'y aurait cru. Et pourtant le sort semble bel et bien en être jeté, de la Belgique. Lors, quel serait l'avenir d'une Wallonie livrée à elle-même ? Les réponses ne se trouvent que dans le courage qu'aura l'ensemble de la communauté francophone à regarder la réalité en face et à détourner ses yeux de certaines idoles politiques. A la question : la Belgique est-elle soluble dans une grande communauté jumelle, la réponse est oui. Pour s'en convaincre il importe de s'intéresser aux travaux du Gewif, de l'Alliance Wallonie-France, du RWF et daigner, en leur compagnie, tourner quelques pages d'Histoire.

Sur le même sujet, quelques lectures conseillées : *Histoire de la Wallonie* Léopold Genicot, éditions Toulouse Privat, 1973 / *Belgique requiem, suite et fin ?* René Swennen, éditions Complexe, 1999 / *L'incurable mal belge sous le scalpel de François Perin*, Jules Gheude, éditions Mols, 2007 / *Quand les wallons se réveilleront*, Jules Gheude, éditions Mols, 2009 / *Le choix de la France* Paul-Henry Gendebien, éditions Luc Pire, Bruxelles, 2001 / *Les cahiers du GEWIF* - www.gewif.net / *Le divorce belge* Lucien Outers, éditions Institut Jules Destrée, 1965 / *La Wal-*

lonie dans le monde français Joseph Boly, éditions Institut Jules Destrée, 1971 / *Le différend wallon-flamand* Charles-François Becquet, tomes I et II, éditions Institut Jules Destrée, 1972-1977 / *Histoire d'une nation introuvable* François Perin, éditions Paul Legrain, 1988 / *Les flamands, un peuple en mouvement, une nation en devenir* Manu Ruys, éditions Lanoo/vander, 1973 / *Quel avenir pour les Wallons et les Bruxellois ?* Paul-Henry Gendebien, Cortext, Jean-Marc Dubray éditeur, 2008.

Non, décidément, cette Europe n'apporte ni prospérité, ni sécurité, ni paix, ni égalité, ni justice. En Belgique non plus, les électeurs n'ont été consultés à propos de l'adhésion à l'UE. Pour un minuscule État endetté, en butte au chômage croissant, aux problèmes linguistiques, qui prône, en bêlant comme le lui intime l'Union européenne, une « nécessaire » austérité, voilà qui est tout aussi choquant que le mépris des européens au « non » français. Pour violer ainsi impunément les Constitutions, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, il doit y avoir des « bas de laine » secrets venant bien à propos. Il est vrai qu'avec ce genre de fourberie, il est aisé de se faire réélire, de faire passer la pilule au peuple, maintenu dans la crainte, et qui est censé estimer tout à fait légitime que les élus dénichent soudain de colossales sommes d'argent à gaspiller pour des causes qui n'ont rien à voir avec le bien col-

lectif et dont de nombreux gouvernants et chefs d'états détiennent l'entière responsabilité. Mais qu'ils font payer au peuple. En détournant l'attention de la population, en lui disant *vous avez peur, c'est compréhensible, eh bien, voyez comme nous sommes soucieux de votre avenir, nous trouvons instantanément des dizaines de millions pour vous protéger...* nos élus trouvent tous les prétextes pour nous « protéger », nantis de budgets qui, mystérieusement, demeureraient jusque là introuvables pour des causes plus urgentes. Ce n'est jamais qu'intentionnel, puisque sans peuple, pas de dominés, pas d'argent à détourner, pas de carriérisme ni de népotisme politique, pas de système esclavagiste, rien de tout ce qui fait les beaux jours de nos « protecteurs ».

En fait de protection, c'est l'intégrité nationale et le pouvoir des élus qui sont d'abord visés. Et puis, de toute manière, le peuple ne peut comprendre et il fera ce qu'on lui dira de faire. Il n'aura qu'à subir, comme à l'accoutumée... Ce n'est pas autrement que l'on procède, en oligarchie. La campagne électorale française de décembre 2015 ayant été torpillée par le gouvernement (dont ont pu scandaleusement profiter les PS et FN, notamment) suite aux attentats de Paris, c'est en 2017, que nos maîtres sonneront à nouveau l'énième rassemblement bêlant de leurs administrés. Ils réchaufferont leurs discours censés faire accepter au troupeau les nouveaux sacrifices qu'il devra con-

sentir. C'est à ce moment-là que la population devrait se souvenir qu'elle ne doit mettre quiconque au pouvoir, aucun parti prétendument salvateur. Car le pouvoir, quel qu'il soit, d'où qu'il provienne, *n'est jamais* favorable au peuple, tant que la domination de celui-ci est inscrite dans sa Constitution. Bien avant ces élections, il faut réapprendre à se parler en ateliers constituants, afin de ne plus se laisser gruger par les péremptaires palabres de prétendus experts autoritaires. En parallèle, il faut déclarer ouverte la résistance, instaurer des boycotts de consommation, des grèves surprises, des occupations de lieux, etc. jusqu'à ce que le système se bloque. On l'a vu dernièrement, alors que l'on croyait la Grèce en bonne voie de choisir la sortie de la zone euro, elle s'est laissée enfoncer la tête sous l'eau par les banquiers et leurs satellites politiques euro-fanatiques. Une fois de plus, l'élection a fait la preuve de son inutilité.

Les élections sont le traquenard séculaire dans lequel choient les peuples parce qu'ils sont appâtés par des mensonges, des promesses intenable. La Grèce ne se relèvera pas de sitôt, de cette mascarade parce qu'elle a oublié que *la vraie démocratie n'est pas négociable*, pas plus qu'une fausse dette créée de toutes pièces par des banques qui instituent leur propre pouvoir avec l'appui de leurs seuls vrais représentants : les élus, poussés comme des pions, à l'avant-plan de tou-

tes les incohérences, de tous les inepties et drames politiques, par les grands industriels. D'autres pays subiront un sort identique à la Grèce si leurs électeurs respectifs décident d'être seulement des électeurs. Tant pis pour eux s'ils ne veulent pas comprendre que la liberté et l'égalité n'offrent d'intérêt que pour ceux qui peuvent en interdire la jouissance aux autres. Ces autres qui vont jusqu'à programmer des guerres mondiales pour ne pas avoir à affronter le mécontentement des peuples, ni subir le contrecoup de leurs erreurs, excès et inaptitudes sans jamais avoir le courage de l'avouer ni d'avoir la meilleure idée de leur vie : quitter la scène politique.

*Le vrai sage est celui qui
apprend de tout le monde.*

Proverbe persan

6

Tolmère, Castoriadis, Testart, Saintomer, Chouard, Jouary et maints autres, sont des chercheurs qui se sont très sérieusement attelés à nous instruire, à nous faire réfléchir sur notre condition de pseudo-citoyens. De nombreux sites français proposent des réflexions indispensables à qui désire comprendre l'origine de notre perte démocratique (en la matière, la partie francophone de la Belgique n'est guère dynamique, disons même qu'elle somnole, satisfaite d'elle-même semble-t-il...), et les moyens d'y remédier. La réflexion d'Arby résume et conforte mon état d'esprit, ainsi que ce qui, dans l'urgence, devrait nous motiver tous :

La démocratie en France, nous sommes maintenant nombreux à savoir que ça n'existe pas, et que ça n'a jamais existé. Le seul exemple qu'il nous reste de l'His-

toire, c'est Athènes, dont le fonctionnement sera largement repris comme modèle au cours du livre. Certains, par fatalisme, se disent qu'une réelle démocratie, à l'inverse du système de gouvernement représentatif aux allures démocratiques, n'est que pure utopie. Toutefois, à travers cet essai, l'auteur va tenter de prouver à ces sceptiques l'aisance avec laquelle nous pourrions mettre en place, dès à présent, un système réellement démocratique, la politique est au cœur de tous les problèmes.

On ne peut rien changer sans changer la politique. On ne peut changer la politique sans changer ses règles du jeu. Il ne pourra y avoir un réel renouvellement de la politique si l'on ne remet pas en question l'ordre établi par les jeux politiques. Il faut en arriver à une rénovation radicale de la politique et redonner ses lettres de noblesse à une démocratie qui a singulièrement besoin de redorer son blason. André Tolmère semble avoir étudié la théorie révolutionnaire, puisque selon lui, c'est l'aspect politique qui prévaut sur l'aspect social. Son point de vue est net, il faut avant tout retirer le pouvoir des mains des politiques qui sont totalement corrompus ou fous, et complètement névrosés par la qualité de leurs privilèges sur leurs concitoyens. L'auteur défend un point de vue très proche du principe anarchiste, qui veut que tout pouvoir corrompt et que toute autorité qui s'impose est nécessai-

rement illégitime. Selon lui, il est donc primordial d'arrêter de concentrer le pouvoir dans les mains d'une petite caste, et il est urgent que les citoyens s'organisent pour reprendre leur place dans la vie politique du pays. Le pouvoir crée une inégalité entre celui qui le détient et celui qui n'en est pas pourvu. Il donne à l'un la possibilité de dominer l'autre qui ne peut que subir. Ceci, quelle que soit sa nature : pouvoir de l'argent, pouvoir de la force ou de l'intelligence, pouvoir hiérarchique (dans l'entreprise ou dans l'appareil d'État), pouvoir politique.

L'essayiste nous explique en détail, parfois même un peu trop d'ailleurs, que c'est l'objectif fondamental des politiciens que de diviser pour mieux régner, et que cela est même intrinsèque à leur fonction. Il met à nu de nombreuses idées, dont par exemple celle que l'accès au travail et aux promotions se ferait sur la base de la méritocratie; en citant le « Principe de Peter » il nous démontre que les politiciens n'ont pas cette position, grâce à leur compétence, mais plutôt grâce à leur incompétence. L'auteur prouve à qui avait encore besoin de voir cela prouvé, que l'unique capacité que les politiciens possèdent, c'est de se faire élire, et réélire malgré les scandales judiciaires. L'État n'est qu'une façade derrière laquelle agissent des hommes. Le pouvoir de l'État est aux mains des hommes politiques qui recherchent la position de leader. Président élu ou

dictateur, cela revient au même. Les citoyens fondus dans la masse doivent suivre et subir. Militant pour que le pouvoir revienne aux citoyens, il est évident que ce livre dénonce l'absence totale de possibilité pour ceux-ci de participer à la vie politique du pays, même au plus petit échelon. Il ne semble plus être à démontrer que l'élection, principe anti-démocratique, vise à créer une aristocratie, c'est-à-dire un gouvernement des meilleurs, puisque par définition quand on vote, on essaye de voter pour le « moins pire » .

Nous nous souvenons tous du référendum pour une Constitution Européenne, celle-ci fut refusée par les français, mais adoptée par leurs « représentants ». Et les exemples se multiplient, qui peuvent être recensés en bon nombre et amène l'auteur à conclure que les institutions qui sont supposées être un minimum démocratique, sont constamment bafouées, ou sont truquées de base, afin de ne jamais exprimer la volonté réelle des citoyens. L'exemple français est presque une caricature, mais la plupart des pays prétendument démocratiques ne se demandent pas plus que nous quelles sont les institutions susceptibles de favoriser le plus largement possible la démocratie. Ils préfèrent toujours des institutions qui renforcent le pouvoir politique d'une oligarchie au détriment des citoyens auxquels on donne, de loin en loin, au gré des consultations, un os à ronger électoral. Le procédé est redou-

redoutablement efficace puisqu'il empêche le peuple, chien docile de ses maîtres, d'aboyer trop fort ou de devenir enragé et de les mordre. Pire : les maîtres, même s'ils changent de temps en temps, ce qui constitue une suprême astuce pour satisfaire et endormir le vilain toutou, tirent de l'animal toute leur légitimité dont ils se parent et qu'ils retournent contre lui pour mieux le mater. Donc, c'est là que se trouve l'utopie : croire fermement, et avec conviction, que le changement peut se produire par les urnes. L'idée de notre auteur, et c'en est une qui ne date pas d'hier, puisqu'elle était déjà développée par Gracchus Babeuf en 1796, c'est que la base de la démocratie c'est l'égalité politique. Selon ces deux écrivains, la liberté politique découle de l'égalité, et non l'inverse, et c'est pourquoi ils désirent ériger en principe fondateur d'une réelle démocratie ceci : un citoyen égal un citoyen. Actuellement, dans le système de gouvernement représentatif, aristocratique et oligarchique, un citoyen équivaut à une voix. L'auteur explique d'ailleurs qu'aux élections législatives par exemple, chaque voix ne se vaut pas, et qu'en fonction de la région où le votant se trouve, il aura un vote plus ou moins important, c'est-à-dire que son vote vaudra plus ou moins de députés que quelqu'un qui voterait dans une autre région. En 2002, l'UMP et l'UDF réunissent 50% des suffrages aux législatives et raflent 70% des sièges à l'Assemblée Nationale. Le FN, avec un potentiel de 18% obtenus à la présidentielle, est laminé

et n'obtient pas le moindre député. Les « démocrates » qui se réjouissent de ce résultat devrait plutôt s'en inquiéter : leur démocratie est bien malade. Ainsi, il est flagrant que même ceux qui disent défendre la démocratie et la République mentent, peu ou prou. C'est évident, si la démocratie c'est le pouvoir du peuple par le peuple, que l'élection est le moyen de connaître l'opinion du peuple, alors s'opposer, ou ne pas faciliter l'expression représentative et proportionnelle de la volonté des citoyens, ne serait-ce pas cela être anti-démocrate ? L'idée que Marine Le Pen puisse partager des idées avec nous est cocasse, surtout lorsque l'on s'intéresse à sa vision géopolitique, néanmoins il est évident que pour quiconque se revendique démocrate, et adopte la fable de l'élection avec candidats comme moyen de déterminer avec exactitude la volonté des citoyens, ne pas avoir presque 20 % des citoyens représentés par le pouvoir législatif est au moins un déni de démocratie, si ce n'est, pour les plus candides, une violation de l'État de droit.

Faudrait-il déjà, pour les moins candides, que ce fameux État de droit existe. Jean-Jacques Rousseau, en son temps, déplorait le recours à la représentation. S'inclinant devant l'incontournable obstacle, il préconisait le mandat impératif. Les représentants élus étaient obligés d'appliquer à la lettre le mandat reçu de leurs électeurs. Les démocrates du 18ème siècle, admi-

rateurs de l'Antiquité, n'étaient pas des partisans de la démocratie grecque. Le pouvoir démesuré qu'elle accordait au peuple les effrayait. Il y a une aversion totale et une méfiance absolue des révolutionnaires américains et français pour le modèle démocratique athénien. Car ces messieurs les révolutionnaires étaient issus des élites bourgeoises, et ils entendaient bien faire prévaloir leurs ambitions et les étendre. Premièrement nous ne sommes pas dans un État représentatif du peuple, et deuxièmement, nous ne devrions pas souhaiter nous y trouver. Le seul « joker » qui assurerait la réelle représentativité des opinions exprimées par les citoyens, c'est celui qui est invalidé par l'article 27 de la Constitution de 1958, à savoir le mandat impératif, qui permettrait aux citoyens de rédiger le programme des élus, de le leur donner, et de les obliger à le respecter.

Ajoutons à cela l'idée des élections sans candidat, on pourrait s'attendre à un résultat assez surprenant. Hollande, Chirac, Sarkozy, ou Mitterrand auraient-ils été élus sans rédiger leurs mensonges électoraux, et sans faire campagne pour rendre ceux-ci crédibles ? Le citoyen se trouve pris dans un piège schizophrénique : d'une part, il reconnaît l'État et il en a besoin, d'autre part il se sent écrasé par un appareil d'État tout-puissant. Sur le plan politique, cette schizophrénie est nourrie par l'ambiguïté et le paradoxe du statut des élus. Les élus

sont les « représentants du peuple » (article 3 de la constitution de 1958) qui exercent un “mandat” (article 27). Ce mandat établit un contrat politique entre l'élu et ses électeurs. Or, non seulement ce contrat n'est pas impératif, l'élu n'est en rien obligé de se conformer aux engagements solennellement souscrits auprès de ses électeurs, mais de surcroît, élu d'une circonscription, il ne la représente pas, car il est censé être le représentant de toute la nation ! L'élection sans candidats, c'est un moyen de s'assurer de limiter le pôle aristocratique de ce système représentatif, afin de mettre l'accent sur le côté démocratique, mais c'est en plus un moyen d'économiser beaucoup d'argent en frais de campagnes remboursés par le contribuable. Pourquoi les politiciens ne font pas cette proposition, si ils sont certains de leur popularité auprès du peuple, sans avoir à occuper incessamment leur poste de télévision pendant 6 mois, et si - mais ça on en doute tout de même moins - ils désirent réellement, et sincèrement, réduire les dépenses publiques pour le bien de la population ? Hors de là, point de salut !

On a réussi à persuader des millions, des milliards d'individus que la démocratie, c'est le suffrage universel. Non. La vraie démocratie, c'est le tirage au sort. Pourquoi a-t-on oublié que c'est le suffrage universel qui a amené au pouvoir un Hitler, dans un régime démocratique, la république de Weimar (Buchenwald n'est

situé qu'à quelques kilomètres de Weimar) qui, à lui tout seul, a provoqué le plus grand cataclysme du vingtième siècle ? Mais allons encore plus loin que les élections sans candidats, puisque c'est ce que André Tolmère fait. Si l'on désire une réelle représentativité des citoyens dans le corps législateur, pourquoi ne pas tout simplement en tirer au sort ?

L'idée d'une assemblée constituante tirée au sort, sous contrôle des citoyens, reprise notamment par Étienne Chouard lors de ses conférences, commence à faire son chemin. Le hasard n'est-il pas le meilleur garant, quand on observe que l'élection ou la nomination restent toujours des principes très aristocratiques, d'une sélection totalement aléatoire, qui ne pourrait donc donner lieu à aucune discrimination, et qui offrirait à chaque citoyen l'opportunité de participer à la vie politique de son pays. On qualifie généralement d'utopique un système ou un projet irréalisable. L'ennui, c'est que cette utopie a fonctionné, et plutôt bien, pendant plus d'un siècle, il y a 2.500 ans. Bizarrement, aujourd'hui ce ne serait plus possible ?

L'argument tombe tout seul. Mais c'est ce même argument qui est constamment repris et asséné depuis plus de deux siècles, depuis les révolutions américaine et française : « La démocratie directe n'est pas applicable... Cela pouvait fonctionner dans le cadre d'une peti-

te cité comme Athènes, mais c'est impossible pour un grand pays... ». Et hop, on a escamoté le plus important, le recours au tirage au sort qui élimine les « élites ». Rappelons encore que qu'Athènes, au cinquième siècle avant Jésus-Christ, n'était pas un village mais une grande ville pour l'époque, une cité-Etat, dont la population atteignait 200.000 habitants. La grande majorité des Athéniens était très attachée aux valeurs de la démocratie, les vraies, indissociables du tirage au sort. Le « Manifeste pour la vraie démocratie » (librement téléchargeable sur Internet, à partir du nom de l'auteur) appelle à la formation d'un Mouvement des Citoyens pour la Vraie Démocratie, appelé MCVD, il appelle les personnes soucieuses de la vie politique de leur pays, de leur région, ou même de leur quartier à s'organiser et à se former en groupe-citoyens. Cet ouvrage recense une quantité d'arguments et de contre-arguments assez impressionnante, ce qui permettra de convaincre n'importe quel personne de bonne foi, que la première vraie démocratie en France (et ailleurs) est possible, souhaitable, et qu'il faut travailler ensemble afin de la mettre en place. (Source : « Le Cercle des Volontaires »)

De tout ceci il résulte que nous devrions être de plus en plus nombreux à commencer à faire grimper le taux d'abstention, en France (lequel a déjà dépassé la barre des 60 pour cent), et de votes nuls en Belgique,

une manière non violente de dire que la mascarade doit cesser, que les électeurs veulent redevenir responsables et partie intégrante du système politique...

Aux élections européennes de 1979, 61,99 % ont voté. A chaque élection, ce chiffre diminue. 2009 a été abysmal avec un taux moyen de participation de 43 %. Le score le plus bas était pour la Slovaquie avec 19 % de participation et le plus haut pour la Belgique avec 90 %. Il faut dire que la Belgique est, avec la Grèce, le Luxembourg et Chypre un des rares pays où le vote est obligatoire... Si l'on ne compte pas les pays où le vote est obligatoire, le taux de participation a été juste en deçà des 40 %. Cela suscite des questions sur la légitimité du Parlement européen. « Le manque de confiance des citoyens envers l'Europe est un point faible, dit Jerzy Buzek dans sa première allocution en tant que nouveau président du Parlement européen. « Un point faible » ? Une débâcle démocratique aurait été une expression plus appropriée. D'où vient cette apathie ? Si les électeurs s'écartent de l'UE, c'est parce que, tant sur le plan social que démocratique, l'UE les abandonne. Le gouffre qui sépare l'UE de ses citoyens n'est pas un hasard. Les « gens ordinaires » sentent d'instinct, mais également avec leur porte-monnaie, que ceci n'est pas leur Europe.

L'UE a contraint la politique sociale des états membres à suivre une voie très libérale. Elle a renforcé la fracture

sociale, la rendant plus violente. 116 millions d'Européens vivent en 2012 dans la pauvreté. Un sur cinq. L'UE est le moteur d'un gigantesque transfert d'argent : des « gens ordinaires » aux actionnaires. (...) Les travailleurs voient l'UE comme une machine incontrôlable qui a rendu la vie plus chère en introduisant l'euro. Ils constatent que les services publics comme la poste, les fournisseurs d'énergie, les transports, les banques d'État sont libéralisés et que les grandes firmes européennes dégagent un maximum de profit. Et cela n'est pas près de s'arrêter. Dans le document de travail « La stratégie Europe 2020 » la Commission reprend toutes les vieilles recettes néolibérales. La Cour de justice de l'UE a aussi accentué la dégradation du droit social par l'intermédiaire de quelques arrêts spectaculaires (Viking, Laval, Ruffert, etc.) Ainsi, elle a informé des travailleurs suédois qu'ils n'avaient pas le droit de faire grève dès lors qu'ils étaient employés dans une firme lettone qui refusait d'appliquer le droit social suédois. La Cour a également donné raison à une compagnie maritime qui s'était délocalisée en Estonie afin de pouvoir diminuer les salaires. Son argument était que « le droit européen de la liberté d'établissement prime sur le droit du travail finlandais. » *

* Raf Jaspers, *Souriez, vous êtes filmés – Big Brother en Europe*, Couleur Livres, p. 148 et 149

Une justice pour les pauvres et une autre à l'attention des riches. Et l'on voudrait absolument nous faire croire à une « Europe de la liberté » ! Si ce n'est pas se moquer des peuples c'est parfaitement imité. Si cela ne suffit pas, il reste en complément diverses actions possibles évoquées dans ces pages, avant d'en venir à une rébellion massive qui ne pourra qu'être, hélas, violente. Celle-ci ne devant plus perdre de vue ce qui doit cette fois nous rassembler autour d'une idée-force, que nous soyons de gauche ou de droite : réinstaurer l'écriture de notre Constitution par une assemblée constituante tirée au sort. Pour en être capables nous devons en apprendre toutes les ficelles. C'est ce que proposent notamment de découvrir les conférences et ateliers constituants initiés un peu partout en France, par Étienne Chouard. A ce sujet on consultera le site des « gentils virus » et celui de l'incontournable « Plan C »).

La force de la chaîne est dans le maillon.
Proverbe africain

7

Une fois au fait de l'état déplorable du monde politique qu'attendons-nous pour nous ressaisir ? *Les générations futures pourraient vous réclamer d'une manière terrible ce que vous avez reçu de vos pères pour le leur transmettre. Si ceux-ci avaient été aussi lâches que vous, vous seriez demeuré dans la servitude la plus honteuse qui puisse peser sur l'esprit et le corps : vous seriez toujours les esclaves d'un despote spirituel. Ils ont arraché par de sanglants combats ce qu'un peu de fermeté de votre part suffirait à conserver. Ne haïssez pas vos princes pour cette raison, c'est vous-même que vous devez haïr. Une des premières ressources de votre misère c'est que vous vous faites une idée beaucoup trop haute d'eux et de leurs auxiliaires.* Et comment ! Nous l'avons vu et revu, nous conservons à l'esprit que nos*

* *Johan G. Fichte, De la liberté de penser, éditions Mille et une nuits, p.16*

« élites » sont véritablement les mieux placés (par le peuple, mais pas systématiquement !) pour gérer la bonne marche d'un État. A contempler la qualité de la besogne - et surtout le coût pharaonique - abattue par ces élites pro-atlantistes siégeant à Bruxelles, beaucoup de questions nous viennent à l'esprit quant à la pertinence de ce personnel en surnombre, surpayé et qui trouve le moyen de nous imposer un flux tendu de directives contraignantes, prônant véhémentement une austérité et des sanctions invraisemblables, iniques. Mais, encore une fois, à qui la faute ? : *Le prince tient donc ses droits par transfert de la société, mais la société ne peut lui déléguer des droits qu'elle n'a pas elle-même.** Effectivement, si nous ne possédons plus guère de droit d'ingérence dans les affaires nationales, la responsabilité nous en revient pour beaucoup, car c'est faute d'avoir trop laissé les abus et les pratiques antidémocratiques s'imposer de plus en plus. Par son vote, l'électeur peu ou mal informé, voire indifférent ou encore astucieusement formaté, manipulé, ne comprend pas qu'il s'abandonne pieds et poings liés au sort que lui destinent les élus. Comment peut-il encore persister à fonctionner comme il le fait depuis si longtemps, sans cesser de se plaindre, sans cesser de croire qu'en allant voter il va pouvoir renverser la vapeur, alors qu'il n'ignore rien

* *Ibid.* p.26

des désastres auxquels mènent le mépris des devoirs, tant ceux qui incombent au peuple que ceux qui échoient à ceux qui ne le représentent absolument pas ?...

Rejetez hardiment tous ceux qui tenteraient de vous corrompre : ce ne sont que des intrigants qui cherchent à augmenter leurs fortunes aux dépens de leur honneur, et du bien être de leur patrie. Rejetez tous ceux qui tiennent quelques places de la cour, quelque emploi des officiers de la couronne ; quelque commission que le roi peut améliorer : comment des hommes aussi dépendants, et semblables à ceux qui remplissent aujourd'hui le sénat, vous représenteraient-ils avec intégrité ?

Rejetez hardiment tous ceux qui tenteraient de vous corrompre : ce ne sont que des intrigants qui cherchent à augmenter leurs fortunes aux dépens de leur honneur, et du bien être de leur patrie. Rejetez ceux qui mendient vos suffrages ; vous n'avez rien de bon à attendre de ce côté là : s'ils n'étaient jaloux que de l'honneur de servir leur patrie, descendraient-ils à un rôle aussi avilissant ? Ces basses menées sont les allures du vice, non de la vertu sans doute, le mérite aime les distinctions honorables, mais content de s'en montrer digne, il ne s'abaisse point à les solliciter, il attend qu'elles lui soient offertes. Rejetez tous ceux qui sont décorés de quelques titres pompeux : rarement ont-ils des lumières, plus rarement encore ont-ils des vertus : que dis-je ? ils n'ont

*de la noblesse que le nom, le luxe, les travers et les vices. Rejetez la richesse insolente, ce n'est pas dans cette classe que se trouve le mérite qui doit illustrer le sénat.**

Parmi les cohortes d'élus pullulent des parasites qui n'ont guère autre chose à leur ordre du jour que d'obtempérer aux ordres, de justifier leur statut de complices du pouvoir et d'assurer les privilèges qui en découlent en faisant passer leurs incohérences, leurs incompétences et parti-pris pour de la noblesse d'esprit, de la grandeur d'âme, pour un engagement « humaniste » visant surtout un avenir à court terme, dont le long terme concernera surtout un potentiel de victimes qui ne pourront plus s'en plaindre aux coupables.

L'histoire de l'Europe sera tellement réécrite, façon 1984, que tout le monde s'imaginera que nous fûmes tous, de tout temps, bel et bien unis dans une européanisation voulue par une majorité d'électeurs. Pur mensonge qui passera pour une vérité. Remodelage du passé, élagage des langues, anéantissement des états souverains, hiérarchisation et bureaucratization à l'extrême, tout concourra à ce que les peuples soient convaincus de l'utilité sanitaire d'un lavage de cerveau des réfractaires au « progrès ». Et,

* *Marat, Les chaînes de l'esclavage, éditions de l'An I*

pour le bien de tous, *la paix sera la guerre*. Nous n'en sommes plus si éloignés. Voyez comme nous en vivons les prémices depuis quelques décennies... Dans ce contexte des plus inquiétants, nous ne pouvons plus ignorer que *des hommes instruits du droit et de son esprit savent que la transformation sociale est un processus possiblement pacifique, et qu'une société qui fait le choix des armes, dans le but de modifier sa Constitution, s'expose à la régression généralisée*. (Cyril Morana) C'est bel et bien l'état d'esprit qui circule parmi les 28 pays ferrés dans la dictature molle et souriante du carcan européen. Un étau qui ne bénéficie qu'à une élite mal pensante, occulte, incontrôlable maîtresse de nos destinées.

A force d'individualisme, de privatisation de nos existences médiocres, repliées sur un égoïsme suicidaire, nous nous déshumanisons dans le confort des privilégiés qui ont tout fait pour que leur luxe soit payé chèrement par les trois-quart de la planète. Sans rien voir ni comprendre, nous nous sommes laissés piéger par ceux qui nous ont intimé de leur construire une citadelle afin de les protéger de notre vindicte. Nous leur avons tout offert, grâce aux élections, grâce à la corruption, grâce à notre lâcheté et notre désintérêt pour la chose démocratique. Comment démanteler cette forteresse ultralibérale alignée sur la politique mondiale du gouvernement des USA ? Tant

qu'il en est encore temps, il faut redevenir citoyen en faisant de la politique *une autre* politique. En tout cas pas dans le genre de celle qui est à l'origine de tout ce que nous subissons, d'élections en élections. Relisons Orwell avec grande attention, car dans son propos nous pouvons déjà reconnaître nombre des travers de notre société et la manière dont le système s'occupe intensément de notre « bonheur ». Contre l'anti-démocratie avérée de notre époque, il demeure que le retour à un système non représentatif, autrement dit véritablement démocratique, est un égal risque d'enlèvement, voire d'une nouvelle disparition de la démocratie. Elle reste et resterait en effet toujours menacée, autant de l'intérieur que de l'extérieur, c'est un fait. Toutefois, retenons que le domaine politique est un univers en constante mouvance. Par conséquent *la démocratie ne connaît de garantie de survie qu'en elle-même, dans l'attachement continué à ses institutions et valeurs. Une fois que cet attachement s'est relâché chez une majorité de citoyens, aucune protection constitutionnelle, juridique ou autre ne pourra empêcher que la démocratie disparaisse ou se transforme de fond en comble. Sa défense doit donc et ne peut se faire qu'après de celles et ceux qui la fondent, c'est-à-dire l'ensemble des citoyens.**

* Antoine Chollet, *Défendre la démocratie directe*, Presses polytechniques et universitaires romandes, p.43, 44

A celles et ceux qui défendrons encore le régime représentatif, il peut toujours leur être rétorqué que, outre qu'il n'ont imaginer un système différent *réellement* égalitaire, qui ait *vraiment* fait ses preuves à tous points de vue en matière de paix, de bien collectif, et que, *de toute manière* :

*(...) les parlementaires ne me représentent pas, ni ma personne, ni mes opinions, et encore moins mes intérêts, dont je suis seul juge. Ce qui devrait se passer, c'est que je leur délègue un pouvoir, qui continue pourtant de m'appartenir en dernière instance.**

User du mot démocratie sans en incarner l'essence, sans lui donner vie, en fait une dramatique, une coûteuse illusion, le début d'un mensonge planétaire. Ce genre de non sens devrait disparaître de notre langage. Nous ne devrions plus prononcer ce mot pour désigner ce que nous subissons, c'est-à-dire son exact contraire. En user encore et encore de ce leurre dans nos conversations ou nos écrits, c'est un peu comme si nous détenions une fausse semence, incapable de nourrir des millions de gens. Un artifice que nous ferions mine de planter dans une terre que nous saurions impropre à faire germer quoi que ce soit. Beaucoup d'entre-nous, et c'est leur droit, ne veulent pas prendre part au commandement, à la ges-

* *Ibid.* p. 75

tion politique des affaires qui concernent la population. Ce faisant ils laissent la place libre à ceux (probablement les plus vicieux) qui se font un plaisir de s'emparer à tout prix du pouvoir et d'en faire une dictature. Il convient donc de faire quand même un minimum de politique, ne fut-ce que pour demeurer attentif à ce qui peut être améliorable dans la société. En conversant simplement, sans passion, les idées font leur chemin et atteignent parfois un but éloigné que l'on ne soupçonnait même pas. De toute manière, nous devons cesser de nous plaindre et de fonctionner comme des serfs. Nous devons nous occuper de cette politique qui se mêle de nos vies sans nous demander notre avis, ou sans en tenir compte. Parce que nous devons comprendre, une fois pour toutes, que... *la Constitution est liée à nos problèmes quotidiens* (E. Chouard).

Un synonyme de la haine, ce peut-être l'autodestruction. Nous n'avons pas honte de notre ministère de la Défense. C'est exactement comme si nous avions honte de le remplacer définitivement par un ministère de la Paix et de la Démocratie. Tant que séviront pauvreté et injustice, les mots progrès, solidarité, civilisation et démocratie ne seront que mensonges, et l'homme un animal inabouti crispé sur son égoïsme et ses possessions. Il ne peut y avoir d'émancipation, de créativité ou d'intégration nées de la peur, de l'ignorance ou du repli. La persévérance la

plus utile au bien commun trouve son chemin dans la motivation éclairée par le bon sens et le désintéressement. Une dernière interrogation : au soir de notre vie, de quoi pourrons-nous être vraiment fier en matière de solidarité et d'intérêt à l'égard de la communauté ? L'essentiel n'aura-t-il pas été de semer la meilleure part de notre générosité destinée aux hommes de bonne volonté ? La qualité de l'inévitable remplacement de notre actuelle civilisation en pleine dégénérescence ne dépendra ni de nos certitudes, ni de nos prétendues vérités mais uniquement de la bonne foi de nos comportements, la persévérance et le courage citoyen dont seront pétris nos sincères, honnêtes et désintéressés projets.

Pour autant que le sort de nos enfants nous intéresse, les effets de nos engagements pour le bien collectif ne devrait plus tarder à se manifester.

Bibliographie et adresses Internet

Désobéissance civile et démocratie – Howard Zinn, Agone

Le nouvel esprit de la démocratie - Loïc Blondiaux, Seuil

Belgique, le dernier quart d'heure ? - Paul-Henry Gendebien, Quartier Libre

Comment les citoyens peuvent décider du bien commun - Jacques Testart, Seuil

Radicaliser la démocratie - Dominique Rousseau, Seuil

Un million de révolutions tranquilles - Bénédicte Manier, Les liens qui libèrent

J'accuse l'économie triomphante - Albert Jacquard, Poche

Rendre la raison populaire - Michel Onfray, éditions Autrement

Une société à la dérive - Cornélius Castoriadis, Points, essais

La démocratie, une affaire d'oisifs ? - Saber Mansouri, André Versaille éditeur

Un monde meilleur est possible - Gianni Minà, Alternatives,

Le tour de France des alternatives - Emmanuel Daniel, Seuil

Les États-Unis, gendarmes du monde - Le Monde, Librio Document

Pour une révolution à hauteur d'hommes - Jean Giono,
Edouard Schaelchli, éd. Le Passager clandestin

De la servitude moderne - Jean-François Brient,
(<http://delaservitudemoderne.org/>)

L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie - Hervé Kempf,
Seuil

Conférences de François Asselineau : www.les-crisis.fr/conferences-de-asselineau-1/

Comment l'oligarchie vous contrôle :
www.youtube.com/watch?v=RuxH6l4vyvs

Corruption ça suffit : www.youtube.com/watch?v=RuxH6l4vyvs

Dettes, crise, chômage, qui crée l'argent ? :
www.youtube.com/watch?v=syAkdb_TDyo

Le salaire à vie, Bernard Friot : www.youtube.com/watch?v=uhg0SUYOXjw

Union européenne, piège fasciste et antisocial :
www.youtube.com/watch?v=7EhbGQUoy5o

Dix raisons de sortir de l'Union Européenne :
www.youtube.com/watch?v=fEwCJEbJ9Pc

La franc-maçonnerie, une secte qui menace les droits des peuples :

www.wikistrike.com/article-la-franc-ma-onnerie-une-secte-qui-menace-les-droits-des-peuples-118230026.html

Jean-Marie Luffin

L' illusoir aux mensonges

Ce livre se veut le modeste relais d'un mouvement qui prend de l'ampleur un peu partout dans le monde et devrait nous réveiller, bien avant que nous nous rendions dans l'isolement, ou plutôt *l'illusoir*. *Ne pas connaître et comprendre le présent fait perdre le futur, mais ignorer le passé fait perdre le présent et le futur ensemble*. Cette réflexion d'Eduardo Garcia nous aide à comprendre que la politique en général, et l'actuelle au sein de l'Union européenne est peu crédible, efficace, honnête et juste.

Il devrait nous sauter aux yeux que nos Constitutions sont invariablement écrites par des personnes qui se trouvent en conflit d'intérêt. Rien d'étonnant à ce que ce soient les dirigeants qui détiennent les pleins pouvoirs tandis que le peuple aucun... Pourquoi encore et toujours s'imaginer que les élections peuvent changer quoi que ce soit qui ne soit pas subordonné à un accroissement d'austérité ou des décisions aberrantes, injustes, sans consultation populaire pour les problèmes importants qui nous concernent tous ?... Arrêtons de nous laisser enfumer ! Puissent ces pages motiver l'électeur fataliste, routinier ou indifférent à alimenter une autre politique, et l'aider à adopter une attitude citoyenne responsable qui ne fasse plus l'économie de la démocratie, de la vraie s'entend. Dans le doute, il aurait beaucoup à gagner en méditant qu'*il n'y a d'irréversible que la soumission*. (Frédéric Dard)

J-M. L. Thon-Samson, 2016